T. XXX — N° 3 10 Septembre 1934

La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Travail de trêve et de vacances.*

Revenir à la simplicité des principes, qui feront l'union.

CYRIL M. E. W. *Le Catholicisme en Pologne.*

Ce qui se cache derrière la façade d'un catholicisme officiel : une décadence, des divisions, et de solides raisons d'espérer.

F.-M. BRAUN, O.P. *Initiation à la critique textuelle du Nouveau Testament.*

Gros-Jean, après cette « Initiation », pourra en remontrer à son curé.

G. SWARTS. « *Sur le devoir d'imprévoyance* ».

Quel paradoxe ! — L'Évangile n'est-il pas plein de paradoxes ?

DOCUMENTS

Lettre des Évêques d'Allemagne.

A travers les revues : Jésus inconnu. — Israël et l'Église.

Billet de Christianus

Travail de trêve et de vacances

A quoi employer la trêve ? A simplement remettre un peu d'ordre dans la maison, rétablir les finances et redresser quelques injustices, sans toucher aux passions ? Ce ne serait qu'une étape dans la décadence.

Il faut employer la trêve à quelque chose de plus durable. Il faudrait qu'elle serve à trouver entre les partis le point d'accord.

Au fond, devant la machine gouvernementale bloquée, mis à part ceux qui misent sur la révolution, tous les groupes qui veulent que la France vive et se développe selon des méthodes de France — cela va de la droite aux néo-socialistes — sont susceptibles de s'entendre.

Seulement, les groupements anciens incapables de sortir spontanément des points rituels de leur programme, de leurs égoïsmes, de leurs batailles, de leur respect humain, de leur habitude d'opposition ou de leur habitude de profit, simplement se retiennent, tout en continuant à bouillonner de leurs passions inapaisées et parfois inassouvies.

Mais les groupements nouveaux, jeunes, dégagés des vieilles querelles, plus idéalistes, regardent par-dessus leurs programmes et déjà se cherchent.

Il faut favoriser cette recherche du point d'accord.

*
* *

Les vacances nous suggèrent une méthode.

Prendre des vacances, c'est s'évader de son métier, de ses

préoccupations, de son atmosphère, du point particulier, étroit, étouffé, où le machinisme, la complication de la vie et l'industrie des hommes nous ont attachés et emprisonnés, pour retourner à la Nature, aux forces élémentaires et simples, aux forces essentielles, aux éléments nourriciers et maternels, à la terre, à la mer, au soleil, à l'air pur.

Prendre des vacances, ce n'est pas seulement intercaler une trêve entre deux périodes de travail, c'est faire une cure de simplicité.

Et voici qu'ainsi dégagés de toutes les particularités et complications de l'activité habituelle, étant retournés à la simple humanité, autour des tables d'hôte, sur la plage, dans les autocars, on entre facilement et tout naturellement en relations et même en amitié.

Lorsque demain chacun rentrera dans sa profession, il retrouvera ses horizons, ses partialités, ses égoïsmes. Mais il ne pourra pas oublier entièrement l'amitié humaine que les vacances lui auront fait rencontrer.

Que la politique fasse, elle aussi, une cure de simplicité.

Si les groupes ne s'accordent pas, malgré une bonne volonté souvent manifeste et tout en poursuivant, en gros, le même but, c'est qu'ils ne mettent face à face que des solutions fragmentaires, sans lien avec les principes qui les commandent, et qu'ils se tiennent et s'enferment dans des corollaires techniques, dont c'est précisément la nature d'être divers.

On se montre des visages si différents qu'on paraît être des étrangers et parfois des adversaires, alors qu'on est issu du même sang et que, si on prenait le soin de remonter un peu haut, on se trouverait une source et une âme commune.

C'est à mettre au jour cette âme commune, à la dégager de toutes les particularités, de toutes les étroitesses, j'allais dire de toutes les passions techniques, qu'il faut employer la trêve.

C'est le travail préalable à toute entente.

Qu'on ne dise pas que c'est vouloir s'entendre sur le déluge et que c'est tourner le dos à toute actualité et à toute action. Ne voit-on pas que toute tentative de rapprochement a jusqu'ici échoué ? A-t-on parlé, cependant, de reclassement, de regroupement, de concentration des partis ? Tout ce mouvement n'a cependant amené, souvent, qu'une discorde nou-

velle. Il y a des écheveaux si embrouillés qu'on ne réussit à les démêler qu'en allant reprendre le fil à son bout. Et c'est gagner du temps.

Si l'on prenait les partis à leur bout, on s'apercevrait vite qu'ils ont à peu près tous leurs principes communs. Ne veulent-ils pas tous l'ordre et le bien-être ? la justice ? la liberté ? Ne les veulent-ils pas au profit du plus grand nombre ? Ne veulent-ils pas la paix ?

Il y a parmi nous une âme commune inemployée.

*
* *

Je songeais à elle en lisant, à travers les journaux, l'unanimité de l'émotion que la mort de Lyautey a provoquée dans le pays. Le plus petit paysan, qu'il fût modéré ou radical ou même souvent socialiste, s'est trouvé en sympathie enthousiaste avec ce maréchal de France.

Goût du prestige ? Sans doute un peu. Cependant, un prestige à la Hitler l'eût révolté. C'est que plutôt, dans l'opinion, Lyautey c'est la splendeur de l'ordre français : à la fois grandeur, bien et beauté obtenus sans laideur, rien que par le moyen de l'autorité et de l'amitié.

Or nous voulons tout cela, d'instinct, en France.

Seulement, il ne suffit pas de le penser, ni de le sentir, pas même de le sentir en commun, à certaines grandes heures et autour de certaines figures exceptionnelles, il ne faut pas se lasser de sonner le ralliement autour de ces notions simples, mais chargées de vie et de possibilités.

Autour d'elles peut se faire l'accord et commencer notre amitié. Ce sera le point de départ pour l'action ultérieure, pour la réforme morale et pour la construction technique.

Que les catholiques, faisant, pour leur propre compte, cette cure de simplicité, retournant à leurs principes, s'emploient plus que tous à ce rassemblement autour des notions élémentaires de toute politique. Il n'y a pas de travail civique plus urgent, ni plus chrétien.

CHRISTIANUS.

Le Catholicisme en Pologne

La Pologne passe pour un pays foncièrement catholique. Toute son histoire témoigne d'une alliance étroite entre le patriotisme et la foi : la sainte Vierge était « reine de la Couronne de Pologne », les chevaliers sarmates partaient en bataille au chant de cantiques, ils se considéraient eux-mêmes comme paladins de l'Église et leur pays comme « antemurale christianitatis ». En revanche, on n'était pas loin de prendre le royaume des cieux pour une sorte de gigantesque Sarmatie : d'un commun avis, Dieu éprouvait un plaisir particulier à suivre les élections et les débats des diètes provinciales polonaises...

Le siècle des lumières ne changea rien essentiellement à cet état de choses : les poètes et les penseurs les plus voltairiens — ou rousseauistes — étaient prêtres, abbés, évêques, et nullement défroqués, s'il vous plaît! La loge se trouvait à la sacristie, mais la sacristie n'en restait pas moins vouée au culte catholique, apostolique et romain... Puis vinrent les partages de la Pologne et un siècle et demi d'esclavage. La nation demeurait profondément catholique; à l'époque des Grands Romantiques, une doctrine messianique particulière, le « towianisme », était professée par l'élite polonaise, faisant de la Pologne « le Christ des nations », destiné à souffrir pour les autres peuples. Le positivisme lui-même, dont le vent passa sur la Pologne comme partout ailleurs, dut garder en terre sarmate le respect des croyances religieuses. Enfin, à l'époque de la grande poussée de germanisation et de russification,

au début de notre siècle, le lien religieux formait l'attache la plus solide du paysan à sa nationalité : surtout en Posnanie, l'Allemand c'était le luthérien et s'affirmer catholique signifiait par là même rester Polonais.

Quand furent venues la lutte pour l'indépendance et la résurrection de l'État polonais, on pouvait croire que cette belle « union sacrée » continuerait, d'autant plus que le clergé polonais se glorifiait à raison d'avoir toujours ardemment soutenu la cause nationale. Pendant la guerre polono-russe de 1920, l'alliance du patriotisme et de l'esprit religieux fit une fois de plus brillamment ses preuves : n'oublions pas que le « miracle de la Vistule », la bataille de Varsovie, victoire décisive des Polonais, fut gagnée grâce à l'héroïsme d'un aumônier militaire : l'abbé Skorupka, le crucifix en main, s'élança à l'assaut des tranchées bolchéviques, entraînant derrière lui toute l'armée polonaise !

*
* *

La position privilégiée du catholicisme s'exprima par la place qu'accordent à l'Église romaine la Constitution de 1921 comme celle de 1934, et par le Concordat de 1925.

A première vue, la situation officielle du catholicisme en Pologne ne pourrait être meilleure. L'Église catholique groupe plus de 24 millions de fidèles — soit 75 o/o de la population polonaise — partagés en trois rites, latin (20.500.000), grec (3 millions 1/2 d'Ukrainiens) et arménien (quelques milliers de fidèles seulement). La Constitution déclare que « la confession catholique-romaine, étant la confession de la majorité de la nation, exerce un rôle prépondérant dans l'État entre confessions qui jouissent d'un traitement égal. L'Église catholique-romaine est régie par ses propres lois ».

Notons que la charte débute par l'invocation de « Dieu

Tout-Puissant » ; que le serment prescrit pour le Président de la République ne saurait en pratique être prêté que par un catholique (« Je jure devant Dieu Tout-Puissant, un dans la Sainte Trinité... Que m'y soit en aide Dieu et Sa Sainte Passion »).

L'Église catholique — comme les autres associations religieuses reconnues — « peut librement gérer ses affaires intérieures, être propriétaire ou acquérir des biens mobiliers et immobiliers, les administrer et en disposer, rester en possession et en jouissance de ses fonds et fondations ainsi que des institutions ayant un but religieux, scientifique ou de bienfaisance ». (Nous citons d'après la traduction française officielle de la Constitution.)

Seul le mariage religieux compte devant la loi, pour les fidèles de tous les cultes reconnus. L'instruction religieuse est obligatoire, jusqu'à l'âge de 18 ans, pour tous les élèves de tous les ordres d'enseignement.

Le Primat de Pologne est le second personnage de l'État, il a son rang immédiatement après le Président de la République ; les honneurs militaires lui sont rendus ainsi qu'à tous les évêques. Les princes de l'Église occupent des places de choix lors des grandes cérémonies officielles. Nul acte important de la vie publique ne se passe sans être accompagné, précédé ou suivi d'un officice religieux. Le chef de l'État prend part aux processions de Pâques et de la Fête-Dieu ; ce sont alors des ministres ou des généraux qui soutiennent l'officiant quand il porte le Saint-Sacrement ; en un mot, tout paraît être pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Il semble en être de même dans la vie courante : comme lors des actes officiels, l'Église est là pour rehausser de son éclat les fêtes de famille, mais aussi les événements en apparence les plus profanes : inauguration d'usines, de magasins et même de restaurants, de pâtisseries !

Le clergé est entouré de marques de considération auxquelles les Français ne sont guère habitués. En société, il n'est pas jusqu'aux dames qui ne cèdent la place aux prêtres, lesquels se trouvent toujours les premiers après la maîtresse de maison. A la campagne, la population baise la main du curé, dans certaines régions même sa soutane. Signes extérieurs que tout cela, dira-t-on ; l'Église peut très bien s'en passer, car ne sont-ils pas là seulement pour recouvrir une tiédeur, sinon une indifférence profonde?

*
* *

Hélas oui, c'est bien vrai, en partie du moins! Nous voici arrivés aux dangers qui menacent le libre développement du catholicisme en Pologne. Ces dangers sont de plusieurs sortes et viennent de côtés différents. Sur le terrain de la foi proprement dite, on est obligé de constater un fléchissement notable de la ferveur et de l'activité religieuses chez un grand nombre de fidèles : on ne va pas à la messe, on ne fait plus ses pâques — et néanmoins on prétend rester catholique. Cette attitude qui, à vrai dire, ne date pas d'aujourd'hui en Pologne, se retrouve chez beaucoup de bourgeois, d'intellectuels, d'officiers et de fonctionnaires. Il suffit d'observer l'air ennuyé avec lequel la majorité des personnages officiels suit les services religieux « de gala » — comme on dit là-bas —, souvent même sans s'astreindre aux génuflexions et aux signes de croix rituels !

Si l'indifférence est encore rare dans les milieux populaires, il y a par contre un foisonnement de sectes qui se propagent dans toutes les couches de la société. Les unes de ces communautés, par exemple les Mariavites et l' « Église nationale », conservent extérieurement les formes du culte catholique. Elles sont parfois vues avec bienveil-

lance en haut lieu, mais leur importance numérique ne doit pas être exagérée. Quant aux sectes protestantes, c'est autre chose : venues des États-Unis et largement subventionnées par les Américains (ne citons que la *Young Men Christian Association*), elles tirent profit de l'anglomanie notoire des Polonais, et peuvent aussi attirer de petites gens, grâce aux avantages matériels qui résultent d'une « conversion ». Enfin, l'existence du mariage purement religieux a entraîné pour de nombreuses personnes, désireuses de divorcer, leur passage au protestantisme et même à l'Islam.

Dernier signe déplaisant : de très larges milieux libéraux, mais aussi catholiques, élèvent sans cesse des protestations, parfois exagérées, contre certains abus ; en effet, quelques membres du clergé rural auraient jugé opportun, pour parer aux dangers de déchristianisation, de propager des pratiques vraiment superstitieuses et faussant le sens de la doctrine catholique. Il suffit, pour s'en faire une idée, de feuilleter un périodique de dévotion, comme le *Rycerz Niepokalanej* (« Le Chevalier de l'Immaculée »). De plus, on rencontre, dans des journaux catholiques, des méthodes de dénonciation sans nul doute répréhensibles. Monsieur l'instituteur a-t-il eu un différend avec Monsieur le curé, on peut lire quelques jours après dans la presse des quatre coins de la Pologne que « M. X., instituteur à Y., a épousé une femme divorcée. Combien de temps les parents catholiques souffriront-ils encore que leurs enfants soient sous la coupe de maîtres pareils? » Beaucoup de personnes se sentent également choquées par une sorte d'intolérance, dirigée non contre les idées mais contre les hommes, qu'on trouvait ces dernières années chez des catholiques tout comme chez leurs adversaires.

Mais il est des faits beaucoup plus graves. D'abord,

l'indifférence tend à être remplacée chez bon nombre de jeunes par une sorte de déisme rousseauiste, plus sentimental que raisonné ; l'on se dit « libéré des dogmes », donc des religions traditionnelles : un « vieux bateau », mais qui vogue encore dans un pays où la mystique du progrès est loin d'avoir perdu tout crédit. Cette vague religiosité n'est pas sans avoir les sympathies de la franc-maçonnerie, à laquelle sont affiliés quelques gros dignitaires gouvernementaux.

Enfin, le symptôme le plus inquiétant, c'est la propagande vigoureuse des libres-penseurs. On peut distinguer ceux qui opèrent ouvertement — ce sont des athées « bourgeois », fonctionnaires, professeurs, écrivains et instituteurs ; malgré leurs mérites scientifiques et littéraires, ces gens sont aussi bornés et sectaires que les « Sans-Dieu » communistes, dont l'activité, officiellement interdite, s'exerce clandestinement et avec d'autant plus de violence. Ils peuvent être fort dangereux, car ils ont réussi à faire s'infiltrer leurs idées parmi beaucoup de jeunes paysans et ouvriers agricoles qui seraient maintenant les premiers à incendier les églises... Mais les arguments des ennemis du catholicisme, hérétiques, déistes et libres-penseurs sont beaucoup moins d'ordre religieux et philosophique que d'ordre politique, social, parfois même, chose curieuse, national.

* * *

En effet, l'Église a beaucoup travaillé ces dernières années en faveur de l'union des orthodoxes de Pologne avec Rome. Un visiteur apostolique, Mgr Czarnecki, dirige ces efforts ; les Jésuites ont fondé à Albertyn une mission dont les Pères sont passés au rite slave ; leur belle revue *Oriens* permet de suivre les progrès, mais aussi les difficultés de l'action entreprise. Or, les schisma-

tiques à ramener sont tous Ruthènes ou Blancs-Russiens, et considèrent — à tort sans nul doute — les tentatives d'union comme des essais de polonisation. Quoi qu'il en soit, le gouvernement entrave le plus possible l'action salutaire de l'Église : il se soucie peu de multiplier les difficultés politiques en donnant aux minorités nationales de nouveaux sujets de mécontentement. D'autre part, elle est combattue avec une véhémence qui va jusqu'à la haine par le clergé et les laïques orthodoxes. C'est toujours l'argument national qui joue un rôle essentiel dans la lutte. Pour parer aux succès des Uniates, les schismatiques ont même passé à l'attaque ; sous prétexte de les arracher à la « ruthénisation », ils ont tenté de séparer de Rome les Lemkes, population russe uniate du centre de la Petite-Pologne. D'urgence et afin de pouvoir défendre efficacement ses positions, Rome a dû ériger le pays des Lemkes en Administration Apostolique indépendante.

Les questions nationales viennent encore se mêler aux questions religieuses lorsqu'il s'agit des relations entre « latins » et « grecs ». Non seulement les fidèles, mais aussi le clergé des deux rites sont loin d'entretenir toujours les rapports de cordialité et d'intime collaboration qu'on souhaiterait. Pour les latins, les grecs sont des Ruthènes, à moitié orthodoxes, et non des vrais catholiques ; inversement le Polonais n'est pour l'Ukrainien que l'ennemi héréditaire, donc un mauvais chrétien... Un tel état de choses ne saurait évidemment que nuire à la cause catholique.

*
* *

Cependant le problème national lui-même est secondaire à côté du grand problème social. Un regrettable état d'esprit commence à se manifester chez de nom-

breux ouvriers et paysans polonais. Nous connaissons cette attitude, née de la misère et de la lutte pour le pain quotidien : c'est l'envie, qui engendre la haine des classes. D'après le Concordat, l'Église conserve tous ses biens ; le prêtre devrait donc toujours avoir de quoi vivre. Or les paysans se plaignent : les curés seraient souvent très exigeants pour les honoraires de baptême, de mariage, etc. On nous a cité le cas d'un paysan qui n'avait pour toute fortune qu'une famille nombreuse, une chaumière, un petit lopin de terre et une vache ; un de ses enfants meurt. Le curé refuse l'enterrement religieux à moins qu'on ne lui paie la taxe de 150 francs environ ; le pauvre paysan est obligé de vendre sa dernière vache... Au dernier moment, un fonctionnaire de passage arrange la chose — après avoir menacé de faire éclater un scandale. Une autre fois — l'histoire n'est pas moins authentique — le curé ne veut pas délivrer à un jeune homme la copie de son acte de naissance avant que le père de cet étudiant n'ait acquitté quelque droit arriéré. Ailleurs, dans un village pauvre, le curé est le seul à s'acheter une automobile. Des cas de ce genre forment évidemment l'exception, mais ils ne sont pas tout à fait isolés. Il ne s'agit pas d'infractions à la loi, mais de manques de tact, bons, en nos temps de crise, à exciter la mauvaise humeur des miséreux et à fournir des arguments — si piètres soient-ils — aux démagogues. Ceux-ci parcourent le pays en déclarant que l'Église est au service des riches, du capitalisme, de l'impérialisme — en un mot de la « réaction ».

L'intransigeance du catholicisme quant à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle a fourni le prétexte d'une campagne véhémente où, avec quelques médecins juifs, s'est distingué le docteur Boy-Zelenski, commandeur de la Légion d'honneur, excellent écrivain et grand ami de la France, mais lamentable sec-

taire. Malheureusement tous ces reproches adressés à l'Église trouvent crédit non seulement chez les prolétaires urbains et ruraux, mais aussi chez des jouvenceaux qui se croient intellectuels et qui, pleins d'ardeur sociale, accusent l'Église d'amasser des richesses improductives, demandent la confiscation des biens de mainmorte et, *last but not least*, la séparation de l'Église et de l'État.

* * *

Mais c'est déjà de la politique. Or la politique constitue la question la plus complexe et la plus délicate dans tout l'ensemble des problèmes qui nous intéressent.

Soyons francs : les prêtres polonais font trop de politique. Ils sont les premiers à en pâtir, et les prélats avisés qui ne manquent pas en Pologne s'en rendent bien compte.

En premier lieu, une importante fraction du clergé s'est ralliée au parti national-démocrate ou « endek » et elle le soutient par tous les moyens, jusqu'à abuser du pouvoir spirituel. Il y a un diocèse où l'évêque interdit chaque année la célébration d'une messe à l'intention du maréchal Pilsudski. Or l'opposition de droite est en train, de plus en plus, de perdre du terrain, voire de se désagréger. A mesure que l'opinion publique s'éloigne des nationaux-démocrates, elle se tourne aussi contre le clergé en tant qu'il soutient ce parti. Nationalistes, bourgeois et antisémites, les « endeks » étaient francophiles par tradition et leur attitude envers le catholicisme ressemblait beaucoup à celle de l'Action Française avant la condamnation ; leur hostilité envers le gouvernement était somme toute assez stérile.

Impatiente de contribuer au renouveau polonais ces derniers temps et depuis la victoire de Hitler, la jeunesse de droite commence à prêcher un activisme violent ; elle

exige une accentuation — encore ! — du racisme et du sentiment national ; ses sympathies vont au Troisième Reich. Elle ne veut plus être « bourgeoise » et elle s'inspire d'idées sociales fort avancées, voire communisantes ; enfin elle demande sa part à la conduite des affaires politiques. On croyait d'abord que le « Camp national radical » (c'est le nom de la sécession de droite) tendrait à se rapprocher du Bloc gouvernemental. Mais l'assassinat du ministre de l'Intérieur Pieracki et la dissolution du nouveau parti ont provisoirement arrêté cette évolution. Les « néos » endeks se disent catholiques ; ils ne le sont guère plus que les nazis.

Placés entre la jeunesse d'extrême-droite — qui les accuse de tiédeur — et les sphères officielles — qui les regardent avec méfiance — les prêtres ralliés au vieux parti endek ont une situation bien difficile.

Heureusement cette erreur funeste qui consiste à lier les intérêts du catholicisme, universel par son essence, au sort d'un groupement politique, à les inféoder aux velléités oppositionnelles contre un gouvernement qui lui-même est à priori plutôt favorable à l'Église ; heureusement cette grave faute a été évitée par l'élite du clergé et surtout par la majorité de l'épiscopat. Les adhérents du parti démocrate chrétien (« chadek »), qui correspond à nos démocrates populaires, se sont pour la plupart ralliés à une neutralité bienveillante envers le gouvernement, tandis qu'une assez forte minorité parmi eux, ouvriers et petits bourgeois, restent en opposition, pourtant raisonnable et mitigée. Les conservateurs de Cracovie qui furent pendant cinquante ans les maîtres de l'ancienne Galicie sous le régime autrichien ont passé avec armes et bagages au bloc gouvernemental. Ce « parti des sans-partis » (*Blok bezpartyjny*), dont le maréchal Pilsudski est le génie tutélaire et l'ancien président du conseil Slawek le

chef, reste en principe ouvert à tous les Polonais ; il s'agit donc d'y introduire le plus grand nombre possible de catholiques, afin d'accroître leur influence dans les questions intéressant le maintien de la foi.

Nul n'ignore que les partisans de ces vues se groupent autour de l'éminent prélat qui est à la tête de l'Église de Pologne, du cardinal-primat Mgr Hlond. On sait également qne les nouveaux évêques, comme NN. SS. Adamski, Kubina, Gawlina, sont choisis parmi les partisans d'une loyale collaboration avec les dirigeants de la Cité. Le principal organe des milieux catholiques, nous ne dirons pas gouvernementaux, mais indépendants, c'est l'excellente revue des Pères Jésuites de Cracovie, le *Przeglad Powszechny* (« Revue Universelle »).

Les mérites de ce périodique sont indiscutables ; il met de la clarté dans les idées, en jugeant les événements avec une hauteur de vues et une sérénité exemplaires. Voici par exemple le problème juif. Un catholique français moyen qui comprendrait le polonais serait stupéfait, sinon indigné, en lisant les tirades antisémites vraiment outrancières dont le plus grand hebdomadaire de Pologne, le *Przewodnik Katolicki* (« Le Guide Catholique »), régale chaque semaine ses quelque 6 ou 700.000 lecteurs. Du reste la campagne en question ne fait nullement appel au sentiment religieux, mais se fonde uniquement sur les arguments politiques et économiques bien connus.

Il faut évidemment ne pas discuter dans l'abstrait et reconnaître que la question juive se pose en Pologne autrement qu'en France. La masse compacte des israélites dépasse 3 millions ; elle se montre dans l'ensemble complètement réfractaire à l'assimilation, et plus encore à la conversion. Elle constitue sans nul doute un groupe qui demeure étranger au corps de la nation. De plus, la majorité des juifs, volontairement parquée dans les ghettos,

reste attachée à des superstitions bizarres, pour ne pas dire barbares, et éprouve une profonde hostilité mêlée de mépris pour tout ce qui est chrétien. D'autant plus âpres au gain qu'ils sont plus besogneux, leur pauvreté même en fait des parasites de l'économie nationale.

Admirons l'impartialité avec laquelle le *Przeglad Powszechny* examine le problème : « tout en soulignant l'impérieuse nécessité de certaines réformes légales », destinées à empêcher la « judaïsation » de la vie publique, économique et intellectuelle, « nous ne songeons pas à être adversaires absolus de l'assimilation des Juifs... or... pareille assimilation ne se produit, presque exclusivement, qu'en acceptant le catholicisme, que par un baptême sincère et issu d'une conviction profonde »... C'est donc le « devoir de la société catholique et de l'Église polonaise que d'organiser un apostolat fervent parmi les masses juives ». Il convient « d'opérer certaines restrictions légales pour les Juifs nationalistes et sionistes » ; la société polonaise doit « d'une part soutenir le commerce autochtone, de l'autre faciliter l'œuvre de la conversion [des israélites au catholicisme] » (Article du P. Kosibowicz, n° 601 de janvier 1934). Ailleurs, le *Przeglad* recommande chaudement l'ouvrage d'un Juif converti et qui exhorte ses frères de race à retrouver le chemin du Christ ; la revue « réprouve avec la dernière énergie » les élucubrations d'un néo-endek qui, bien que se prétendant catholique, combat à priori toutes les tentatives d'évangéliser les Juifs.

***

L'extrême-droite jugeant bon, pour l'instant, de respecter la religion — elle se contente de tancer les catholiques de la nuance « jésuite » pour leur prétendue faiblesse à l'égard des milieux officiels et pour leur « aveuglement » dans la question juive —, toutes les attaques contre les

catholiques leur viennent de gauche. Les chefs des communistes, juifs ou « aryens », ont à assouvir de vieux ressentiments contre le clergé ; les arguments politiques et les moyens de combat sont ici les mêmes que partout ailleurs. Il n'en est guère autrement pour les socialistes, en somme peu redoutables.

Cependant, les marxistes ne sont pas seuls. Si les sympathisants catholiques favorables au gouvernement ont gardé l'indépendance de leur jugement, c'est qu'ils y sont parfois bien obligés. En effet, le bloc pilsudskiste groupe dans son sein des tendances très divergentes, opposées même : c'est dire que les gens « de gauche » y sont largement représentés, et leur idéologie fumeuse a causé de sérieux dégâts dans le cerveau des jeunes militants gouvernementaux. Il y a deux ans environ, une campagne fut montée par quelques intellectuels « vertueux » — à leur tête le docteur Boy-Zelenski dont nous avons parlé — contre « ceux qui occupent notre pays », c'est-à-dire les « troupes papalines », autrement dit le clergé, auquel on reprochait de ne pas être assez national, de recevoir ses ordres d'une puissance étrangère — le Vatican — mais principalement de vouloir soumettre la Pologne entière à la barbare tyrannie de ses lois inhumaines... Cela nous fait sourire, mais ne manqua pas de succès.

On retrouvait, non pas les mêmes hommes, mais des idées un peu analogues, dans le vaste mouvement du *Legjon Mlodych* (« La Légion des Jeunes ») qui, soutenu dans une large mesure par les milieux officiels, est destiné à former le cadre des dirigeants de la Pologne future. Or l'épiscopat polonais s'est vu obligé en janvier dernier de mettre en garde les fidèles, dans une lettre pastorale collective, contre le « *Legjon* » et l'organisation féminine correspondante. Non sans motif. Les chefs de la « Légion » répondirent par une lettre ouverte, où ils se défendaient

d'être hostiles au catholicisme ; ils s'étonnaient — disaient-ils à peu près — de ce que des hommes intelligents comme NN. SS. ... (ici, trois ou quatre noms d'évêques) se fussent laissé prendre aux mensonges débités sur la « Légion » par ses ennemis.

Si ce démenti suffisait, par son allure plutôt insolente, à confirmer l'opinion des évêques, l'attitude ultérieure de la « Légion » ne faisait que renforcer les soupçons relatifs à son anticatholicisme et à ses opinions communisantes. Lisons l'organe du mouvement, le *Panstwo Pracy* (« La Cité du Travail ») ; nous y trouverons des attaques contre les « fonctionnaires de l'Église catholique romaine » (les prêtres) qui usurpent les droits de l'État, tandis que l'État, lui, a le droit de tout réclamer pour lui : à lui d'élever les enfants dans un esprit « totalitaire », à lui de diriger l'économie entière du pays. Nous connaissons ce son de cloche... Cet étatisme, qui tolère la religion au maximum en tant qu' « affaire privée », n'est guère loin du bolchévisme.

Bien que cette jeunesse crie : « Vive le chef du prolétariat polonais Joseph Pilsudski ! » (ô ironie), il est évident qu'un organe catholique comme le *Przeglad Powszechny* ne pouvait que stigmatiser de la façon la plus catégorique les grotesques professions de foi politique du *Legjon Mlodych*.

***

Face aux dangers, sérieux comme l'on voit, il y a cependant des sources abondantes de réconfort ; si les catholiques polonais y puisent d'une façon suffisante, ils arriveront à lutter efficacement contre l'hostilité latente ou manifeste dont certains les entourent.

L'Église peut d'abord tirer tous les bénéfices de sa situa-

tion officielle en veillant sur la stricte observation des lois concordataires — et cela, elle le fait. Mais à part cette action conservatrice, il en est une autre, bien plus importante, qui consiste à développer toutes les forces catholiques du pays. L'Action catholique, dirigée par l'abbé Bross sous les auspices de S. Ém. le cardinal Hlond, est déjà remarquablement organisée ; elle exerce dès maintenant une plus grande influence que, par exemple, l'Action catholique française ou allemande dans leurs pays respectifs. L'Association Catholique de la Jeunesse Polonaise est répandue partout où domine l'Aigle Blanc ; elle compte un grand nombre de fédérations et forme une puissante armée.

Les conflits *nationaux* seront apaisés quand les minorités ethniques auront vu que l'Union avec Rome n'entraîne pas pour elles la polonisation. Or nul ne le leur prouvera mieux que Mgr Czarnecki et les Pères d'Albertyn. La revue *Oriens* veut également faire renaître la confiance entre clergé polonais et clergé ruthène ; des évêques uniates comme Mgr Chomyszyn nourrissent le même désir : voilà encore une entreprise salutaire.

Sur le terrain *social*, c'est aux prêtres de montrer, par leur attitude, combien il est faux de les considérer comme des « esclaves du capitalisme ». Il existe des syndicats chrétiens ; qu'on les développe, ainsi que les autres associations ouvrières et paysannes catholiques. Espérons qu'ainsi la haine des classes ne se tournera plus contre la religion !

Pour ce qui est de la *politique*, il s'agit principalement de changer l'esprit qui règne dans une fraction du clergé ; les jeunes séminaristes doivent être orientés vers cette véritable indépendance, cette neutralité même, qui ôte tout fondement aux griefs des sectaires.

Afin d'intensifier la vie *religieuse*, il faut encourager les

vocations : elles sont encore trop peu nombreuses, du moins en ce qui concerne le cloître et les missions.

Pour la masse du peuple, c'est l'école la grande formatrice des idées. Afin que l'enseignement soit chrétien, il ne suffit pas de veiller à ce que les enfants reçoivent l'instruction religieuse nécessaire ; il faut également favoriser les écoles libres, florissantes en temps normal, mais qui subissent actuellement de grosses difficultés financières. Si les lycéens sont encore dûment surveillés, on peut penser par contre que les étudiants sont un peu laissés à l'abandon : leur vie religieuse mérite que l'on s'en occupe davantage ; l'Université catholique de Lublin existe et possède d'excellents maîtres. Elle est tout indiquée pour jouer un rôle de premier plan dans le relèvement moral de la jeunesse, pour arracher la fleur de la nation à l'indifférence ou à l'hérésie.

Quant à la situation du catholicisme dans la vie intellectuelle en Pologne, nous n'en avons pas encore parlé — car elle est excellente et donne lieu aux meilleurs espoirs. La pensée catholique jouit d'un grand respect dans les milieux philosophiques : les noms de MM. Lutoslawski, Zdziechowski et Jakubisiak en témoignant avec éloquence. Comme écrivains, comme poètes, comme artistes, comme savants — partout nous trouvons des catholiques en tête du mouvement. Ils n'exercent évidemment pas une prédominance exclusive : mais n'est-il pas suffisant que les meilleurs poètes lyriques (Staff, Zegadlowicz, Mlle Illakowicz), les plus grands auteurs dramatiques (Rostworowski, Szaniawski), d'excellents romanciers (Berent, Choynowski, Mme Kossak-Szczucka), critiques (Nowaczynski), peintres (Hoffmann, Mme Stryjenska), sculpteurs et musiciens, de grands historiens (Halecki), économistes (Caro, Halban) et jusqu'à des physiciens, chimistes, naturalistes, soient catholiques ? La lutte contre

les tendances immorales en lettres et en arts, les catholiques doivent la gagner ; ils n'ont qu'à mettre en valeur leurs propres talents, leurs propres forces !

En dernier lieu, la restauration des vieilles traditions nationales, qui toutes portent l'empreinte religieuse, serait par là même d'un grand bien pour la cause catholique.

***

Résumons : le catholicisme a encore de très fortes réserves en Pologne. La masse de la nation continue à être catholique, dans une bien plus large mesure qu'en France. Mais comme en Espagne, l'Église ne peut se laisser aller à la léthargie du « beatus possidens ». Il faut veiller au grain.

Les dangers qui menacent l'Église de Pologne proviennent moins d'un mouvement religieux que des idéologies politiques, entachées de matérialisme, qui se partagent la jeunesse. La réaction nécessaire consiste donc à revivifier et à approfondir la vie *religieuse* des catholiques indifférents ou hésitants, à multiplier le travail *social*, le tout au détriment de la *politique*, qu'il faut absolument chasser du temple de Dieu.

Espérons que la Pologne jouira des deux conditions essentielles pour que la consolidation religieuse s'y opère définitivement et sans les heurts douloureux que l'Espagne a dû subir et subit encore : la stabilité politique et une longue période de paix, le redressement économique et le temps — quoi de meilleur pour calmer les passions et ramener les esprits à la pondération ? Fasse le ciel que l'autorité morale du maréchal Pilsudski et du cardinal Hlond y réussisse, des deux hommes qui gouvernent la Pologne au temporel et au spirituel !

CYRYL M. E. W.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Initiation à la critique textuelle du Nouveau Testament

La critique biblique est, dit-on, personne austère. Elle ne saurait plaire qu'à de vieux rats de bibliothèque. M. Vaganay a bien du mérite d'avoir accepté de défendre sa cause devant le public des « honnêtes gens », que la *Bibliothèque des sciences religieuses* vise à satisfaire. Sous les dehors modestes d'une *initiation à la critique textuelle*, il nous offre un petit livre exemplaire, dont le succès assuré trompera des prévisions trop pessimistes (1).

Nous savons tous que les textes originaux du Nouveau Testament ont disparu de bonne heure. Pour empêcher ce sort, humainement parlant inévitable, il eût fallu une suite ininterrompue de miracles, peu conforme aux normes habituelles du gouvernement divin. Confiée à de fragiles morceaux de papyrus, l'écriture inspirée, comme les autres écrits de l'antiquité, devait nous parvenir par les moyens de transmission ordinaires : manuscrits, versions, citations occasionnelles. Bon gré mal gré, pour remonter jusqu'à la source, il faut suivre le même canal, en sens inverse. Et c'est à la critique qu'il appartient de nous guider. On a beau lui trouver grise mine, impossible de s'en passer. Accordons que les spécialistes sont là pour nous faciliter la besogne. Les laisserons-nous à leur travail énorme sans risquer un

(1) Léon Vaganay, professeur à la Faculté de Théologie de Lyon, *Initiation à la critique textuelle néotestamentaire*, dans la *Bibliothèque catholique des sciences religieuses*. Paris, Bloud, 1934.

regard sur le chantier où ils se dépensent sans répit? Leur « belle ouvrage » vaut la peine qu'on s'y arrête. Il ne contient pas que des matériaux inertes. Avec un peu de clairvoyance, derrière ces matériaux, ne tardera pas à apparaître un aspect de notre histoire chrétienne qui ne le cède à aucun autre en intérêt. Manuscrits et versions sont œuvres humaines. Ils ne se bornent pas à reproduire servilement les lettres mortes par où la parole divine a été fixée pour les siècles. Nous leur devons aussi de représenter l'état d'esprit de ceux qui les ont propagés, du Caucase aux Colonnes d'Hercule. Au surplus, la recherche fidèle des textes originaux, auxquels est liée notre foi, nous touche à un point sensible. Qui d'entre nous, parvenu à l'âge de la réflexion, ne fut surpris, par exemple, en relisant le récit du miracle de la Probatique, de l'explication donnée au bouillonnement de l'eau? « L'ange du Seigneur descendait de temps en temps dans la piscine, et agitait l'eau. Or le premier qui descendait après l'agitation de l'eau était guéri de son mal, quel qu'il fût (*Jo.*, v, 4). » Le R. P. Prat vient d'écrire en très bons termes : « Cette cure infaillible, venant à point nommé, toujours limitée à un bénéficiaire unique et dont la raison d'être morale échappe à l'esprit, serait le miracle le plus extraordinaire qui soit rapporté dans l'Écriture (1). » C'est bien le sentiment que l'on éprouve. La question de l'authenticité du verset attribué à saint Jean vient spontanément à la pensée. Qu'elle soit résolue négativement par les meilleurs témoins du texte original et de la *Vulgate*, ne saurait nous laisser indifférents. Par le fait même, nous nous sentons l'envie d'entrer dans l'intimité de ces grands personnages, d'établir leurs titres de noblesse, d'analyser leur caractère, de peser leurs affirmations.

C'est à quoi M. Vaganay veut nous aider.

Comme on devait s'y attendre, il commence par la présentation des autorités marquantes. Sachons-lui gré d'avoir

(1) Ferdinand Prat, S. J., *Jésus-Christ, sa vie, sa doctrine, son œuvre*. Paris, Beauchesne, 1933, t. I, p. 103.

su se borner. Un catalogue de 208 majuscules et d 2370 minuscules, sans parler d'autre menu fretin, n'eû servi qu'à nous décourager. On peut l'en croire, les repré sentants vraiment notables du texte sacré sont tous là en bon ordre : le *Sinaïtique*, qu'une acquisition récente vient de rendre doublement fameux ; le *Vaticanus*, un peu déchu, mais toujours vénérable ; le *Codex de Bèze*, gréco-latin, chef de file effronté d'un groupe tumultueux et sauvage ; le *Koridethi*, apparenté à la famille dite *Césaréenne*, dont la notoriété n'a cessé de grandir ces dernières années sous le noble patronage de l'Université de Harvard ; et jusqu'aux papyrus Chester Beatty, édités avec tant d'élégance, l'année dernière, par M. F. Kenyon, et qui présentent cette particularité unique de réunir les quatre Évangiles séparés dans un seul codex du III[e] siècle (1). Chacun est à sa place, muni de sa carte d'identité, portant mention de l'âge, du pays d'origine, du lieu de résidence actuelle, ainsi qu'une description sommaire.

A peu de frais, nous voici en état de débrouiller les notes textuelles, malheureusement presque toujours incomplètes, qui encombrent le bas des pages de nos éditions critiques du Nouveau Testament. Une heure ou deux de lecture attentive nous auront appris, sans larmes ni soupirs, à discerner, en les désignant par leur nom et en les groupant tout de même un peu mieux qu'au petit bonheur, tous les principaux témoins : les *meilleurs*, ennemis des amplifications douteuses ; les *médiocres*, en mal de corrections et d'harmonisations suspectes ; les *indécis*, partagés entre la sobre correction des premiers et la folle exubérance des seconds.

Toutefois, qu'on ne s'y méprenne pas. Cette répartition par larges unités n'a rien de commun avec un classement rigoureux en familles, qui, d'archétypes en archétypes, nous permettrait de remonter, par un procédé en quelque sorte mécanique, jusqu'à l'ancêtre commun. La complexité des

(1) F.-G. Kenyon, *The Chester Beatty biblical papyri : The Gospels and Acts*. London, 1933.

influences, l'interdépendance des recensions, les audaces personnelles des copistes, s'opposent à pareille entreprise.

M. Vaganay a l'esprit trop fin pour se laisser duper par des systématisations hasardeuses. Il voit dans la critique une fonction de l'exégèse. A son sens, chaque leçon devra être examinée à part, et l'on se gardera des écarts du subjectivisme, en faisant appel à des règles éprouvées. Il est admis que la leçon difficile doit avoir le pas sur la leçon facile. Car les transformations d'un texte ont généralement pour cause le souci de faire plus clair. Pour la même raison, la leçon courte sera généralement préférée à la leçon longue. « A examiner les textes, on choisira la variante qui explique le mieux l'origine de toutes les autres », et « à examiner le contexte, on choisira la leçon qui s'accorde le mieux avec les tendances particulières d'un auteur ». En somme, rien ne sera laissé à la fantaisie. Les mêmes critères serviront à discerner les éléments douteux, et à apprécier la qualité des autorités en présence. Ni purement externe ni purement interne, la critique sera à la fois l'une et l'autre. Surtout, suivant la formule du P. Lagrange, qui a prononcé le vrai mot, elle ne cessera jamais d'être rationnelle (1).

Ces quelques principes élémentaires permettront d'explorer utilement l'histoire du texte, depuis les origines apostoliques jusqu'à l'*édition nouvelle du Nouveau Testament, en grec et en latin*, du R. P. Aug. Merk, S. J., parue en 1933. En gros, trois périodes. Au cours de la première, le texte, « en liberté surveillée », est recopié en de multiples exemplaires et traduit dans toutes les langues de la chrétienté. Succès qui se payera cher! Malgré l'intervention de réviseurs plus ou moins qualifiés, la confusion résultant de la diversité croissante des exemplaires en circulation ne tarde pas à se faire sentir. Pendant la seconde période, de 313 à 850 environ, l'action des autorités compétentes tend à l'unification. C'est l'époque des grandes Vulgates, latine, syriaque, égyp-

(1) M.-J. Lagrange, O. P., *Projet de critique textuelle rationnelle du Nouveau Testament*, dans *Rev. Bibl.*, XLII, 1933, p. 481-498.

tienne. On revise les versions disparates, et on cherche à les remplacer par un texte unique, qui, avec le temps, deviendra d'usage courant. A partir du IX[e] siècle, troisième période, l'uniformité s'accentue. En dépit de ses incartades, le texte byzantin finit par l'emporter. C'est le triomphe de l'élégance sur l'exactitude. Nous marchons droit vers le *textus receptus* des humanistes de la Renaissance, dont le règne deux fois séculaire (1633-1832) ne commencera à décliner qu'avec l'ère des grands travaux critiques, inaugurés par Lachmann, Tischendorf, Westcott et Hort.

Ce regard rapide jeté sur le passé appelle un regard sur l'avenir. Car l'édition rêvée, répondant aux *desiderata* des savants, n'existe encore qu'à l'état de projet. Non que nous ayons à opérer des corrections sensationnelles. Les variantes « à faire trembler », de M. Guignebert, n'effaroucheront que les ignorants. Mais enfin le texte sacré du Nouveau Testament est chose si précieuse qu'on ne saurait lui consacrer trop de soin. Malheureusement, l'entente des spécialistes de la critique néotestamentaire souffre violence (1). Mais l'optimisme de l'auteur ne désespère pas pour si peu. Au lieu de se perdre en doléances, il préfère assigner aux jeunes des tâches nouvelles. Quelques exercices pratiques réunis dans un dernier chapitre permettront à ceux-ci de s'initier aux charmes de la critique. Il n'en faut souvent pas davantage pour susciter de belles vocations scientifiques.

Le petit livre de M. Vaganay est destiné aux laïcs instruits

(1) On en jugera par ces lignes de M. Vaganay (*op. cit.*, p. 155 s.) : « De 1922 à 1930, sous les auspices de la *Gesellschaft für Kirchengeschichte*, il s'est tenu en diverses villes d'Allemagne huit congrès où se discutèrent quelques problèmes intéressant la critique textuelle du N. T. Depuis lors les relations internationales ont cessé, du moins sous cette forme. En 1926, un conflit jugé irréductible s'éleva entre savants anglais et allemands à propos de l'édition du nouveau Tischendorf. En 1927, un malentendu obligea les catholiques à s'abstenir. Tant et si bien que les congrès cessèrent faute de participants. »

qui désirent avoir de bonnes lumières sur les différentes branches des sciences ecclésiastiques. Remarquablement nformé, modeste, nuancé, d'une probité irréprochable, il répond à ce but sans déchoir un seul instant du plan supérieur où il se situe. Lorsque je le compare aux manuels qui commencent à s'implanter dans les séminaires français, je ne puis me défendre d'une certaine inquiétude. Si la *Bibliothèque catholique des sciences religieuses* demeure fidèle à son programme, les lecteurs qui en profiteront pourront avant longtemps en remontrer à leurs pasteurs. Leur science scripturaire sera plus exacte, d'un meilleur aloi. Et il ne tarderait pas à se créer une situation anormale qui donnerait à réfléchir.

Louvain.

F.-M. Braun, O. P.

« Sur le devoir d'imprévoyance » (1)

« Qui veut sauver sa vie la perdra. » Remercions Isabelle Rivière qui nous dit la folie du christianisme et que c'est une bonne chose que d'être fou de cette folie qui est divine sagesse. Écoutons, essayons de croire vraiment ces vérités que lâchement nous n'osons pas vivre ou que bêtement nous espérons « arranger » pour notre plus grand confort.

Dieu doit passer avant tout. Aucune préoccupation, aucun souci, aucune difficulté à surmonter ne doivent servir de prétexte pour mettre avant lui quelque chose de plus urgent, de plus important. « ... Il n'y a rien au ciel et sur la terre de plus important que Dieu..., il doit donc passer toujours, partout, dans les grandes comme dans les petites choses, en tout être si humble ou si glorieux soit-il, *le premier*... ; il ne saurait y avoir au monde, il n'y aura jamais aucune raison — fût-elle plus pesante que l'univers — de le faire passer second. »

Nous ne sommes rien, nous ne pouvons rien. La seule chose raisonnable c'est donc de nous remettre complètement à Dieu, de compter totalement et uniquement sur lui. Vouloir organiser nous-mêmes notre vie, arranger nous-mêmes nos affaires, c'est insensé. « Appuyons-nous donc sur nous-mêmes, puisque Dieu ne nous paraît pas assez ferme, nous verrons comme c'est solide. » Nous prétendons préparer demain, sur lequel nous ne savons et ne pouvons rien. « Construire demain, c'est fonder sur le vent. » Faisons aujourd'hui le travail d'aujourd'hui, donnons aujourd'hui ce qui nous est demandé sans nous inquiéter de demain. Sinon, nous nous méfions de Dieu, nous n'osons pas lui laisser le soin de notre vie.

Dieu est notre Père, il convient de lui accorder confiance ; les preuves de son amour vigilant surabondent dans nos vies, et cependant « nous ne voulons pas céder, nous restons là, devant ses bras ouverts, à hésiter, à nous méfier, à mar-

(1) *Le devoir d'imprévoyance*, par Isabelle Rivière (Éditions du Cerf).

chander, attendant on ne sait quelle preuve, enfin décisive, de l'excellence de Dieu, quel gage indestructible de ses bonnes intentions, en échange de ce misérable grain de sagesse poussiéreuse que nous ne pouvons nous résoudre à lui soumettre ».

Car notre prévoyance est une peur vile et stupide et outrecuidante. Peur que celui qui nous a fait don de son Fils ne nous enlève, pour pouvoir nous combler, quelque misérable richesse terrestre. Devant son infinie générosité, ce qui serait prudent, « malin », ce serait de nous hâter de lui donner tout et nous-mêmes, de tout lui remettre pour pouvoir alors tout recevoir de lui. Mais nous n'osons lâcher les pauvres choses que nous avons, nous nous cramponnons, nous ne voulons rien donner, nous ne voulons rien perdre, bourses fermées, cœurs fermés.

Terrifiant portrait de l'homme esclave de son argent ou de son désir d'argent, de son amour du luxe ou de son honorable souci de sécurité matérielle. Nous comptons nos sous, nous ménageons nos forces, nous mesurons notre peine, nous réglons avec prévoyance nos affaires pour notre plus grande commodité... et de la sorte nous perdons tout ce qui est vraiment désirable pour avoir follement obéi à la sagesse humaine.

Que tout cela est vrai ! Comme nous l'approuvons, comme nous admirons celle qui l'a si profondément pensé et si fortement dit ! Mais attention, ne nous y trompons pas. Il ne s'agit pas d'admirer en croyant que cela ne condamne que les autres, les mauvais riches, les arrivistes déclarés, les affreux bourgeois. Cela nous condamne *tous*, nous les chrétiens médiocres, autant et peut-être plus que les mauvais chrétiens, car ceux-ci du moins ne fardent pas leurs calculs de prétextes légitimes ou même nobles. Nos fautes sont moins grossières, nous ne sommes pas de gros gagneurs d'argent, nous avons à notre actif quelques gestes pieux, des notions théologiques supérieures à celles du vulgaire, et de loin en loin un acte de vraie charité ; et nous prétendons accéder ainsi aux joies élevées d'une vie noblement désintéressée. Car

nous les voulons, ces joies-là, que nous savons supérieures, mais nous voulons *aussi* les autres, l'épaisse tranquillité de la sécurité matérielle. Plus convoiteurs que les vulgaires jouisseurs, nous réclamons tout, les biens de Dieu et ceux de Mammon (ceux-ci décorés de noms plus avouables), et pour avoir voulu sauver sans rien perdre notre vie matérielle et notre vie spirituelle, nous perdrons l'une et l'autre.

Intellectuels chrétiens aux maigres ressources (ce qui n'étant pas volontaire n'est pas un mérite), nous aussi pouvons être de mauvais riches et notre pauvreté même peut nous induire en tentation. « Je donnerais si je pouvais », c'est l'aveu de qui est plus pauvre encore de foi que d'argent. Jacques et Isabelle Rivière nous disent comment on se procure de l'argent : donner celui *dont on a besoin* pour que Dieu en envoie d'autre, faire le vide dans la caisse pour établir un « appel d'air ». Mais au lieu de cela le chrétien médiocre se lamente, s'épuise à équilibrer un budget rebelle, tient serrés dans sa main les malheureux billets qui seront quand même insuffisants, jamais généreux et toujours gêné, toujours calculant, toujours profitant de maigres occasions honnêtes mais peu élégantes, timidement accapareur, et cette cupidité paralysée de scrupules s'aggrave ainsi de ridicule. Comment ce pauvre être partagé oserait-il s'arracher un peu de cet argent si rare et si précieux? Il se convainc qu'il *doit* ne pas le faire (« je dois penser à mes enfants » — il ne se doute pas que Dieu y penserait plus efficacement que lui —), il évite l'ami dans l'embarras, détourne la conversation si elle risque d'aboutir au fatal « Vous ne pourriez rien faire pour lui? » et à qui lui expose sa misère, offre... des promesses de recherches et des considérations générales sur la crise. Et il se persuade, ce prévoyant chrétien, qu'il serait d'une coupable imprudence en cédant à la pitié, — mais en même temps avec une égale sincérité, il souhaitera que deviennent des saints ses enfants, devant lesquels il se conduit de la sorte.

Même inconséquence et même couardise dans l'ordre spirituel. Nous ne sommes pas assez vulgaires pour travailler

pour nous, mais, ce qui est pire, nous travaillons pour Dieu, avec des moyens misérablement temporels, et voici des apôtres qui, pour que leur œuvre marche, pour « réussir », pour obtenir l'argent nécessaire, spéculeront sur la vanité, l'ambition, l'amour-propre de ceux qui pourront les soutenir. Comme si la puissance de Dieu ne leur suffisait pas, ils y ajoutent l'efficace de leurs petites habiletés. L'escroc qui spécule sur la sottise et la cupidité de ses contemporains ne prétend du moins pas, lui, travailler au règne de Dieu.

Même avarice par prévoyance, par peur de perdre, dans nos manques de bonté. Nous mesurons notre temps, notre peine, notre affection, nous fuyons ce qui pourrait déranger nos petits projets, troubler notre repos. Alors que donner, c'est donner sans espoir d'aucun retour, nous réservons nos attentions, nos marques d'amitiés — comme les païens — à ceux qui nous sont sympathiques, aux fidèles de la même chapelle. Comme nous serons terrifiés, au jour du jugement, par toutes les déceptions causées par notre égoïsme inconscient mais prévoyant qui aura si bien écarté de nous les corvées, les fatigues, les relations ennuyeuses! Être bon, faire plaisir, penser à donner les douces petites joies, donner ce qu'on espère de nous sans même qu'on nous le demande, mais tout cela, sans aucun calcul, sans attendre en retour bénéfice ou plaisir, sans chercher si « cela vaut la peine » ou s'il n'y a pas « plus important à faire » (comme si nous pouvions faire des choses importantes), c'est la divine imprévoyance de la charité. Telle est la surnaturelle prudence qui donne à chaque chose sa vraie valeur, à Dieu la première place, et ne se soucie que de l'unique nécessaire.

« Mettre quelque chose avant [Dieu], fût-ce la plus grande beauté de la création, fût-ce le devoir le plus sacré, ce n'est pas seulement manquer à lui rendre un peu de ce qui lui est dû, ce n'est pas seulement cette légère offense que vous le croyez d'esprit trop large pour ne pas excuser en souriant, c'est ne rien lui rendre du tout, c'est lui fermer la porte, c'est le renier. »

G. Swarts.

DOCUMENTS

Extraits de la Lettre pastorale collective des évêques d'Allemagne réunis au tombeau de saint Boniface

La Lettre est datée du 7 juin 1934; elle devait être lue dans les églises le 29 juin et pouvait être reproduite dans les journaux après le 2 juillet. La lecture et la reproduction en ont été interdites.

Après avoir parlé du Jubilé, les Évêques disent : Vous comprendrez dès lors, chers diocésains, combien grande est notre douleur et combien vive notre angoisse devant les courants et les mouvements qui se sont répandus et affirmés dans notre pays depuis quelques années, qui s'opposent directement à l'œuvre de Jésus-Christ dont nous venons de parler et aux vérités sur lesquelles l'Église catholique est bâtie, qui, au surplus, tendent à fonder une nouvelle religion, une Église nationale allemande que l'on veut constituer avec une « nouvelle foi » — ainsi s'exprime-t-on —, avec le « mythe du Sang » —. Cette nouvelle foi est complètement étrangère à la croyance en ce qui a été révélé aux hommes par la Vérité divine et que le Christ a sanctionné en disant : « Le ciel et la terre passeront, mais mes paroles ne passeront pas » (Marc, XIII, 31). Cette nouvelle foi est une invention humaine, une opinion humaine...

Les faux prophètes

... Nos promesses de baptême nous obligent encore à croire en Jésus-Christ, vrai fils de Dieu, Notre-Seigneur... Mais, aujourd'hui, des faux prophètes se lèvent dans notre patrie, qui nient la divinité du Christ et enseignent une autre voie que celle dont la parole et l'exemple du Christ nous ont tracé la ligne, lui qui a dit : « Je suis la voie, la vérité et la vie. Personne ne vient au Père que par moi » (Jean, XIV, 16). Ces faux prophètes rejettent la morale du Christ. Ils rejettent les dix commandements, dont le Christ a dit : « Veux-tu entrer dans la vie, garde les commandements » (Mt., XIX, 17), sous le prétexte qu'ils expriment la morale du peuple juif et qu'ils doivent prendre une autre forme pour d'autres peuples et un autre sang. — Par fierté, les nouveaux prophètes veulent effacer l'antique sentiment de la faute du genre humain, lui dont on trouve pourtant une si évidente et si manifeste expression jusque dans l'antiquité païenne, voire chez nos ancêtres païens, dans les rites sacrificatoires. Et le Christ, Homme-Dieu, est mort sur la Croix pour expier la faute originelle et satisfaire pour les péchés de l'humanité; et il s'offre chaque jour sur nos autels, sous les espèces du pain, pour nous appliquer le fruit de sa mort expiatoire. Mais les nouveaux païens parlent d' « Autorédemption » et ne veulent rien savoir de « l'Agneau de Dieu, qui efface les péchés du monde » (Jean, VII, 29). Ils rejettent les sacrements par lesquels, en vertu de l'institution divine, nous est transmis le fruit de la croix, qui est la grâce; ils veulent remplacer les sources de la grâce du Christ par un soi-disant « Mystère du Sang nordique » qui aurait « vaincu les anciens sacrements ».

Les attaques contre l'Église

Le devoir de la vigilance ne nous permet pas de nous taire. Il nous le permet d'autant moins que ces discours

pervers, invitation à abandonner le Christ pour embrasser une « foi nouvelle », se servent en un autre sens de mots sacrés et qu'ils promettent cauteleusement d'unir finalement le peuple allemand en une soi-disant « religion unique de l'avenir ». Cela est très dangereux parce que ces promesses sont répandues dans de très larges couches de notre peuple et même parmi les jeunes. Journaux, revues, brochures, la parole et l'image attaquent et tournent en dérision ouvertement l'Église et ses serviteurs, blasphèment le Christ notre Sauveur et blessent l'infinie Majesté de Dieu. Nous ne pouvons pas nous taire quand un livre qui cherche de la manière la plus radicale, et en déformant d'innombrables points de la foi divine, à détruire la religion chrétienne et le respect envers l'autorité de Dieu et de l'Église, quand un tel livre, disons-nous, est répandu dans les écoles, les cours de dirigeants, les camps de travail, et se présente comme la base de l'éducation totale de toutes les classes du peuple. Quand ces écrits et d'autres semblables sont ouvertement recommandés et imposés aux croyants même par la contrainte, nous devons, en vertu d'un devoir de vigilance plus stricte, rappeler que c'est un péché grave, et donc qu'il est défendu de répandre et de lire des livres qui combattent le catholicisme ou sapent les fondements de la religion et de la morale chrétiennes. Il n'est pas permis d'avoir peur et de se taire parce que des personnalités, et non de simples particuliers, se font les protagonistes et les hérauts des idées néo-païennes, ayant à leur disposition une influence considérable et des moyens de contrainte.

Voici maintenant la contrepartie : tandis que le néo-paganisme se recrute intensément, notre presse catholique n'a plus la liberté de traiter franchement les grandes questions du temps présent à la lumière de la foi et de la morale catholiques, et de répondre aux attaques contre le christianisme et l'Église. — Le dimanche, le jour du Seigneur et de la famille, est si souvent occupé

par les fêtes et les défilés des organisations officielles qu'il ne reste plus de temps pour la participation aux offices et pour les soucis d'une vie de famille chrétienne. — Par d'étroites prescriptions, on rend difficile à nos organisations et sociétés catholiques le service de l'Église et de la Patrie. En maint endroit, notre jeunesse catholique est persécutée, et parfois même lorsqu'elle ne fait rien d'autre que de confesser publiquement sa foi au Christ et de rester fidèle aux associations bénies par l'Église et à qui a été solennellement promise la protection de l'État.

Mais nous, vos évêques, nous vous disons...

Chers diocésains, pour parler tout à fait clair, nous ne voulons pas manquer, nous vos Évêques, de vous mettre en garde contre quelques maximes qui pourraient troubler votre foi et charger votre conscience.

Vous avez entendu dire et vous avez lu : *Les dogmes sont œuvres humaines.* Mais nous, vos évêques, nous vous disons : les dogmes, propositions de foi, sont des pensées de Dieu, des lois de Dieu, tirés des révélations divines par le magistère de l'Église sous la conduite du Saint-Esprit et proposés à notre foi. Ainsi les dogmes ne sont-ils aucunement des œuvres humaines.

Vous avez entendu dire et vous avez lu : *Dès qu'on porte un uniforme,* on cesse d'être catholique ou protestant. A cela nous disons, nous Évêques : Aussi vrai que l'on doit, dans le service, faire preuve de camaraderie et de respect mutuel, autant la conviction religieuse n'est-elle pas quelque chose que l'on enlève avec l'habit et qu'on peut mettre au clou pour les heures du service...

Vous avez entendu dire et vous avez lu : que l'on peut professer *un christianisme positif* sans la foi au Christ, le fils unique du Dieu vivant, et sans la foi à l'Évangile du Christ. Nous, vos Évêques, nous vous disons : Il n'y a de

christianisme positif que là où l'on confesse le Christ, le Fils de Dieu, le rédempteur fait chair pour le salut du monde, là où l'on croit *tout* son Évangile et où l'on reconnaît *tous* ses commandements. Tout autre christianisme n'est pas un christianisme positif. Il n'y a de christianisme positif que dans la foi à la révélation *qui ne vient pas de la chair ou du sang, mais du Père qui est dans les cieux* (Mt., XVI, 17).

Vous avez entendu dire et vous avez lu : *Est moral ce qui est utile au peuple.* Est moral ce qui répond aux aspirations, aux buts et au bien de la race. Nous, vos Évêques, nous vous disons : Est moral ce qui répond à la volonté et aux commandements de Dieu qui se trouvent soit comme *droit naturel* inscrits dans le cœur de l'homme (Rom., II, 65) soit dans les saints livres de la Révélation, ou encore proclamés par le magistère de l'Église, ministre de la Révélation, par ordre du Christ...

Vous avez entendu dire et vous avez lu qu'on peut prêter un serment *sans aucune réserve de ses conséquences.* Nous, vos Évêques, nous vous disons : Le serment est une solennelle invocation de Dieu et donc ne peut jamais obliger à une action qui serait en contradiction avec un commandement de Dieu...

Vous avez entendu dire et vous avez lu que le christianisme aurait été un malheur et *une corruption de la race pour nos ancêtres germains.* Mais nous, vos Évêques, nous vous disons : L'introduction du christianisme chez les Germains fut un précieux don du ciel, une grâce de Dieu pour laquelle nous, Évêques, réunis au tombeau de saint Boniface, ne pouvons assez remercier Dieu...

A TRAVERS LES REVUES

Jésus inconnu

Inconnu, parce que le monde ne veut pas le recevoir, si haut que s'exprime son message de vie. Car ce message est trop exigeant et engage l'homme dans une aventure où il se perd tout entier. Pourtant, il faut bien le dénouer, ce drame de l'option, il faut bien se prononcer en face du Christ, puisque depuis le Calvaire l'humanité n'est plus libre. Le témoignage de l'Évangile est trop éclatant :

Le monde, tel qu'il est, et ce Livre ne peuvent coexister. C'est l'un ou l'autre : le monde doit cesser d'être ce qu'il est, ou ce Livre doit disparaître du monde.

Le monde l'a absorbé, comme un homme bien portant avale du poison, ou comme un malade prend un remède, et il lutte contre lui, pour l'assimiler ou le rejeter à jamais. Voici vingt siècles que dure ce combat, et au cours de ces derniers siècles la lutte est si âpre qu'un aveugle même voit que ce livre et le monde ne peuvent coexister : c'est la fin de l'un ou de l'autre.

Les hommes lisent l'Évangile en aveugles, parce qu'ils y sont habitués. Ils se disent tout au plus : « C'est une idylle galiléenne, un second paradis perdu, le songe divinement beau de la terre qui rêve du ciel, mais si on le réalisait, tout s'en irait au diable. » Pensée effrayante? Non, habituelle...

Ainsi parle Dimitri Mérékovski, le grand écrivain russe, dans un livre dont la traduction française paraîtra prochainement et que cite **La Revue Catholique des Idées et des Faits**.

... Alors, il faut expliquer le Christ, le réduire à nos proportions humaines, au lieu de se laisser attirer par Lui et diviniser. « Idylle galiléenne... », cela enchante l'imagination. D'autres, que cette poésie agaçait, ont cherché à regarder le Prophète en face et repoussé cette Vie de Jésus par

Renan qui n'est que l'*Évangile selon Pilate*. Au nom d'un idéal politique, social, racial, ils ont bafoué le Seigneur.

Peut-être Bruno Bauer est-il plus innocent, lorsque, tremblant de fureur et d'épouvante, il clame comme le possédé aux pieds du Seigneur : « Vampire, vampire! tu as sucé tout notre sang! » Peut-être Strauss est-il plus honnête lorsqu'il fonce comme un ours contre l'épieu... Et, sinon Nietzsche lui-même, tout au moins sa pauvre âme, dans l'enfer terrestre de la démence, comprit-elle ce que n'a point compris Renan : la critique, le jugement de l'Évangile, pourrait bien devenir le jugement dernier des juges : *quid sum miser tunc dicturus* ? Peut-être sa pauvre âme a-t-elle compris sur quelle épaule il frappait — que l'ombre du malheureux me pardonne! — avec la désinvolture d'un laquais, lorsqu'il écrivait : « Jésus est mort trop tôt; s'il avait vécu jusqu'à mon temps, il aurait renoncé de lui-même à sa doctrine. »

Mais on a trouvé le moyen de se libérer radicalement de l'inévitable angoisse et de refuser l'option. Une question fut posée. Était-elle franche? Ce serait tellement plus simple, n'est-ce pas? si Jésus n'avait pas existé.

« Jésus a-t-il existé! » A cette question répondra seul, non pas celui pour qui il a seulement existé, mais celui pour qui il a existé, existe et existera toujours.

Qu'il a existé, les petits enfants le savent, mais les sages l'ignorent.

Qui donc es-tu? — Jusques à quand nous tiendras-tu l'esprit en suspens? (Jo., VIII, 25; X, 24).

Qui est-il, mythe ou histoire, ombre ou corps? Il faut être aveugle pour confondre le corps avec l'ombre, mais à l'aveugle même il suffit de tendre la main, de tâter pour se rendre compte que le corps n'est pas l'ombre. Personne n'eût pensé à demander si Jésus a existé, si, avant même de poser la question, l'esprit n'avait pas été obscurci par le désir qu'il n'eût pas existé.

Il est aussi inconnu, aussi énigmatique en 1932 qu'en 32, il reste le « signe qui provoquera la contradiction »...

Il faut pour le voleur qu'il n'y ait point de lumière; pour le monde qu'il n'y ait pas de Christ.

Israël et l'Église

Qu'est-ce qu'Israël ? demande aux Juifs eux-mêmes le Père Dieux, de l'Oratoire, dans le *Bulletin Catholique de la question d'Israël*, et les réponses qu'il obtient étant fort contradictoires — « Israël est un mystère ! » compose Edmond Fleg, assez mystérieux lui aussi... —, il se retourne vers l'Église. Par quelques touches exactes sont indiqués alors l'attitude de l'Église du Christ en face d'Israël, le déroulement de la Révélation divine, et le désir que nourrissent les âmes chrétiennes de la conversion du peuple choisi. Citons ces lignes dont la hardiesse réclame, pour être justement comprise, le contexte assez large des pages que nous signalons :

« Oh ! je sais bien que beaucoup de Juifs reprochent à l'Église de chercher à les convertir, à les absorber, et de préparer ainsi la disparition d'Israël. » C'est une erreur. Leur conversion, libre et loyale, certes, nous la demandons tous les jours à Dieu dans nos prières, mais la disparition d'Israël, jamais ! La question ne se pose pas pour nous, cela nous paraîtrait contraire au plan providentiel et à toutes les prophéties. Je veux montrer, par un exemple, que tout pourrait se concilier.

Admettez, un instant, cette hypothèse invraisemblable : qu'il y ait actuellement cinq ou six cent mille Juifs catholiques en Palestine ou ailleurs, avec des prêtres et des évêques de même race. Qu'arrivera-t-il ? Remarquez bien que je parle strictement en mon nom, à mes risques et périls, et que l'Église ne s'est pas prononcée sur cette matière. Mais moi, je ne vois rien qui pourrait empêcher ces Juifs catholiques d'obtenir de Rome, un jour, par respect pour l'antique Jérusalem, un rite particulier, tout aussi bien que les Grecs, les Syriens, les Coptes ou les Maronites, et je suis sûr que nous serions fiers de montrer au monde cette petite Église judéo-romaine, où continuerait de vivre Israël, protégé et choyé par toute la catholicité !

Le Père Dieux ajoute enfin aux raisons que les Catholiques ont d'aimer le pauvre grand peuple infidèle, cette leçon que chaque âme peut puiser dans l'histoire d'Israël :

Je l'aime... parce que je vois, dans son histoire, dans ses misères

et dans ses grandeurs, comme l'image de ma propre conduite comme une projection lumineuse où je retrouve et contemple tout ce qui s'est passé tant de fois, entre moi et Dieu, dans le secret de mon cœur et de ma vie. Grâce à lui, je comprends mieux mes aveuglements et mes faiblesses, je comprends mieux aussi la bonté et la fidélité de Dieu.

Memento

Cahiers d'action religieuse et sociale, 15 août. — Pages documentaires : *Statuts et règlement intérieur des « Sans-Dieu »*.

Le Christianisme social (revue protestante), mai 1934. — *La Crise morale des jeunes générations*, par André Philip. — *Les Jeunes et la Théologie*, par Jean Bosc.

Études, 5 août. — *Au pays des « Sans-Dieu »*. Un nouveau témoignage vécu.

Foi et Vie (revue protestante), février-mars. — *Pourquoi Jésus-Christ?* par Th. Spoerri. — Mai : *Le Bon Berger*, par Karl Barth.

Nova et Vetera, juillet. — *Faut-il des Dogmes à la Religion?* (à propos du centenaire de Schleiermacher), par le R. P. M.-J. Congar, O. P.

Revue Thomiste, juillet-octobre. — *La conscience morale en face des problèmes actuels de la guerre*, par le R. P. F. Valette, O. P.

Bulletin de l'Assoc. des Pharmaciens catholiques, juillet. — *La coopération au mal dans l'exercice de la Pharmacie* (rapport au Congrès des Universitaires catholiques d'Italie).

RUSSIE ET CHRÉTIENTÉ

ISTINA. *Raisons d'espérer.*

Notre foi demeure inébranlable en l'issue de la terrible « expérience » marxiste.

J. MARQUÈS-RIVIÈRE. *Les Soviets et l'Asie.*

L'aspect le plus menaçant, peut-être, de l'impérialisme soviétique.

— L'U.R.S.S. et la Chine.
— L'U.R.S.S. et l'Asie centrale.
— L'U.R.S.S. et le Japon.
— L'U.R.S.S. et les Indes.
— L'U.R.S.S. dans le Sud-Ouest de l'Asie.
— L'U.R.S.S. et l'Indo-Chine.

G. MAKLAKOFF. *Maxime Gorky.*

Le drame intime d'un écrivain révolutionnaire.

A. HUBATZEK, O.P. *Disques religieux russes.*

Chants de la Semaine Sainte.

Billet d'Istina

Raison d'espérer

Le temps nous sert. Il arrive, trop souvent, que nous ne le remarquions pas, et c'est grand dommage, car il y a là pour nous une source féconde de confiance et d'optimisme.

Parce que notre conception chrétienne de la vie et du monde est la seule pleinement véritable, la seule qui corresponde à la nature des choses, il se fait qu'aucune des doctrines qu'on lui oppose — dans la mesure même de cette opposition — n'est capable comme elle de subir victorieusement l'épreuve du temps. Quelque libre carrière que se donne dans l'erreur — à son insu — l'esprit humain, ses conceptions ne peuvent finalement prévaloir contre l'opiniâtre entêtement de la nature en ses faits et ses lois. Il y a là, à le bien entendre, un déterminisme du vrai. L'idée fausse, tôt ou tard, se heurte au réel et s'y brise. Les promesses du Christ à son Église rejoignent ici, en un même fondement inébranlable, la cause ontologique de l'optimisme chrétien.

***

Cet optimisme ne doit pas cependant être source d'insouciance et d'inactivité. Il importe que nous usions

intelligemment de cette complicité qui s'offre à nous. Et la première condition pour cela est que nous veillions bien à n'être jamais prisonniers du passé, à ne nous laisser point hypnotiser non plus par un état présent des choses. Aujourd'hui plus que jamais peut-être il nous faut prendre pour règle de conduite l'exemple que nous a légué l'Apôtre : « Quae retro sunt obliviscens, ad ea quae sunt priora extendens meipsum... » *Ouvrons les yeux. Nous verrons les doctrines en apparence les plus cohérentes, et partant les plus menaçantes, se dissocier au creuset de l'expérience. La vie y opère les inévitables sélections. Et progressivement s'affirme, en fin de compte, la part à laquelle l'épreuve du temps confère la sanction du vrai. La force du chrétien est de pouvoir revendiquer comme sien cet héritage de vérité, si déconcertantes que soient parfois les voies par lesquelles cet héritage lui parvient.*

*
* *

C'est à la Russie que nous pensons en écrivant ces lignes. Certains s'en étonneront peut-être, car s'il est une doctrine capable d'épouvanter un esprit chrétien, c'est bien certes ce matérialisme marxiste, ennemi juré de toute foi et de tout sentiment religieux, qui règne là-bas. Nous n'ignorons rien, faut-il le souligner, de l'épouvantable martyre que représente pour tout un peuple, en sa chair et en son âme, l'application sanglante de ces théories à tant d'égards inhumaines. Et cependant notre foi demeure inébranlable en l'issue de la terrible « expérience ».

Le temps est à la tâche. Déjà les inévitables sélections s'ébauchent. Sans doute ne faut-il pas qu'une imagination ardente devance ici prématurément les faits. Mais

l'erreur ne serait pas moindre de s'obstiner à juger par ce qui fut, de s'arrêter même à ce qui, peut-être, est encore, et de demeurer fermé à ce qui peut, à ce qui doit être demain. Croyons au déterminisme du vrai et épions-en le jeu avec une attentive ferveur. N'est-ce pas d'ailleurs en nous montrant, avec la prudence et le discernement qui s'imposent, résolument ouverts au bien et au mieux d'où qu'ils viennent, que nous aurons le plus de chances d'être admis au nombre de leurs ouvriers? Ce n'est pas là opportunisme intéressé mais, croyons-nous, intelligente compréhension des providentiels desseins.

Tant de sang versé ne l'aurait pas été en vain s'il nous valait la grâce de le comprendre.

ISTINA.

Les Soviets et l'Asie

La Russie, la *Moscovie* du XVII[e] siècle, fut toujours asiatique. On a trop souvent oublié que les tsars payèrent tribut aux *Tatars* de l'Asie et qu'avant Pierre le Grand, à Moscou, il y avait une colonie européenne, parquée dans un quartier spécial, une *concession* pourrait-on dire, comme le sont aujourd'hui les Européens dans les grandes villes chinoises.

Pierre le Grand, en 1682, voulut « percer une fenêtre », selon sa propre expression, et imposer cette civilisation occidentale, qu'il admirait fort, aux peuples asiatiques qu'il commandait. On vit en 1700 les Russes se coiffer, s'habiller et se raser *par ordre* comme l'on verra, en 1927, Moustapha Kemal Pacha ordonner un « couvre-chef muni d'une visière » et supprimer les harems; l'histoire se répète. Les *Romanof* entretinrent l'illusion deux siècles...

Lenine, qui connaissait le peuple russe, voulut, au contraire, l'affranchir de cette tutelle occidentale; il l'a écrit. En fait, il a créé une économie fermée, dirigée vers l'Asie, qui a été et est encore le but immédiat des efforts de la propagande soviétique. En 1925, le président du Comité Exécutif de la III[e] Internationale déclarait : « Le temps n'est plus loin où l'on entendra sonner l'appel révolutionnaire de Shanghaï à Calcutta, de Hankéou à Madras, de Tsing-Tao au Caire, de Peking à Alexandrie. En même temps l'appel sonnera plus fortement à Londres, à New-York, à Paris... » (*Humanité*, 21 juin 1925.)

La prédiction a échoué, jusqu'ici tout au moins. Mais l'effort révolutionnaire a été entrepris en Asie comme il ne l'a jamais été en Europe. Pourquoi ?

J'y vois plusieurs raisons :

1. Le Russe comprend l'Asiatique beaucoup mieux que n'importe quel Européen ; il en a le tempérament, la « réaction biologique », le sens de l'indéfini. Des Européens qui parlent les langues orientales, je ne connais que les Russes pour l'extraordinaire facilité qu'ils ont de les apprendre et de les bien prononcer. Les études asiatiques philologiques et religieuses de l'Académie de Leningrad sont remarquables, il faut le reconnaître.

Il est donc très naturel que le Russe sache approcher ces peuples et leur parler le langage qu'il convient.

2. L'Asie est un réservoir indéfini de « matériel humain » ; l'économie soviétique est une grande mangeuse d'hommes ; les usines, les mines, les *sovkhoz*, l'armée, exigent des millions de travailleurs. Elle est une source précieuse pour l'U. R. S. S., qui y puise largement.

3. Politiquement, le réveil des peuples asiatiques est un fait gros de conséquences. Le rejet des puissances « colonisatrices » est un coup violent porté à ce que l'U. R. S. S. appelle le Capitalisme bourgeois. C'est atteindre certaines nations dans leurs forces vives ; l'Angleterre le vit avec le boycott de ses tissus, l'Amérique avec le boycott de ses produits, le Japon avec la mise à l'index de ses exportations, la Hollande avec les troubles de Java. C'est également créer un état d'esprit xénophobe, « faire de l'agitation » qui ne s'apaise plus ensuite. C'est toucher les Puissances rivales d'un coup dont elles ne se relèvent pas (1).

(1) — « *Vous viendrez à bout de l'Occident par l'Orient* » (*Lénine*),

C'est enfin, après le premier stade « agitation », prévoir le second stade « organisation des forces prolétariennes » sous la direction des maîtres éprouvés de la IIIe Internationale. Le troisième stade dit « d'union » étant la reconnaissance des Soviets et l'obédience à Moscou.

Dans cette étude nous indiquerons la situation de l'U.R.S.S. en face des diverses masses asiatiques. Nous allons d'abord donner des détails sur la situation générale de l'U.R.S.S. en Asie.

***

Situation générale

La Russie d'Asie ne comprend que 7 millions d'habitants. Mais ses frontières côtoient des masses ethniques de plusieurs centaines de millions d'êtres humains. La tentation de les utiliser a été très forte chez toutes les puissances qui ont un pied en Asie ; l'U.R.S.S., qui y est installée, s'est donné une double tâche : éviter les mainmises étrangères, prendre sous sa tutelle les peuples ainsi « délivrés ».

Cette politique est d'ailleurs remarquablement continue, et le *Komintern* de Moscou ne fait que répéter les gestes des Affaires Étrangères de l'époque tsariste. Alors, comme maintenant, la lutte entre la Russie et la Grande-Bretagne était aussi aiguë. Ajoutons cependant que les

discours de Bakou, en 1920, au Congrès des peuples orientaux. Et *Zinoview* ajouta : « *La Russie tend la main à l'Asie non pas pour qu'elle épouse son idéal, ni pour qu'elle partage ses conceptions sociales, mais parce que huit cent millions d'Asiatiques lui sont nécessaires pour abattre l'impérialisme et le capitalisme européens.* » Les délégués asiatiques ne relevèrent pas le rôle singulier que l'U.R.S.S. prêtait à leurs pays en tant que fournisseurs de « moyens » de révolution.

États-Unis et le Japon viennent compliquer encore le jeux subtils des influences politiques.

Mais alors que les puissances « capitalistes » : Angleterre, U.S.A., Japon, n'ont en vue que l'utilisation économique des territoires ainsi occupés, utilisation qui consiste à développer le pouvoir d'achat des peuples soumis et à faire jouer ainsi les lois économiques en leur faveur, l'U.R.S.S. ajoute à ces vues « terre à terre » une idéologie révolutionnaire totalitaire fort dangereuse. Il ne s'agit plus seulement de vendre du tissu ou de la conserve, il s'agit aussi et d'abord de « réveiller le prolétariat opprimé » de ces peuples. Or il est facile de faire de la xénophobie en Asie ; les nations européennes qui s'y sont introduites n'ont su montrer qu'un âpre visage et qu'un cœur cruel. Habituées à l'Afrique, ces nations ont cru voir encore du « sauvage » ; ce furent des blessures d'amour-propre sans arrêt, des heurts sans nombre, des insultes et des répressions sans raison. L'Asie a un sens maladif de l'orgueil personnel, de la « face » selon l'expression chinoise ; et l'Asie, non-chrétienne, ignore le pardon des injures...

Les Soviets ont ainsi un terrain de culture admirable ; nous verrons qu'ils ne s'en sont pas privés. Il ne faut pas croire que leur dessein est de lancer des armées à travers les steppes asiatiques pour combattre les puissances colonisatrices. Cette conception rejoint l'imagerie d'Épinal. Le procédé est le suivant : on provoque des révoltes et de l'agitation internes, on crée artificiellement un état d'anarchie profond, on utilise les tribus en payant leur chef, on met à la tête des pays ou des provinces un homme à sa solde, et le tour est joué. Le risque est que l'*Intelligence Service* n'en fasse autant... On saisit là l'histoire profonde des trônes asiatiques depuis quinze ans.

Mais, par de telles secousses, l'autorité de la puissance protectrice est ébranlée ; le gain psychologique est considérable. Le peuple a appris que des fusils peuvent être dirigés contre les poitrines des Blancs sans que leurs « dieux » ou leurs « génies » interviennent ; ils ne l'oublieront plus.

Cependant toutes les possibilités sont à prévoir, y compris l'intervention d'une de ces puissances sur la frontière soviétique. Voici l'état actuel des armements russes répartis sur les frontières en Extrême-Orient :

Le quartier général de l'armée soviétique y est installé à Khabarovsk (nord de Vladisvostok). Cette armée se compose de deux groupements principaux : *Province Maritime* et *Transbaïkalie*.

La Province Maritime comprend le 19e corps d'armée rouge :

— 8 régiments d'infanterie ;
— 4 — de cavalerie ;

et possède 184 canons, 3 trains blindés, 40 chars de combat et 15 autos-mitrailleurs ;

— 2 régiments rouges étrangers (1 coréen — 1 sino-coréen) ;
— 1 fort détachement de gardes-frontières du *Guépéou*.

La Transbaïkalie comprend le 18e corps d'armée rouge :

— 9 régiments d'infanterie ;
— 7 — de cavalerie ;

et possède 117 canons, 45 chars de combat et 15 autos-mitrailleurs ;

— 1 bataillon chimique ;
— 1 détachement de gardes-frontières du *Guépéou*.

Il faut y ajouter les troupes de la République de Mongolie Extérieure qui est soviétique :

— 7 divisions de cavalerie ;

— 2 divisions d'infanterie ;

de l'artillerie lourde de montagne, 80 chars légers et autos-mitrailleurs.

Notons l'existence de très fortes bases aéronautiques groupant plus de 700 avions en ce moment. Ces formations militaires sont composées des meilleurs soldats asiatiques ; le principe est l'utilisation de troupes sélectionnées des provinces sibériennes, encadrées par des instructeurs de Moscou. Notons que les Soviets utilisent leur « armée rouge » dans les *Kolkhoses* pour les semailles et les travaux agricoles. Cette armée a un journal quotidien, *Trévoga* (Alarme). On compte dans l'armée d'Extrême-Orient plus de 450 cellules rouges, groupant 16.000 membres. Il y a un an, il y avait 1300 cercles militaires dont 373 politiques, 133 militaires, 270 techniques, 327 d'instruction générale et 120 artistiques.

La méthode soviétique — et nous le verrons en Chine — ne consiste pas en effet à « faire rendre » immédiatement les peuples conquis ; ce point de vue extérieur est dédaigné. Bien au contraire, on s'efforce de développer la culture et de détruire l'analphabétisme ; le résultat psychologique est certain : les êtres primitifs peuvent lire la littérature habile et fort bien faite de la propagande bolchevique ; c'est un langage nouveau à leur raison et à leur cœur ; ils admettent ces idées, et cette conquête, toute pacifique, est solidement établie. Travail intérieur profond, que des nations qui déclaraient porter le flambeau de la civilisation ont trop souvent dédaigné et qu'elles payent maintenant par des révoltes et des troubles sans issues. Ayant attaché les indigènes par le seul lien des intérêts, lorsque ceux-ci faiblissent ou disparaissent, il ne reste plus rien, sinon l'impression d'avoir été « utilisé »... Nous portons là de graves responsabilités.

Voici donc quelle est la situation générale des soviets en Asie : créer, par des réactions internes, un « sens prolétarien » aigu ; diriger cette révolte individualiste contre les puissances colonisatrices afin de les inciter à abandonner le territoire. Organiser ledit territoire par des Soviets et, en fin de compte, le rattacher aux organismes centraux de Moscou.

Les paragraphes suivants développeront et illustreront cette méthode. On verra les mêmes buts atteints ou poursuivis plus ou moins complètement ; les mêmes adversaires sont en présence les uns des autres : les influences britanniques, par l'*Intelligence Service* (section *Special Intelligence Department* : Colonial service et Indian Department) — au second degré les influences américaines et enfin, à part, les influences japonaises.

La direction générale de pénétration soviétique est dirigée du Nord vers le Sud ; je dis « pénétration » et non pas « avance », car, je le répète, il n'est jamais question en Asie d'une armée de conquête qui périrait dans les immenses déserts asiatiques, mais bien de soulèvement locaux dans une direction donnée.

***

L'U. R. S. S. et la Chine

La révolution de 1911 fit disparaître la dynastie mandchoue, dont le successeur trône actuellement dans le Mandchouko (1). Le Dr *Sun-Yat-Sen* avait fondé le parti

(1) L'innovation du terme *Mandchou-ti-Kouo* signifie ceci : *Koûo* signifie l'étendue d'un Etat, l'empire, la nation, le pays. Le signe *ti* donne une idée d'impérialisme à cet État, d'autonomie en quelque sorte, mais d'autonomie active, dominatrice. Le pays est devenu un jeune empire vivant.

Kuo-Min-Tang, et ce fut cette République chinoise dont l'histoire complète n'a jamais été écrite et ne le sera sans doute jamais. En 1919, les Soviets eurent la grande habileté — il fallait être asiatique pour en comprendre la portée psychologique — de renoncer à tous les privilèges « tsaristes » sur la Chine. *Sun-Yat-Sen*, qui s'inspirait déjà des doctrines de Lenine, fit une propagande inouïe pour le geste « généreux » des « amis » de la nouvelle Chine. En plus de cela, il y eut en 1923 les fameux entretiens de *Sun-Yat-Sen* et du Russe *Ioffe* ; l'un offrit le terrain de propagande, l'autre apporta l'expérience et l'économie d'une doctrine précise. *Sun-Yat-Sen* en avait d'autant plus besoin que le maréchal *Tchang-Tso-Ling* descendait de Moukden sur Peking et le sud.

En 1924, le travail fut complété par l'ambassadeur soviétique *Karakhan*. Un traité fut signé entre *Tchitchérine*, Commissaire du Peuple aux Affaires Étrangères, et le Président de la République chinoise. *Tchitcherine* indiqua ainsi la portée de ce traité : « L'effet de cette reconnaissance (*des Soviets*) s'étendra bien au-delà des frontières de la Chine. L'éveil de tous les Orientaux, leur lutte contre l'impérialisme oppresseur, vont suivre une marche irrésistible et sûre. Le nom de Lénine est le plus populaire de tous en Extrême-Orient. La République des Soviets est l'amie dévouée de la Chine. Leurs peuples iront la main dans la main. »

Déjà *Sun-Yat-Sen*, qui présidait à Canton, s'entourait d'officiers communistes et allemands. A fin 1924, à Kobé, au Japon, sous les auspices de la Chambre de Commerce de la ville, il partait en guerre contre « les quatre cent millions d'individus de race blanche » et affirmait que « lorsque les asiatiques auront dominé la civilisation occidentale, ils l'incorporeront à leur propre civilisation ».

Le 12 mars 1925, *Sun-Yat-Sen* mourut. La Chine était alors profondément pénétrée par le Communisme : des grèves éclatèrent à Shanghaï, à Canton, Nankin, Hankeou ; à Hong-Kong, en pleine colonie anglaise, les Chinois riches avaient quitté l'île, et les mitrailleuses donnèrent. C'est alors qu'apparurent les sauveurs de la Chine : le maréchal *Tsang-Tso-Ling* et *Chang-Kaï-Chek*.

Tchang-Tso-Ling avait dévalisé l'Ambassade soviétique de Peking et découvert des documents extrêmement compromettants qui dénonçaient l'emprise absolue, le *plan* soviétique, de l'U. R. S. S. sur la Chine. Ce fut un premier coup terrible pour le *Kuo-Min-Tang*. Ils avaient cru que les Soviets les aidaient simplement à épurer le territoire des « étrangers », et voilà qu'ils apprenaient que, au lieu de se servir des Russes, c'étaient les Russes qui se servaient d'eux ! *Chang-Kaï-Chek* apparut alors. C'était l'ancien secrétaire de *Sun-Yat-Sen* : il avait été en Russie et avait étudié l'armée rouge. Nationaliste farouche, à cette époque (1926), *Chang-Kaï-Chek* marchait contre les provinces du Nord, rebelles au *Kuo-Min-Tang*. Il était alors aidé par des instructeurs russes qui lui apportaient les principes de la stratégie moderne ; *Borodine*, le fameux agitateur soviétique, dirigeait les plans politiques. Jusqu'alors ce mouvement avait l'allure d'une révolution nationale, destinée à unifier les provinces révoltées. Les Soviets espéraient fermement alors profiter de cette unification qui leur préparait la besogne.

Mais ils avaient trouvé plus fort qu'eux ; *Chang-Kaï-Chek* était avant tout un Chinois. Il intercepta des dépêches chiffrées entre *Borodine* et *Darovsky*, un des instructeurs moscoutaires. Il apprit que, pendant sa marche contre les généraux rebelles du Nord, les Soviets, sous couleur de l'aider, préparaient le sabotage de ses troupes afin de retarder la prise de Shanghaï. Cette ville occupée, en

effet, le prestige de *Chang-Kaï-Chek* aurait été tel qu'il aurait été difficile aux Soviets de l'abattre. *Chang-Kaï-Chek* fit arrêter *Darovsky* et en 1927 fit expulser *Borodine*. Le coup était dur pour les plans moscovites ; les deux généraux nationalistes démontraient aux politiciens du *Kuo-min-tang* la conspiration soviétique de mainmise sur la Chine...

Borodine se retira à Chankéou (devenu *Ou-Chang*) dans la Chine centrale et voulut jouer le rôle de chef de la révolution chinoise. Il avait pour lui le testament moral et la protection de *Sun-Yat-Sen* ; le Komitem russe reconnut cependant que *Borodine* était fini. On le pria de demeurer dans l'ombre.

Les Soviets cherchèrent un chef militaire chinois pour remplacer *Chang-Kaï-Chek*. On essaya, par l'entreprise d'un ami personnel de Staline : *Lominadze*, de promouvoir *Van-Tzin-Vei* dans ce rôle. Ce dernier, paisible Chinois, ne pouvait remplacer le fin et énergique *Chang-Kaï-Chek* ; la partie était bien perdue et la duplicité des Soviets était la cause de leur défaite. Nous en verrons d'autres exemples par la suite.

Les renseignements, après 1930, manquent de clarté. D'un côté, le gouvernement officiel déclare « qu'il n'y a plus de Communisme en Chine », ce qui est une grossière erreur ; mais les nouvelles sont incomplètes. Le système des bandes communistes en Chine d'abord consistait à laisser faire les moissons puis à les réquisitionner ensuite. Le *King-Si* fut le lieu de spectacles atroces : femmes brûlées, missionnaires exécutés, villages et villes incendiés. L'affaiblissement du pouvoir central permit aux Soviets de se rendre maîtres d'une certaine partie de la Chine, où ils sont d'ailleurs encore. Ces parties sont surtout les provinces méridionales ; on en compte neuf : est du Koang-Tong, le Ho-Nan fertile, ouest du Fou-Kien,

sud-est du Koang-Si, nord-ouest du Ho-Nan, ouest et nord-ouest du Hou-Pé, sud du Kiang-Si...

Voilà l'histoire de l'introduction des Soviets en Chine. Mais comment est organisé le parti communiste chinois? Les renseignements qui suivent proviennent de la revue hebdomadaire anti-communiste *Tch'an Kong Tcheou-K'an* de *Shanghaï* :

L'organe central du Parti communiste chinois (le P. C. C.) est le Bureau Central de l'Extrême-Orient qui reçoit ses ordres directement de Moscou. Des sections, par régions, dirigent l'organisation locale avec des commissaires politiques représentant le P. C. C. Je reporte d'ailleurs, pour plus de détails sur cette organisation, à ce que j'écrivais ici en 1933 (t. XXIII, pp. 53 et ss.).

Les Soviets sont maîtres de 250.000 milles carrés avec plus de 50 millions d'habitants. C'est l'aveu de l'honorable T. V. Soong, ministre des finances chinois, en 1931, qui a reconnu que le gouvernement chinois avait « dissimulé la vérité » et que les communistes chinois ont un territoire bien à eux, qu'ils ont organisé et qu'ils défendent. La terre y est curieusement partagée entre tous les paysans, les propriétaires fonciers étant automatiquement déchus de leurs droits. Des « principes » sont affichés partout ; les voici :

1° détruire l'impérialisme ;

2° confisquer les usines et les banques des étrangers ;

3° unifier la Chine par le droit des nations à disposer d'elles-mêmes ;

4° renverser le gouvernement national ;

5° établir le gouvernement soviétique ;

6° appliquer la loi de 8 heures, augmenter les salaires, abolir le chômage ;

7° redistribuer les terres confisquées aux propriétaires ;

8° trouver du travail pour le peuple;

9° abolir les divers impôts et les remplacer par l'impôt unique;

10° soutenir l'U. R. S. S. et les prolétaires du monde entier.

Une force de 300.000 hommes, divisée en sept armées, seize divisions d'infanterie et deux divisions de gardes rouges, défend cet État dans l'État. Notons une innovation militaire : la création de deux groupes spécifiquement féminins : celui des blanchisseuses et celui du « bien-être social » qui a le devoir de « divertir » les soldats...

Dans les villes, les marchands, propriétaires des locaux commerciaux, sont frappés d'un impôt progressif sur le capital qui oscille entre 2 et 10 o/o. Des organes financiers, au nombre de treize, recueillent, dans les districts rouges, les sommes nécessaires à l'entretien de l'administration, soit 15.000 dollars chinois par mois. Le quartier général de cette singulière organisation est dans le *Kiang-Si*.

Il est pour le moins mieux de constater, sur la carte de la Chine, ces taches grises qui, au centre de cet immense territoire, forment des îlots administratifs, quasi autonomes et que rien jusqu'ici n'a pu abattre. L'attention des forces gouvernementales a été dirigée uniquement sur la frontière mandchourienne que la menace japonaise a rendue critique. A plusieurs reprises, alors que des expéditions financées par le gouvernement chinois central, par les gros propriétaires fonciers, par les Anglais et peut-être aussi par le Japon, se déclenchaient, il fallut se rabattre au plus pressé vers le nord. Une très récente dépêche annonçait en avril 1934 que les troupes gouvernementales venaient de remporter une victoire dans les districts rouges du *Kiang-Si* et que les troupes rouges se repliaient en désordre sur le *Fou-Kien*.

Nous ne pouvons que souhaiter que ces foyers dangereux disparaissent. Les Soviets ont exaspéré la xénophobie chinoise ; ils ont menacé des missionnaires et des religieuses ; ils ont détruit les fondements des traditions chinoises et anéanti ainsi ce qui pouvait supporter ensuite des possibilités de conversions. Sans entrer dans des considérations de politique intérieure chinoise, on ne peut que souhaiter ardemment le retour de la paix et du calme dans ce pauvre pays.

*
* *

L'U.R.S.S. et l'Asie centrale

J'en ai déjà dit ici quelques mots. L'influence russe se fait sentir directement sur ses frontières : *Turkestan chinois*, *Dzoungarie*, et indirectement : *Thibet*. Mais là intervient un facteur que nous n'avons pas vu jusqu'ici : l'influence anglaise.

Disons immédiatement que le Turkestan chinois est très peu chinois : musulman pour plus de la moitié de sa population, peuplé de Kalmouk, de Sartes, de Kirghiz, l'influence chinoise n'y était qu'administrative. Pratiquement, avouons-le simplement, elle est nulle.

Les influences qui y jouent proviennent de Moscou et des Indes. Pendant longtemps la politique soviétique a été de créer des républiques « ethniques », centralisées par le gouvernement soviétique. Tous ces nouveaux États, dépendant de l'U.R.S.S. (le Turkmenistan, le Uzbekistan, le Tadjikistan, le Kakakstan...), sont *sur la frontière russe* et forment ainsi, pour les pays voisins : Perse, Afghanistan, Turkestan, des foyers d'attraction « ethnique » puissants et que les réseaux ferrés (le *Turk-Sib*) aident

encore à se cristalliser davantage. On parle maintenant de la ligne *Mönty-Tchou* qui apportera les produits de l'Oural dans l'Asie centrale. C'est encore un élément indéniable d'attraction. La Chine peut considérer la perte du Turkestan comme un fait accompli ; elle l'avait gagné aux Musulmans en 1759 ; les Musulmans organisés par les Soviets le lui ont repris en 1925-1930.

Ceux-ci ont d'ailleurs, en dehors du *Turk-Sib*, des voies de communication multiples. De *Kulgan* on peut se rendre au *Sin-Kiang* (Turkestan Chinois) par *Ourga* en auto, route contrôlée par les Soviets.

Les Anglais avaient établi à *Kachgan* des communautés musulmanes dévouées à leurs intérêts. Unis entre eux, les Musulmans détiennent une partie de la fortune de ces régions, et l'*Intelligence Service* entretenait des relations commerciales fort suivies avec eux. L'âpre concurrence que se faisaient les intérêts soviétiques et britanniques viennent ces temps-ci d'aboutir à une victoire des Soviets, *Kachgan* est tombé entièrement sous leur influence. Le gouvernement musulman allié aux Britanniques y a disparu. De source certaine, je sais que l'influence anglaise disparaît d'ailleurs du Turkestan Chinois, et la meilleure preuve est l'installation *dans le sud* du Turkestan, c'est-à-dire sur la frontière de l'Inde, d'usines de constructions d'avions et de fabriques de munitions.

Ce fait est grave, car le contact des rivaux se fait alors sans intermédiaires. Jamais les Anglais n'ont vu, de leurs postes-frontières, les gardes rouges au bout de leurs jumelles. Ils prenaient la sage précaution de mettre un pays (Afghanistan-Thibet-Turkestan) entre eux et leur ennemi. Dorénavant des drapeaux ornés de la faucille et du marteau flotteront en face des passes qui mènent au *Cachmir*, à *Srinagar* — que vient brusquement d'armer le gouvernement anglo-hindou et qui est maintenant une

forteresse. Il y a bien les cols de la montagne; mais l'avion a vaincu la montagne et peut emporter avec lui des bombes, des hommes et des tracts...

*
* *

L'U.R.S.S. et le Japon

Il ne peut pas s'agir d'étudier les relations entre ces deux puissances; il faudrait y consacrer un article entier. Nous nous en tiendrons aux efforts que fait Moscou pour « soviétiser » le Japon et à la réaction de celui-ci.

On peut avancer que l'adoption du suffrage universel, qui date de 1925, et qui a fait monter de trois à treize millions le nombre des électeurs, a provoqué des réactions politiques et a permis au parti communiste japonais de recruter une clientèle facile.

Le plan d'action a été formulé en février 1928 par le *Comité Exécutif* de l'*Internationale communiste* et appliqué immédiatement par le *Parti communiste japonais* lors de la première consultation du suffrage universel : 29 candidats, dits « travaillistes », furent élus. Un Conseil *National Paysan* avait provoqué plus de 1500 grèves partielles; les milieux ouvriers de *Sakhaline* et du *Kamtchaka*, au contact des Soviets, en furent les pionniers. Le *Club International des Marins* de Vladivostock opéra dans les ports. Des organismes communistes furent créés : *Nihon Rouoto* (ouvriers et paysans japonais), *Musan Tarshuto* (masse prolétarienne), *Nihon Nouinto* (paysans japonais), et bientôt les divers groupements se groupèrent en un seul : le fameux *Nihon Paishu To* (Parti des Masses japonaises) que présida le Dr J. *Takano*, directeur de l'Institut des Sciences sociales d'*Osaka*.

Le gouvernement japonais réagit très vigoureusement en 1928, une loi fut promulguée (juin 1928) qui punit « de mort, de travaux forcés ou d'un emprisonnement, les criminels qui tenteraient de renverser le régime de la Nation ». En 1929, presque 900 communistes, âgés de dix-neuf à vingt-cinq ans étaient détenus : le journal *Osaka Ashati* donna des détails qui indiquèrent que le complot venait de Moscou, que les agitateurs avaient suivi les cours spéciaux en Russie...

Le résultat avait été, en 1929, 375 conflits ouvriers groupant plus de 60.000 travailleurs. On constata que le parti socialiste japonais — *Sodomei* — parlait trop souvent du « front unique prolétarien », et de graves scissions dissocièrent périodiquement ce parti au profit des agitateurs extrémistes.

La situation depuis 1929 ne s'est pas améliorée, et la raison en est due à l'industrialisation à outrance du Japon ; des grèves éclatent journellement. Si dans la première moitié de 1930 il n'y a eu que 728 grèves avec 76.791 participants, la première moitié de 1931 comptait 879 grèves avec 84.344 participants. De septembre à décembre 1931, on a compté 842 grèves contre 744 les quatre mois précédents.

L'acuité de la lutte d'alors fut grande ; la grève à Taga dans la préfecture de Hiogo, qui dura un mois (16 décembre 1931-16 janvier 1932), amena le premier jour une rencontre avec la police au cours de laquelle 2 ouvriers ont été tués et 210 emprisonnés.

Notons que les masses paysannes ont été exaspérées par la crise agricole ; en 1931 on compta — ou on avoua — 2689 révoltes paysannes. Les rencontres armées furent fréquentes.

L'armée 1933 a été plus calme ; la raison en est que les événements extérieurs — avance en Mandchourie, succès

en Chine — et que le militarisme outrancier qui régnait alors firent disparaître certains éléments de troubles dans les masses japonaises, enthousiasmées des succès de leur gouvernement. La gloire endort parfois la faim. Mais les réalités reprirent bientôt le dessus, et la propagande communiste, un moment arrêtée, a recommencé. Les très récentes mutineries en Mandchourie en sont un exemple ; le prétexte, vrai ou faux, fut la mauvaise nourriture. Des soviets furent créés et des soldats tirèrent même sur leurs officiers et s'enfuirent dans les forêts. Des renseignements précis m'indiquent que les troubles des troupes mandchoues sont le fait d'agitateurs professionnels moscovites (1).

La situation ouvrière en 1934 est vraiment pitoyable : une famille de cinq personnes consomme environ 33 centimes de riz par jour. En plus du riz, on mange deux poissons, du thé non sucré et des algues... Le budget moyen de cinq personnes ouvrières représente 250 francs par mois. Les taux des salaires sont compris entre 125 et 180 francs par mois. L'industrie mécanique fait exception avec un taux moyen de 250 francs par mois. Seul un ouvrier de cette industrie peut nourrir sa famille... Les autres sont obligés d'envoyer leur femme et leurs enfants quérir leur pain (fabrication des jouets, des tissus, des nattes, courses, etc.). Un jeune garçon domestique est payé 30 francs par mois. Comprend-on le *dumping* des produits manufacturés japonais ?

Ces faits montrent une situation intérieure qui peut devenir grave. Devant de tels budgets, le gouvernement

(1) Ajoutons-y l'influence des bandes de brigands chinois dits *Khounhouses* qui, déjà utilisées par les Japonais contre les Russes en 1905, sont à la solde des Soviets contre les troupes mandchouriennes. Ce facteur diminuera avec la sécurité des communications dans le nouvel Empire *Mandchoutikouo*.

japonais établit des dépenses militaires annuelles de l'ordre de 5 et 6 milliards de francs français avec une cadence de 7 milliards de déficit annuel ; les banques japonaises achètent continuellement les emprunts émis par le Trésor ; une telle situation aura une fin.

L'âme japonaise est demeurée saine grâce aux fortes traditions culturelles de ce peuple ; la propagande soviétique ne peut agir que par la misère et l'agitation sociale ; c'est pourquoi l'U.R.S.S. fait de gros efforts dans ce sens. Il faut souhaiter que le Japon rétablira chez lui l'ordre social ; il doit savoir qu'une équitable répartition des salaires en est la base la plus forte.

***

L'U.R.S.S. et les Indes

Les Indes britanniques n'ont aucun contact direct avec les Soviets, et les dirigeants anglais prennent grand soin d'éviter le passage de tout suspect dans ce pays ; le fait d'être Russe est un obstacle infranchissable pour celui qui veut aller aux Indes. Cette protection n'empêche pas les agitateurs professionnels de travailler, agitateurs recrutés parmi les Hindous et qui sont fort difficiles à déceler.

Les Indes ont une classe ouvrière nombreuse qui veut jouer un rôle politique. La classe paysanne, qui souffre beaucoup des intermédiaires (les *jagirdars* [gouverneur] et les *zamindars* [collecteurs d'impôts]), n'a pas cependant l'affranchissement des masses ouvrières hindoues. Les traditions religieuses et familiales conservent des cadres rigides qui empêchent des mouvements de masse. De multiples et complexes problèmes de sectes, de castes, par

exemple, prohibent cette union que souhaiteraient les révolutionnaires. Il en est autrement des masses ouvrières, affranchies des traditions ancestrales.

Le *Komintern* a examiné les moyens de rendre ce mouvement incertain aussi radical que possible ; de forts crédits ont été votés. Le *Profitern* a été invité à s'infiltrer dans les syndicats hindous et à prendre en main la direction des grèves ; celle du textile a retenu leur attention. Des agitateurs professionnels furent également envoyés de Moscou.

Il ne faut pas confondre ce mouvement révolutionnaire avec le mouvement national dit *Congrès National Indien* que dirigea Gandhi et dont on connaît les campagnes pour l'indépendance de l'Inde (désobéissance civile — insurrection passive, etc.). Le mouvement communiste les appelle « des traîtres nationalistes ». Des grèves éclatent de plus en plus puissantes, qu'accompagnent de douloureux attentats.

La répression gouvernementale est forte et brutale ; le Parti communiste, créé en 1921 (1), légalement constitué en 1926, qui ne groupe que quelques milliers d'adhérents, travaille les milieux maritimes (Union de Marins à Calcutta, Bombay, Madras, Colombo, Karatchi) et les milieux industriels (Bengale). Une Conférence ouvrière qui se tint dans le Pendjab réunit cependant 120.000 délégués et déclara la guerre tant à l'impérialisme britannique qu'au Conseil National (2) ; cette conférence qui se tint en 1930

(1) Par le fameux *Nalini Gupta*, hindou formé à Moscou et associé au révolutionnaire hindou Chattopadhyaya et au fameux M. N. Roy.

(2) Notons cependant la tendance dite « de fractionnement » utilisée par les communistes et qui consiste à s'infiltrer dans toutes les organisations d'autres partis politiques afin de les dissocier et d'y créer des « fractions » communistes. Je recommande le rapport de Mgr d'Herbigny sur les *Sans-Dieu* ; on y trouvera de précieux et inédits renseignements.

se termina par l'acclamation du drapeau rouge à la pla du drapeau hindou national (vert, rouge et blanc Depuis cette date, de graves menaces pèsent sur l'indu trie hindoue et les travaux publics. La grève la plu importante fut celle du grand chemin de fer indien ave presque 100.000 travailleurs. La même année, des révolte militaires éclataient aux frontières d'Afghanistan. Notons que les masses paysannes ne sont pas entrées dans la lutte ; elles forment l'élément important de résistance. Le gouvernement britannique fera tout ce qu'il pourra pour maintenir un ordre fortement ébranlé.

*
* *

L'U. R. S. S. dans le Sud-Ouest de l'Asie

Afghanistan. — Ce pays a été visé particulièrement par les Soviets ; c'est la voie la plus simple, la plus directe, la plus facile pour pénétrer en Perse, en Arabie et aux Indes ; ce serait établir le contact direct avec les populations du sud de l'Asie, et ce serait ainsi la possibilité de les gangrener par l'infiltration d'agitateurs professionnels et la fameuse politique de « l'attraction de présence ».

Le mode de pénétration fut, en 1925, un traité d'amitié de l'U. R. S. S. avec l'émir *Amanullah.* Ce traité permit aux Soviets d'armer soigneusement les frontières afghanes par des routes, des bases militaires, des aérodromes ; *Amanullah* cependant voulait l'indépendance de son territoire, et l'Angleterre veillait auprès de lui pour l'aider dans cette tâche... On sait qu'en 1929 il fut renversé, les Soviets ayant été les plus habiles.

Dybenko, le chef rouge de cette partie de l'Asie, lança dans ce pays des agitateurs sortis des centres de *Samar-*

kand et de *Tachkent*. Connaissant le pays, la langue, le peuple, ces révolutionnaires firent de grands progrès en Afghanistan ; les forces bolchevistes de l'Asie centrale se tenaient prêtes à intervenir pour « soutenir » *la République soviétique afghane* qui allait se proclamer. La Grande-Bretagne agissait de son côté. C'est alors qu'on vit *Nadir Khan*, manœuvré par l'*Intelligence Service*, après quelques années d'intrigues, mourir assassiné dans une conspiration d'origine soviétique.

Le nouveau roi, *Mohammed Zaher Chah*, a prêté, le 4 décembre 1933, le serment de gouverner son pays selon la loi constitutionnelle afghane. L'Angleterre a eu là toute satisfaction et sa politique a, *jusqu'ici*, triomphé des influences soviétiques. Il est certain que c'est pour l'Inde une question de vie ou de mort ; la pénétration soviétique en Afghanistan serait un coup mortel à la puissance de la Grande-Bretagne en Asie.

Arabie. — Ce pays peu connu est le théâtre de sauvages luttes entre les perpétuels ennemis : l'Angleterre et les Soviets. Des faits récents l'ont encore illustré. En 1928 le roi du Yemen, *Iakkia*, par *Khassan Anis Pacha*, fit des propositions aux U. R. S. S. pour établir, avec les Soviets, des relations commerciales régulières et obtenir des munitions, l'aide financière et des avions avec des instructeurs. Les Soviets firent leur entrée dans le Yemen, camouflés par une société allemande fictive, le *Wostwag*. Le chef de cette société, *Astakhov*, passa par le Hedjaz qu'il gagna aux intérêts soviétiques, par la Transjordanie où il « arrosa » de multiples tribus arabes, et alla jusqu'en Éthiopie, non point personnellement, mais par deux agents de sa mission.

Le but de ce travail était d'engager la lutte contre les Anglais et le mouvement sioniste palestinien, organes de

stabilité politique que les Soviets veulent renverser à tout prix. La difficulté fut d'avoir les Arabes avec soi. L'agent soviétique acheta quelques tribus qui se chargèrent de maintenir l'état de trouble propice aux menées soviétiques.

Astakhov, à *Sanaa* (Yemen), fut reçu par le roi et signa un traité commercial; le consul général en Hedjaz, *Khakimov*, fut nommé représentant commercial à Sanaa. C'était un tartare de Kazan qui parlait admirablement l'arabe et occupait les fonctions de représentant de *Komintern* en Orient. Restant nominalement à Sanaa, il dirigea tout le travail communiste dans la péninsule arabique (1). Il a disparu, m'a-t-on dit, en 1933.

L'action anti-soviétique de l'Angleterre ne demeura pas inactive, comme on le pense bien. C'est une suite d'intrigues, de contre-influence, de traités commerciaux, d'achats de tribus, dont l'histoire est fort curieuse à suivre. Le dernier épisode actuel est la lutte farouche qui a dressé le *Yemen* contre le *Hedjaz* et qui, en plein désert du *Nedjed*, dresse les armées du nord contre celles du sud de l'Arabie. Il y a des causes économiques, des causes religieuses (la révolte tenace des *Hachémites* contre les *Wahabites*) et, disons-le bien nettement, l'or soviétique qui lutte contre l'or britannique.

L'issue est incertaine; je crois que la Grande-Bretagne sera la plus forte, son influence sur les musulmans étant plus assurée que celle des Soviets.

Perse. — L'action soviétique est à peu près nulle (2);

(1) Il se servit des immenses mouvements des pèlerinages musulmans pour inonder l'Asie musulmane, y compris les Indes anglaises, de brochures, de tracts de « libération musulmane » et d' « émancipation nationale » dont l'origine communiste est indéniable.

(2) Les premiers agitateurs soviétiques eurent l'idée, étant musulmans de l'*Azerbaïdjan*, de se faire passer pour les représentants

le gouvernement de ce pays est animé d'une volonté de fer anti-soviétique et il est fortement soutenu par l'Angleterre. La Perse est avant tout la voie qui relie la Méditerranée à l'Inde; jamais la Grand-Bretagne ne permettra une révolution dans ce pays. Notons cependant l'attraction indéniable des frontières soviétiques sur les tribus et les populations persanes. Les soviets possèdent le contrôle des pêcheries de la Caspienne et le chemin de fer qui part de *Eriwan* sur *Talriz* en Perse. C'est un moyen de pénétration de propagande indéniable et de pression par l'ouverture ou la fermeture de la frontière du Caucase aux exportations persanes.

*
* *

L'U.R.S.S. et l'Indo-Chine

Il ne peut s'agir d'épuiser la question et de refaire l'historique des événements de *Yen Bay*. L'action soviétique s'y exerce avec une ténacité singulière; le centre en est toujours Tachkent (1), en Asie centrale, où est le *Bureau de l'Asie centrale*. Par lui le comité Sino-Annamite de Canton agit directement. Au moment où *Borodine*, en 1925, dirigeait à Canton l'armée rouge, il travail-

d'une secte religieuse très ancienne et se réclamèrent d'un certain *Mazdek* qui, vers le V[e] siècle, prêchait aux Persans la communauté des femmes et des biens. Mais quand les nouveaux « prophètes » parlèrent du partage de la terre et de la lumière de Moscou, les traditions religieuses et sociales persanes furent les plus fortes.

(1) *Le Bureau de l'Asie Centrale* a trois lignes de pénétration soviétique vers le sud de l'Asie : par la Perse, par l'Afghanistan et par le Turkestan Chinois. Une école spéciale d'agitateurs y fonctionne et se répartit ensuite par les ports de l'Asie. Les Comités communistes des *Marins* sont puissants et très actifs à travers le monde.

lait directement l'Indo-Chine par son bras droit *Tuïn Kan-Si*, né au Tonkin d'un père chinois et d'une mère annamite. Celui-ci créa un *Kuo-Min-Tang* annamite qui préparait l'invasion par la propagande d'abord, la force ensuite de notre colonie d'Extrême-Orient; l'échec de *Borodine* et l'intervention des milieux français et indochinois firent échouer la tentative.

Dès 1927, l'action fut reprise, plus lentement certes, selon un plan l'établi à Hankeou; le député Jacques Doriot y fit des promesses et indiqua les moyens de corrompre les fonctionnaires du gouvernement pour arriver aux fins de la révolution communiste. Ce travail fut concrétisé par la *Ligue* (soviétique) *contre l'Impérialisme et l'Oppression coloniale.*

A Paris le travail fut mené, vers 1927, par le journal *la Nation annamite*, « organe européen du Parti Annamite de l'Indépendance ». Ce parti avait pour fondateur *Nguyên-thê-Truyên*; les fonds provenaient « officiellement » des étudiants annamites d'Aix, de Bordeaux et Toulouse ainsi que des travailleurs annamites de Dunkerque et du Havre.

Une sourde agitation secoua l'Indo-Chine, savamment entretenue dans le malaise politique. Le 17 mai 1929, sur les 457 élèves de l'École Normale de Saïgon, 367 l'ont désertée pour protester contre le retard (*sic*) du gouvernement à leur répondre; celui-ci répondit justement par l'exclusion, car cette curieuse grève coïncidait avec les tapageuses manifestations des Jeunes Chinois d'alors et des instituteurs communistes français.

Le *Parti Communiste indo-chinois* a tenu son premier Congrès en 1929, et ce sont les *Jeunesses révolutionnaires indo-chinoises* qui déclanchèrent ce mouvement. La rébellion a été menée d'une part par le *parti nationaliste annamite*, société secrète à la mode chinoise, et par les syndi-

cats révolutionnaires occultes d'autre part. Des cellules ont été créées dans tous les centres industriels et coloniaux d'Indo-Chine...

Le résultat ne se fit pas attendre ! Grèves, mutinerie et surtout, en 1929 et en 1930, les terribles soulèvements de *Bac-Ninh* et *Yen-Bay*. Leur étude est complexe ; l'autorité militaire a sa part de responsabilité par sa totale incompréhension de la mentalité asiatique, mais ce qui aurait pu n'être qu'un malentendu devint le signal de révoltes et de répressions sanglantes. Le responsable du sang versé fut l'U.R.S.S. — L'origine de l'affaire de Bac-Ninh est caractéristique : un recruteur de main-d'œuvre indigène, un certain *Bazin,* peu intéressant d'ailleurs, est assassiné par un concurrent local *Nguyên-Tan-Long*. Affaire banale aux Colonies... Mais l'enquête fait, par hasard, apparaître l'agitateur annamite *Van-Leon-Sanh* et, des papiers saisis, on découvre un vaste complot ayant pour centre le 3e Tirailleurs tonkinois à *Bac-Ninh* dont le plan précis était l'assassinat de tous les Français de la région avec l'établissement d'un Conseil central, de cellules et l'intervention promise de troupes communistes chinoises. Le complot était enfantin ; il était un indice certain de l'état d'esprit indo-chinois d'alors.

Ce qui fut moins anodin fut le soulèvement de *Yen-Bay,* le 9 février 1930. Déjà, sur l'instigation d'un centre communiste chinois du *Kouang-Si* : *Sung-Tcheou,* à 30 kilomètres de la frontière indo-chinoise, des coups de main avaient été déclanchés : consul attaqué, vice-consul brutalisé, missionnaires emprisonnés. Le 9 février 1930, le poste stratégique du fort de *Yen-Bay* était attaqué, les officiers assassinés, des troubles éclataient dans diverses provinces le long du fleuve Rouge, des assassinats étaient commis selon un plan tracé d'avance par des civils et des soldats annamites mutinés.

La répression fut faite à la mode occidentale, qui n'a rien à voir avec les esprits indo-chinois. Les troubles continuèrent par des postes attaqués, des concessions mises à sac, le résident attaqué. De graves événements éclatèrent sur le territoire contre les autorisés « étrangères » : représentants gouvernementaux, missionnaires, concessions... La crise que traverse l'Indo-Chine est grave et est favorable à l'éclosion de toute sorte de troubles sociaux ; les nouvelles qu'on en reçoit ne sont pas rassurantes et l'action soviétique est terriblement efficace...

***

Conclusion

Ce rapide coup d'œil sur l'Asie nous montre la méthode soviétique à travers tous les pays ; cette méthode ne change pas : exploitant le mécontentement des nouvelles classes ouvrières asiatiques, elle les dresse contre leurs employeurs. A cette agitation, il faut ajouter les idées de « nationalisme » et de « liberté » qui sont le premier stade de la mainmise soviétique sur les pays neufs, le nationalisme se transformant ensuite en l'édification de Républiques autonomes, rattachées naturellement à Moscou.

Les puissances colonisatrices réagissent vigoureusement. Mais leurs responsabilités ne sont pas inexistantes ; nous l'avons dit, elles ont trop longtemps considéré l'Asie comme une masse d'indigènes taillables et corvéables à merci ; il n'existait qu'un but : faire rendre un sol souvent fabuleusement riche, qu'un moyen : utiliser une main-d'œuvre que nulle loi sociale ne protégeait et qu'on nourrissait d'un bol de riz par jour. Les dividendes s'ac-

cumulèrent à Londres ou à Paris et les cours des actions asiatiques grimpèrent le long des cotes.

Mais le terrain était préparé pour toutes les révoltes, les rancœurs, les affranchissements. Que montrions-nous du visage de l'Occident? Des aventuriers souvent immoraux et barbares, saignant le pays pour le faire rendre... Et les exceptions, les nobles et belles exceptions ne faisaient que rendre plus réelle la hideur égoïste et avaricieuse des hommes de proie, colonisateurs à outrance.

Nous payons les fautes de nos prédécesseurs. Et nous sommes responsables de la misère qui se prépare en Asie. Car nous savons bien que les soviets, véritable Contre-Église matérialiste, ne peuvent offrir que des misères nouvelles et des révoltes sans issue.

Pour nous, chrétiens, nous regardons les missions et les menaces qui sont sur elles; un signe certain de celles-ci est la persécution et la destruction immédiate de toute mission en territoire soviétisé. Que reste-t-il du pénible travail des Missionnaires? Reverra-t-on ces communautés traquées, réduites à quelques groupes, n'ayant ni prêtres, ni offices religieux?

Nous n'avons aucun pouvoir pour corriger les erreurs politiques; nous avons tout pouvoir pour évangéliser ces masses d'infidèles et préparer les abris qui protégeront les chrétiens d'Asie pendant la tourmente qui s'abattra inéluctablement; le Saint-Père l'a défini et c'est le *delenda est* de mes articles sur l'Asie : un clergé indigène, fortement établi, d'une fidélité éprouvée et ayant ainsi la possibilité de continuer les communautés chrétiennes de l'Asie *qui seront peut-être un jour politiquement totalement séparées de l'Europe.*

J. Marquès-Rivière,
membre de la *Société Asiatique.*

NOTES ET RÉFLEXIONS

Maxime Gorky

L'homme de lettres de la IIIe République fut Victor Hugo. Le gouvernement lui-même lui a rendu des hommages particuliers. On le mettait en vue à toute occasion solennelle, et il semble que son talent littéraire ne fut pas la cause unique de cette tactique adoptée par les autorités publiques françaises. Le souci n'était pas absent de donner à la jeunesse une orientation philosophique plutôt que littéraire.

L'U.R.S.S. a fait un emploi analogue de Maxime Gorky. Sur chaque tribune, il a une place d'honneur à côté des dirigeants soviétiques. Sa ville natale, Nijni-Novgorod, s'appelle désormais Gorky. Il est le grand protecteur de l'art en général et de la littérature en particulier. Il improvise à travers la Russie Soviétique des discours d'une banalité déconcertante et recueille des applaudissements frénétiques de la jeunesse communiste enthousiaste de savoir qu'un homme illustre est avec elle.

Depuis la révolution communiste en U.R.S.S. tout est mobilisé par les artisans du régime prolétarien. La littérature n'a pas échappé à cette incorporation dans l'appareil gouvernemental de reconstruction sociale que représentent, à l'heure actuelle, tous les organismes vivant sur le territoire de l'U.R.S.S. Donc, avant d'aborder l'étude de la littérature soviétique, il est particulièrement intéressant de se rendre compte des raisons intimes pour lesquelles le gouvernement soviétique propose en exemple la personne de Gorky, écrivain et citoyen.

Pour préciser le problème, posons-nous la question suivante : Est-ce Gorky prolétaire, Gorky écrivain, ou Gorky révolutionnaire qui a déterminé cette attitude d'apparence empressée et effectivement fort accaparante, qu'ont prise vis-à-vis de cet homme de lettres les dirigeants soviétiques?

Gorky prolétaire

Est-ce que Alexis Pechkoff (vrai nom de Gorky), né à Nijni-Novgorod le 28 mars 1868, était réellement fils d'un tapissier? A-t-il vraiment, après quelques mois d'études dans une petite école du quartier, passé sa jeunesse comme apprenti dans différentes entreprises d'artisans? Dans le volume XVIII de l'*Encyclopédie Soviétique*, Lounatcharsky, le feu Commissaire du peuple (Ministre) à l'Instruction Publique, en un article de dix-sept colonnes avec deux grands portraits hors-texte, répond affirmativement à cette question et paraît insister beaucoup sur les origines plébiennes de Gorky. Mais la documentation de cette biographie paraît très peu sûre, surtout si nous rapprochons ses données du roman de Gorky, *Enfance*, écrit en 1909 et des deux volumes qui lui font suite (*Chez les gens* et *Mes Universités*). M. Lounatcharsky s'est probablement laissé séduire par le fait que celui qu'on ne connaissait que comme Maxime Gorky parle de l'enfance d'un Alexis Pechkoff, nom réel de l'écrivain, et accepte cette œuvre purement littéraire comme source presque exclusive de sa documentation. A ce procédé, on pourrait objecter sur beaucoup de points. Nous savons très bien que *L'enfance de Pierre* n'a jamais servi de base aux biographes d'Anatole France. De plus, *L'Enfance* de Gorky, tout en étant peut-être son chef-d'œuvre, a été écrit en hâte à Capri, au moment où l'écrivain avait besoin d'une forte somme pour installer à Sorrente le cabinet dentaire d'un certain Vidortchik, petit juif russe émigré vers cette date. Il semble que des recherches plus minutieuses sur place auraient dû être faites par Lounatcharsky, car il est impossible de supposer qu'il ne restât à Nijni personne de ceux qui avaient connu la famille de

l'écrivain, si modeste qu'elle fût. Ces points faibles de la biographie officielle de Gorky augmentent d'une manière particulière le poids des affirmations contraires formulées d'une façon très désobligeante pour l'écrivain soviétique par M. Bounine, dernier lauréat du prix Nobel. Une série ce ses articles à ce sujet parurent il y a quelques années dans la presse périodique de l'émigration. Dégageons-en les affirmations principales : 1° Gorky est fils d'un fonctionnaire qui n'appartenait ni à la classe paysanne ni à la classe ouvrière, mais à celle qu'on appelait en Russie « intelligentsia ». En dehors de quelques personnes ayant atteint un grand développement intellectuel et moral, cette classe intermédiaire entre le prolétariat et la noblesse constituait en Russie un équivalent des instituteurs primaires français, avec la seule différence que, n'ayant pas conscience d'avoir une place déterminée parmi les classes sociales constituées, elle oscillait entre la servilité et la haine par rapport aux grands, et entre le mépris et l'obséquiosité démagogique par rapport au prolétariat. Gorky lui-même en a donné un échantillon dans la personne d'un journaliste de Nijni-Novgorod représenté dans son roman *Thomas Gordiejeff*; 2° Gorky quitta cette classe par amertume ou par ambition et, ne pouvant gagner les milieux de la noblesse, se fit passer pour un prolétaire de basse origine, ce qui, dans une certaine mesure, lui servit de publicité au moment où, à l'époque des fermentations révolutionnaires, en qualité d'ouvrier il présenta ses premières nouvelles dans la presse périodique de province; 3° Adoptant un nom qui, à lui seul, a un arrière-goût de bas-fonds (1), étant entré dans le monde littéraire comme simple ouvrier, ayant appris à lire pendant ses courts loisirs, il n'a pas pu quitter cette étiquette, d'autant plus qu'on saluait en lui le pionnier du prolétariat russe qui, après des siècles d'inertie, se réveillait pour de grandes actions.

(1) Gorky = amer. On dit en russe : gorky pianitza, un ivrogne perdu, personnage entièrement enlisé dans des taudis alcooliques.

Le temps passera et des études impartiales nous apporteront des éclaircissements fort utiles sur ce point si contesté aujourd'hui. En attendant, sans trop le prouver, les autorités soviétiques le font passer pour un prolétaire authentique.

Gorky révolutionnaire

Il y a eu un révolutionnaire Savnikoff, auteur de plusieurs actes terroristes dirigés contre la famille impériale et les grands fonctionnaires de l'ancien régime. Rentré en Russie Soviétique après la Révolution, il dut se suicider dans une prison qu'il savait ne plus devoir quitter. Le socialiste révolutionnaire Kérensky préfère ne pas paraître en U.R.S.S. Trotzky en est expulsé. Il ne suffit donc pas d'être révolutionnaire pour compter sur un bon accueil en Russie Soviétique. Ainsi, c'est pour Gorky un privilège presque exceptionnel d'être considéré comme désirable par les dirigeants communistes. Car l'activité révolutionnaire de Gorky est si médiocre qu'on peut la prendre tout simplement pour un exercice pratique entrepris dans le but de connaître les milieux qu'écrivain débutant il voulait décrire. Mais il a eu de l'enthousiasme révolutionnaire. Si, à l'heure actuelle, le front de tous les partis anti-communistes ne peut pas être considéré comme très solide, à l'époque de l'ascension de Gorky les partis antigouvernementaux, à savoir antimonarchistes, étaient bien soudés dans un élan d'opposition au gouvernement impérial. Un prolétaire ayant vaincu son analphabétisme, écrivant des nouvelles, démontrant sinon un savoir-faire d'écrivain complet, en tout cas un tempérament énorme, entièrement tendu dans l'attente frémissante de la Révolution, produisit une réelle impression et exerça une forte influence. Il a été servi par l'atmosphère de l'époque, mais il la servit aussi. Des gens qui avaient tout à perdre dans la révolution furent séduits par ses écrits et l'admirèrent sincèrement comme un grand tempérament qui leur donnait de fortes impressions. « Bourévestnik »,

oiseau précurseur d'un orage qui, avec ses ailes pointues, trace dans les nuages menaçants des zig-zags frénétiques en poussant des cris de joie angoissants : voilà le symbole de Gorky peint par lui-même et adopté par toute la société russe comme attribut inséparable de son nom. Les bolcheviques ne pouvaient pas le perdre; l'avoir contre soi eût été se compromettre aux yeux de tous les révolutionnaires. Il leur était plus facile de se débarrasser d'un Trotzky que d'un Gorky. Cependant à plusieurs reprises, « Bourévestnik » a failli se retourner contre le pouvoir soviétique. Précisons les époques principales.

Ce fut d'abord au moment de son émigration sous l'empire. Au début de l'année 1905 il dut passer un mois et demi dans la forteresse de Petropavlosk, à Saint-Pétersbourg. Mais en octobre de la même année il collabore déjà avec Lénine dans la petite revue révolutionnaire « La Nouvelle Vie ». Repéré, il quitte la Russie et s'installe à Capri où il reste jusqu'à l'amnistie des condamnés politiques qui eut lieu en 1913 à l'occasion du tricentenaire de la dynastie des Romanoff. Pendant cette période, Lénine tâche de le retenir dans son équipe, mais Gorky le quitte pour créer une dissidence avec Lounatcharski, son futur biographe, et Bogdanoff (auteur d'un ouvrage fort curieux intitulé *Téchtologie*, manuel théorique pour tout organisateur). Les révolutionnaires reprochaient à ce groupe des tendances déistes.

En 1909, Gorky, après l'échec de son entreprise de Capri (genre d'Académie prolétarienne), met fin à sa rupture avec Lénine.

La deuxième discorde commença en 1918 aussitôt après la Révolution. Gorky s'opposa à la prise du pouvoir par les Soviets. En plus, la bonté étant un des traits principaux de son caractère, il fut profondément écœuré par les procédés sanglants de la terreur rouge à laquelle il opposa toute son influence personnelle. Lénine se montra très patient et toléra les démarches de Gorky avec une apparence d'insouciance qui inquiétait ses collaborateurs. Mais en 1921, ayant épuisé son autorité et voyant que les assassinats grandissaient en

nombre et en cruauté, Gorky prend le prétexte banal d'une santé faible, quitte l'U.R.S.S. et se réinstalle à Capri. Ses anciens admirateurs, les ci-devant révolutionnaires qui se trouvent à l'heure actuelle en émigration, fort blanchis à l'épreuve du régime communiste, le reçurent avec beaucoup de froid, et l'écrivain vécut en ermite, brouillé avec tout et tous.

Mais en 1928 les Soviets voulurent profiter de son soixantième anniversaire, firent auprès de lui des démarches très flatteuses, et Maxime Gorky rentra en Russie pour y jouer le rôle du Victor Hugo de l'U.R.S.S.

On doit voir dans ces péripéties deux points essentiels : 1° Gorky n'est pas de tout son cœur avec les dirigeants communistes ; 2° les communistes font l'impossible pour cacher ce fait au grand public.

Certaines réserves sont faites, il est vrai, dans la biographie officielle que nous venons de citer. Par exemple on y trouve la phrase suivante (*Encyclopédie soviétique*, vol. 18, col. 228) : *Gorky est sur la frontière qui sépare la littérature intellectuelle de la littérature prolétarienne. Précurseur de cette dernière, il monte graduellement vers la pleine conscience de la classe prolétarienne... Lénine connaissait certaines erreurs de Gorky dans le domaine de la philosophie, de la politique, etc., néanmoins il l'appelait « le plus grand représentant de l'art prolétarien »*..

Comme nous le voyons, malgré l'éloge final, la réserve de l'Encyclopédie est assez symptomatique. Somme toute, cette biographie est une leçon discrètement mais fermement administrée aussi bien à Gorky qu'à ceux qui sont appelés à l'imiter. Que lui reprochent donc les communistes? Dans le fin fond des choses, Gorky a été révolutionnaire pour renverser le gouvernement impérial mais pas pour installer le pouvoir des Soviets. Les faits cités le prouvent assez bien. Sa mentalité est tout autre que celle des communistes dirigeants. Au nom de la dignité humaine, il croyait qu'on devait abolir un pouvoir absolu et autoritaire — celui des Soviets est mille fois plus absolu et plus autoritaire que celui

de l'Empire. Au nom de la justice, il voulait détruire tous privilèges de classes sociales. Mais rien que dans le domaine de l'enseignement, après avoir supprimé les trois écoles supérieures qui, du temps de Nicolas II, étaient exclusivement réservées aux nobles, les communistes ont rendu l'enseignement du deuxième degré (secondaire) et de troisième degré (supérieur) presque inaccessible aux jeunes gens d'origine non prolétarienne. Sans parler des restrictions qu'on fait pour les nominations aux emplois les plus modestes dans les services publics. Dans le désir de rendre l'existence plus agréable, Gorky voulait relever le bien-être du peuple. — Or, quoi qu'on en dise dans les journaux soviétophiles, jamais en Russie la vie n'a été aussi pénible que sous les Soviets.

En résumé, nous devons affirmer que l'apparence de l'amitié de Gorky avec les Soviets est un malentendu, savamment créé par les dirigeants du Kremlin, désireux de montrer au grand public un homme de lettres illustre sorti du peuple et allié à la III^e^ Internationale.

Gorky écrivain

La valeur littéraire de ses œuvres nous suggère la formule suivante : Gorky était possédé par son art mais ne le possédait pas du tout. Il procédait par inspiration et enthousiasme. Techniquement toujours imparfaits, ses écrits sont composés de tranches d'une valeur artistique très inégale. A côté de pages ravissantes par la simplicité du langage et par la séduction des images puissamment évocatrices, on en trouve de très monotones, très artificielles, sans originalité, qui trahissent chez Gorki une absence complète d'école littéraire. Certains de ses romans ont moins de ces longueurs pénibles, par exemple *L'Enfance*, *Thomas Gordieef*, d'autres en sont presque entièrement tissés. Toujours ses œuvres dramatiques sont faites de phrases banales, à la mode du jour, et aucun souci de représenter des caractères pris dans la vie ne

s'y fait sentir. Le volume *Mes Universités* est composé d'une série de nouvelles et d'articles qui ne sont soudés ensemble que par le nom de l'auteur, le titre même de l'ouvrage ne correspondant pas toujours à leur contenu.

Toute la séduction de Gorky est exclusivement dans son enthousiasme, enthousiasme dont il n'est pas maître et qui perce quand il veut et où il veut. Cet enthousiasme coïncidant avec les tendances politiques du grand public lui a créé une popularité énorme, fort peu proportionnée à la valeur littéraire proprement dite de ses œuvres.

Ceci est utile à noter pour comprendre que Maxime Gorky ne peut pas, quoi qu'on en fasse, devenir ni un écrivain professionnel attelé, malgré ses convictions intimes, à la tâche de la reconstruction sociale entreprise par les Soviets, ni encore moins chef de l'école d'écrivains soviétiques.

La vie le prouve déjà : depuis sa rentrée en U.R.S.S. (en 1928) l'écrivain, qui avait promis deux romans, n'en a pas sorti un seul. L'inspiration et l'enthousiasme l'ont abandonné. Une critique littéraire et psychologique, faite en émigration par Mme Kouskova, ancienne révolutionnaire et admiratrice de Gorky, appelle son idole d'autrefois « *un faucon aux ailes coupées, mais non plus un bourévestnik* », phrase très cruelle mais très juste. En réalité, son cœur ne bat pas à l'unisson des enthousiasmes dont il est entouré et dont il ne comprend que trop le caractère artificiel. Et comme il ne possède pas suffisamment son art pour pouvoir écrire sur commande, il abandonne sa plume et se laisse docilement conduire d'une estrade à l'autre.

Les Soviets se rendent parfaitement compte de cette situation.

Il y a déjà plusieurs années, au cours d'une réception d'écrivains soviétiques, Staline avait conseillé à ceux-ci de lire Gœthe, Shakespeare, les classiques russes. « Cela vous apprendra à mieux écrire », avait-il dit. Au moment où ces paroles sages furent prononcées, elles parurent trop imprévues et on les prit pour une boutade. Mais depuis, la ligne de conduite générale du gouvernement soviétique représente

une suite logique donnée aux paroles, peut-être improvisées, de Staline. On réédite et on complète les éditions de Tolstoï, de Dostoïesvky, de Tchékoff, on parle d'eux dans la presse périodique, et les statistiques de ventes de livres, ou de location de livres dans les bibliothèques publiques prouvent que si en U.R.S.S. le grand public ne suit pas toujours les conseils de Staline, ce dernier en donne parfois de tels qui sont fidèlement obéis, et même peut-être avant d'être formulés. En effet, pour le choix de la lecture, les statistiques n'ont paru qu'après la fameuse réception des écrivains soviétiques chez le dictateur du Kremlin.

Gorky a fait son temps chez les Soviets. Les événements l'ont dépassé. A l'âge de soixante-six ans, l'ex-écrivain qui n'a jamais possédé à fond la technique littéraire et qui, depuis plus de dix ans, a perdu l'enthousiasme de l'inspiration, abandonne son métier en s'exhibant sur les estrades de réunions solennelles où on le montre sans être très sûr de lui.

Ses origines ne sont pas authentiquement plébéiennes. Ses racines politiques, quoique révolutionnaires, remontent non à Karl Marx, dont les communistes prétendent appliquer les théories sociales, mais au libéralisme humanitaire, si peu compatible avec l'atmosphère de la dictature rouge. Quant à la gloire littéraire de Gorky, elle est entièrement dans l'inspiration d'un grand tempérament s'associant au mouvement révolutionnaire idéaliste et humanitaire d'autrefois. Avouons qu'à l'heure actuelle, dans la situation de Gorky, il est beaucoup plus facile de saluer et de sourire que d'écrire des romans.

En rentrant en U.R.S.S., Gorky s'est tout aussi cruellement trompé que ceux qui l'y ont invité. Mais à son âge, saura-t-il rompre avec les Soviets et rejoindre l'émigration pour y affronter les pires moqueries? Il est fort difficile de répondre à cette question. En attendant, il reste à Moscou. *Quousque tandem?* On le saura un jour.

G. Maklakoff.

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

Disques religieux russes

II. — Chants de la Semaine Sainte

Voici, extraits du répertoire de la Semaine Sainte, quatre morceaux classiques, dont deux appartiennent à l'Office du Jeudi-Saint et les deux autres à celui du Vendredi-Saint.

Classiques, ces antiennes le sont non point tant en raison de leur universelle exécution dans les églises cathédrales de Russie que pour leur facture même. Ce sont des spécimens — au moins trois d'entre elles, celles qui ont pour auteur Lvof, Bortniansky et Tourtchaninoff — de l'art et de la technique très caractéristiques de ces illustres compositeurs. C'est surtout ce que nous voudrions mettre en relief dans le commentaire qui suit.

Assurément ces quatre morceaux, enregistrés par Gramophone, sont loin d'épuiser le répertoire des chants de la Semaine Sainte. Nul temps liturgique ne convient mieux à la piété russe, toujours tendre, encline à la mélancolie, tourmentée par le mystère de la souffrance humaine... Aussi n'a-t-on nulle part mieux chanté, ni plus abondamment, ni d'une façon plus poignante la Passion de l'Homme-Dieu.

A votre Banquet mystique, ô Fils de Dieu, daignez me faire parti-
[ciper,

(Vétchéri tvoéia | taïnyia, | dnéss, Syné Bojii, pritchasnika mia
[priimi)

A vos ennemis je n'en livrerai pas le secret,
(Né | bo | vragōm tvoim ṭaïnou povém)

Ni je ne vous donnerai de baiser comme Judas
(Ni lobz̄aniia Ti dam | ī̄ako lo͞uda)

Mais comme le bon larron, suppliant, je vous crie :
(No ī̄ako razboïnik isspovēdaiou Tia)

Souvenez-vous de moi, Seigneur, dans votre royaume.
(Pomiani mia, Gōspodi, vo tsarstvii tvoém.)

Cette antienne est exécutée le Jeudi-Saint pendant la liturgie de Saint-Basile qui fait suite aux Vêpres, une première fois à l'Offertoire, à la place de l'Hymne des Chérubins, puis au moment de la Communion.

« Prière pour une communion sainte » porte en sous-titre le disque (EK 132) sur le catalogue Gramophone. Cette antienne peut être, en effet, considérée comme une prière préparatoire à la communion pascale qui se fait en Russie de préférence au début du Carême, ou mieux à la liturgie du Jeudi-Saint. L'audition du morceau que nous analysons ne permet d'ailleurs aucun doute à ce sujet. Lvof, son auteur, qui avait l'âme profondément religieuse, a fait passer dans cette composition sa foi vigoureuse, attendrie, dans le plus grand de nos mystères. Ce chant n'est que recueillement, adoration. Il est éminemment eucharistique. Simple, sobre dans sa ligne mélodique comme dans ses accords, rien n'y est sacrifié à l'effet. Son émouvante austérité en fait la grandeur.

Ce morceau est en même temps très expressif du travail et de l'art du plus illustre chef de la Chapelle Impériale au XIX^{e} siècle. On sait qu'Alexis Féodorovitch Lvof — l'auteur de l'hymne national russe — succéda à son père comme Directeur de la Chapelle Impériale, charge qu'il garda jusqu'en 1861, et que durant ce temps il mit en ordre et harmonisa, avec le concours très actif de Vorotnikof, les chants de l' « *obikhod* » (chant d'église ordinaire) du cycle liturgique annuel. Au nombre des œuvres originales relevant de

ce travail figure précisément l'antienne du Jeudi-Saint que nous analysons.

Harmonisation d'un air ancien, appartenant probablement à ce que les historiens de la musique russe appellent le « *grétcheskij rospév* », c'est-à-dire au cycle des vieilles mélodies grecques, ce morceau reflète les qualités essentielles du thème primitif dont il a la vie, la fraîcheur de sentiment, la secrète douceur, le tracé artistique. Selon une théorie qui lui était chère (et dont il a d'ailleurs fait un exposé technique dans l'une de ses brochures), Lvof en a respecté également le rythme libre.

Dans cette composition le thème mélodique est fréquemment interrompu par des soupirs et des pauses (1). Il semble qu'on n'avance qu'avec peine tout au long de ce morceau où prédomine une note d'étonnement devant la grandeur du mystère célébré, d'inquiétude au souvenir du traître Judas... Le mouvement est assez lent (*larghetto*). A peu près partout l'accentuation des mots est soulignée, ce qui donne au chant le caractère du langage parlé, d'une prière vivante. Le début, très calme, est exécuté *pianissimo*; un léger renforcement des voix sur « pritchasnika » vient seul interrompre la paisible et majestueuse coulée de cette première phrase. — La deuxième partie de l'antienne s'ouvre par un « forte » marqué avec intensité sur le passage où il est fait allusion au baiser du traître. Il y a comme de l'indignation dans les voix. Mais bientôt le chant reprend son aspect primitif de prière silencieuse, d'adoration recueillie, pour se terminer sur un mouvement excessivement lent et dont l'austère gravité est encore accentuée par le registre fort bas de chacune des parties, plus particulièrement par celui des contrebasses (*do* à l'octave inférieure).

De ce morceau le chœur d'Afonsky (de la cathédrale Alexandre Nevsky à Paris) nous donne une exécution impec-

(1) Nous les avons notés par des barres dans le texte de la transcription. L'accentuation des mots particulièrement mis en relief dans la partition est aussi indiquée au moyen de traits placés au-dessus des syllabes accentuées.

cable où se révèle la forte discipline du groupe. L'extrême souplesse des voix d'hommes est surtout à noter (1).

***

Votre temple, ô mon Sauveur, je le vois orné,
(Tchertōg tvoï | vijdou, Spāsé moï, oukrāchennyi)
Mais de vêtement je n'ai point pour y entrer.
(I odéjdy | né iman, | da vnidou v'ogne.)
Éclairez le vêtement de mon âme, ô Source de lumière,
(Prosvétī odéianié douchi moéia, Svétodavtché),
Et sauvez-moi, sauvez, sauvez-moi.
(I spasi mia, spasi, spasi mia.)

Le nom de Bortniansky — à qui nous devons la composition présentée ici par Gramophone (EK 142) — évoque une époque d'intense et décisive activité dans l'histoire de la musique religieuse russe.

C'est en effet sous son impulsion et d'après ses directives qu'à la fin du XVIII[e] siècle et au début du XIX[e] fut entrepris sur une grande échelle le travail d'harmonisation des anciennes mélodies d'église. Travail soumis à une méthode rigoureuse dont le but était de donner aux anciens airs, qui ne comportaient d'autre mesure que celle des mots, un rythme musical. Cette méthode aboutit à la création de mélodies originales, sensiblement différentes de celles contenues dans les livres notés édités précédemment avec l'assentiment du Saint-Synode, où pourtant était sauvegardé l'essentiel de la ligne mélodique.

(1) Signalons, pour les amateurs de musique religieuse russe, le *Recueil de chants religieux russes*, de Célestin Bourdeau, publié par Bessel et Cie avant la guerre et où se trouve l'antienne de Lvof pour le Jeudi-Saint.

L'antienne *Tchertog tvoï*, chantée les trois premiers jours de la Semaine Sainte ainsi que le Jeudi-Saint à Matines, est une des harmonisations les plus réussies de Bortniansky. L'armature en fut fournie par une mélodie appartenant au *Kievskij rospév*, c'est-à-dire au cycle des vieux airs de Kief : l'auteur en a respecté l'extrême brièveté et simplicité. Le morceau comporte deux phrases bien distinctes, l'une ayant le caractère d'un récitatif, l'autre celui d'une prière. L'attaque en est faite avec vigueur par toutes les voix sur *Tchertog tvoï*, mettant ainsi en relief le premier terme de l'opposition que contient la première phrase. *I odéjdy né imam*, le second terme, est donné plus faiblement, avec une nuance d'amertume dans les voix qui traduit le regret de l'âme de n'être point vêtue de la robe du festin. Comme dans une diction soignée, grâce aux soupirs et pauses, chaque membre de phrase se détache nettement. — Puis, sur l'accent de la supplication et non plus du récitatif, une nouvelle phrase mélodique s'inaugure. Suivant une progressive et vigoureuse ascension le thème musical avec ampleur se déroule ; enfin, après un notable arrêt des voix, doucement mais non sans insistance, la prière s'achève.

S'il est dans les œuvres de Bortniansky une composition à laquelle convienne le jugement porté sur les œuvres du maître par Feodor Petrovitch Lvof (le père d'Alexis), c'est bien cette antienne du Jeudi-Saint (1). « Les œuvres musicales religieuses de Bortniansky, écrit-il, traduisent de très près les mots et l'esprit des prières. C'est en vue de cette transposition des paroles de la prière dans la langue de l'harmonie que Bortniansky évite les accords compliqués qui, en dehors de l'amalgame des sonorités, ne signifient rien et ne sont inventés que pour témoigner de la vaine érudition de l'auteur... C'est pourquoi ses compositions ne distraient pas celui qui prie par des sons dépourvus de signification. A la

(1) Cette antienne a été publiée avant la guerre par la maison Iourgenson de Moscou dans le recueil intitulé : *Recueil complet des œuvres de musique religieuse*, de Dm. Bortniansky. Edition sous la rédaction de P. Tchaïkovsky.

délectation du cœur il ne préfère jamais la délectation sans âme du son pur. Bortniansky « coule » le chœur dans un sentiment dominant, dans une pensée maîtresse, il les exprime tantôt par une partie, tantôt par une autre; il concentre habituellement tout le chant dans l'unité harmonique de la prière. »

***

Au bon larron repentant, en cette heure, vous avez daigné ouvrir [votre ciel, Seigneur;
(Razboïnika blagorazoumnago, vo édiném tchasé raévi spodobil [ési, Gospodi;)
Faites qu'à moi aussi l'arbre de votre croix apporte lumière et salut.
(I méné drévom krestnym prosvéti i spasi mia)

Voici, pour le Vendredi-Saint, une lugubre composition dont la distribution des parties ressemble étrangement à celle du morceau précédent. Ici également 2 phrases bien distinctes : l'une où le chœur (un trio de voix d'hommes) énonce le récitatif; l'autre (à partir de « *I méné* ») grave, tragique prière de supplication dont les termes, énoncés tout d'abord par un soliste, sont repris avec une lenteur extrême, en sourdine, par le chœur (EK 72).

Pitoyable supplication d'un moribond qui évoque avec une puissante intensité de sentiment la suprême prière du bon larron en croix. — Le morceau est sans indication d'auteur. Mais par sa facture il rappelle les vieux airs du cycle de Kief. — A noter la très expressive interprétation du soliste, le ténor V. Milovidof.

***

Le noble Joseph,
(Blagoobraznyi Iosif)

Ayant détaché de la Croix votre Corps très pur,
(S'dréva sném prétchistoé Télo tvoé)
L'ayant enveloppé d'un linceul immaculé,
(Platchanitséiou tchistoiou obviv)
Et oint d'aromates, le déposa dans un sépulcre neuf.
(I voniami vo grobé nové pokryv poloji.)

Le Vendredi-Saint au soir, à l'Office de Vêpres, se déroule dans les églises russes une cérémonie fort émouvante. Après le chant de la Passion les prêtres célébrants prennent sur l'autel un voile figurant le linceul dans lequel fut enveloppé le Corps du Christ et où se trouve brodée la scène de la mise au tombeau. Une procession se forme : lentement, après avoir fait le tour de l'autel, elle gagne les portes saintes de l'iconostase puis descend les marches de l'ambon et se dirige vers le milieu de l'église. Là, pieusement, le voile est déposé sur un autel tendu de noir; un Évangile et une croix y sont placés. Un à un, gravement, les célébrants s'avancent et après trois profondes génuflexions adorent la croix et baisent l'Évangile. Aussitôt terminée la vénération du Tombeau par le clergé, les assistants, en foule, s'approchent pour vénérer à leur tour. Bientôt le Tombeau n'est plus qu'un amoncellement de fleurs. Une multitude de petits cierges allumés par la piété des fidèles éclairent cette scène d'une grandiose et touchante beauté.

Pour accompagner ce dernier hommage rendu au Corps crucifié du Sauveur nous trouvons dans le répertoire de la musique d'église russe une composition d'une inspiration particulièrement élevée. Écrite par un contemporain de Bortniansky, célèbre lui aussi pour ses harmonisations de mélodies anciennes, l'archiprêtre Tourtchaninoff, elle nous offre un type caractérisé de sa méthode de composition. La mélodie — reproduction fidèle d'un thème appartenant à l'un des cycles d'airs anciens, probablement le *grétchesky rospév* — est attribuée ici, comme il arrive souvent chez Tourtchaninoff, à la deuxième voix (alti) et répétée parallè-

lement en tierce et quinte par les ténors et soprani. L'harmonie s'y distingue par un large registre : dans le temps où alti et soprani parviennent à la limite supérieure de leurs registres respectifs, les basses se tiennent à la distance de 2 octaves 1/2 en dessous.

Ce chant dont la mélodie, comme celle d'une berceuse, est reprise à chaque phrase par le chœur, est d'une douceur infinie. Le mouvement en est très lent (*largo lento*) et l'exécution *pianissimo* (*pppp*. selon la notation de certains textes). — Le chœur d'Afonsky nous en a donné une interprétation très fidèle, où éclate l'absolue maîtrise des voix (EK 141).

Ant. Hubatzek, O. P.

QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES

CIVIS. *Carnages politiques.*

La morale et la raison d'État.

M. DE GANDILLAC. *Le plan du 9 juillet.*

Encore un plan, et qui résume assez bien les idées de réforme qui sont aujourd'hui « dans l'air ». Il est critiqué ici avec sympathie, mais en toute franchise.

A.-D. TOLÉDANO. *La grande peur.*

Un tour d'horizon qui n'est pas très agréable..

JEAN CAYEUX. *La Semaine Sociale de Nice.*

M. LALOIRE. *Le travail de la femme mariée.*

Une enquête des patrons catholiques en Belgique et une proposition de loi du P. Rutter.

MARC D'ANIEL. *La France veut un chef.*

Ce livre de notre collaborateur G. Coquelle-Viance n'a pas été sans soulever quelques critiques.

J. T. *La retraite intellectuelle.*

Le spirituel et le politique.

Dr K. TÜRMER. *En Allemagne : après le plébiscite.*

A travers les revues. 1934 : la guerre qui revient?

Billet de Civis

CARNAGES POLITIQUES

Quand ils voient couler le sang, les fauves apprivoisés en reprennent le goût. La guerre a produit le même effet sur l'humanité. Nous sommes redescendus d'un degré dans la barbarie. La vie humaine a perdu de son prix au regard de beaucoup de gens. On se massacre sans hésitation et sans remords. Il se trouve en outre de solennels doctrinaires pour persuader aux hommes qu'il ne peut rien leur arriver de meilleur, et que le pire, l'anormal, est de mourir dans son lit. L'abattoir est en train de devenir un idéal.

La politique ne pouvait pas manquer d'exploiter cette veine, dont elle regrettait l'épuisement. Tous les moyens lui étant bons, les plus radicaux sont préférables. Elle glisse aux mœurs du bas-Empire et de la Renaissance, mais elle les perfectionne. La diplomatie du browning, en attendant celle du typhus ou de l'ypérite, est en grande faveur. Entre adversaires on se dit aujourd'hui : Aime-moi ou meurs. Et l'on s'arrange pour ne pas laisser traîner longtemps la liberté du choix.

La Russie a pris les devants. La férocité raffinée de la révolution bolchevique a évoqué le sadisme asiatique. On s'est alors voilé la face en protestant de la supériorité de l'Occident. Il apparaît malheureusement que l'Occident a été gagné par la contagion de la mort violente. Craignons qu'elle ne s'étende jusqu'à nous. On se souviendrait alors malgré soi de la phrase de Paul Valéry : « La France, ce petit cap du continent asiatique... »

Les meurtres pour raison d'État sont en déplorable recrudescence. Ils se sont multipliés, en plus ou moins grande abondance selon le tempérament des peuples. Qu'on prenne

garde cependant que le nombre n'y fait rien. Un seul attentat, si l'on prétend le justifier, pose le principe pervers et ruine la morale. Le browning a fonctionné en Italie à l'avènement du fascisme, en Bulgarie, en Yougoslavie où des députés ont été tués à leur banc en plein Parlement, en Espagne où l'incendie a éclairé la scène. Récemment la Pologne a offert un spectacle semblable. Mais c'est l'Autriche et l'Allemagne qui l'emportent en sauvagerie.

Pour l'Allemagne, nous avons été accoutumés au procédé. Depuis quinze ans, communistes et nationalistes rivalisent de cruauté. Un complot permanent voue à la mort les hommes politiques qui déplaisent, Rathenau après Erzberger. Le recours au revolver est un certificat de civisme. Qui a lu Hitler ne peut plus s'étonner de rien. Les destins suivent leur cours empoisonné.

Mais le cas de l'Autriche nous remplit d'une profonde tristesse. Ce pays ne s'est jamais réclamé des dieux sanguinaires de la forêt germanique. On vantait la douceur de ses mœurs, et pour en avoir goûté l'hospitalité délicate, on était prêt à attester la bonhomie avenante de sa population. L'influence de la religion lui avait imprimé, semblait-il, une simplicité paisible qu'un peu de frivolité faisait croire encore plus inoffensive. Comme les temps sont changés! La guerre a passé là, et puis le marxisme armé, et l'ombre de Bela Kuhn. Il faut bien en convenir, quelque répugnance que l'on éprouve, une partie de ce peuple débonnaire est aujourd'hui prussianisée et paganisée.

Après la tuerie organisée par Hitler le 30 juin, le meurtre de Dollfuss a soulevé de dégoût le monde entier. On s'en réjouirait sans réserve si l'on était sûr que la condamnation a porté sur le moyen et non pas seulement sur la cause qu'il a servie. La protestation aurait-elle été aussi vive pour la cause inverse, le moyen restant le même?

C'est le point sur lequel il est urgent de projeter un peu de lumière, pour éclairer la conscience universelle. Sa révolte ne sera jamais trop encouragée. Il faut crier holà de toutes nos forces. Mais le gain serait maigre si nous inclinions demain à excuser, au nom de notre intérêt, ce qu'aujourd'hui notre intérêt contrarié nous engage à blâmer.

Il serait dangereux qu'on se fît illusion à ce sujet. Ce qui est en question c'est la légitimité de certains moyens utilisés par la politique, à qui on a coutume de tout pardonner.

Oui ou non, l'assassinat politique est-il licite? Et non pas seulement l'assassinat, mais toutes les basses industries de la corruption, de la prostitution soudoyée, de l'espionnage, du parjure et du vol.

Oui ou non, les nations qui se disent civilisées vont-elles continuer à porter leurs hommages publics ou secrets, selon le degré de cynisme ou de rouerie, sur l'autel de Machiavel?

Je dis Machiavel, parce qu'il est le plus fameux des philosophes de la politique axée sur la recherche unique du profit à tout prix. Je le prends comme symbole.

Il est surtout le témoin d'une époque, un témoin complaisant, et il y a un peu de tout dans son œuvre. On trouve même dans son « Prince » des axiomes de sagesse pratique, et des vérités de bon sens, qui d'ailleurs ne sont point propres au maniement des hommes. Mais il est célèbre pour avoir posé en théorie qu'il n'est pas possible à un chef d'Etat d'observer les règles communes de l'honnêteté, et qu'il ne doit s'y tenir que lorsque son intérêt s'en trouve bien.

Nous ne pouvons oublier qu'il propose en exemple dans « le Prince », comme type accompli du politique selon son cœur, ce César Borgia dont la mémoire est vouée à l'exécration pour les crimes abominables et les infamies sur lesquels il a fondé sa fortune.

Beaucoup de ses admirateurs et de ses disciples ont évité de se déclarer publiquement, et nous ne dédaignons pas cet hommage inconscient rendu par le vice à la vertu.

Mais la précaution paraît devenir superflue. Le chef de l'État italien a fait publier une édition nationale des œuvres de son écrivain préféré, et il a voulu en écrire la préface élogieuse.

Plus récemment nous n'avons pas été peu surpris de rencontrer sous la plume de M. Barthou un vif éloge de Machiavel dans la préface d'un livre publié à la louange de la démocratie en Suisse.

Qu'on ne dise pas surtout qu'il faut bien se mettre à l'unisson, et que s'y refuser c'est se sacrifier.

L'histoire ne manque pas de gens vertueux qui ont réussi, et même il ne serait pas difficile de justifier le mot de Jacques Piou, que l'honnêteté est la meilleure des politiques.

CIVIS.

Le plan du 9 juillet

Parmi les nombreuses réactions « constructives » suscitées depuis six mois par les émeutes parisiennes, le *Plan du 9 juillet*, qui vient de paraître chez Gallimard (prix 2 fr. 50), avec une introduction de M. Jules Romains, s'impose dès l'abord à la sympathie du lecteur parce qu'il est un effort de « bonne volonté » et que les jeunes gens qui l'ont rédigé (appartenant à diverses formations de droite et de gauche) ont tâché de faire taire en eux les préjugés de classe ou de parti ; au terme de leurs discussions on trouve autre chose qu'un pacte de « trêve » ou qu'une notion discrète d'ajournement, et l'on peut admirer qu'ils se soient mis réellement d'accord sur une série de réformes positives, dont les unes visent à la réforme des cœurs et des esprits, les autres à l'organisation meilleure de la cité.

Comme on pouvait s'y attendre, ce document fait moins de place aux moyens purement spirituels que d'autres déclarations récentes qui ne portaient que des signatures catholiques et qui se présentaient plutôt comme un appel à la conscience chrétienne que comme un plan de réformes. Il va de soi que l'un n'empêche pas l'autre et que même, quoi qu'on en ait dit, le rappel des exigences évangéliques, sans passer pour une « panacée politico-sociale », apporte une aide précieuse à toutes les entreprises qui vont réellement dans le sens du bien commun. Personne n'ignore que les meilleures institutions sont corrompues par la faiblesse ou par l'ambition de ceux qui les appliquent. Il n'en reste pas moins vrai que les mœurs du plus grand nombre souffrent de graves atteintes du seul fait de certaines réglementations législatives

qui ne tiennent compte ni de la dignité de la personne ni de la finalité propre des actes humains, et que c'est une tâche proprement morale que de réformer tout à la fois les lois et les consciences.

Ajoutons que les *moyens pauvres*, lorsqu'il s'agit de les appliquer à la vie publique, deviennent d'un maniement plus délicat et prêtent souvent au contresens (1). Tout en recommandant *d'abord* (et surtout tout en pratiquant nous-mêmes dans la mesure de nos forces) la recherche passionnée et pure du vrai et le primat de l'amour, nous devons collaborer avec tous les bons citoyens à la recherche, et, comme dirait Mgr Bruno de Solages, à l'*invention* des moyens « institutionnels » les moins impropres, dans une société corrompue et souvent anarchique, à réduire si peu que ce soit la part de l'injustice et celle du désordre. On se rappelle que les rédacteurs de la Déclaration *Pour le Bien commun*, auxquels on a reproché parfois de parler du haut du Sinaï, loin de désespérer du temporel et de n'y voir, à la manière d'un Kierkegaard ou d'un Karl Barth, que misère incurable, ont eux-mêmes pris soin d'indiquer sous une forme concise et souvent allusive comment les principes essentiels de la politique chrétienne, en s'adaptant aux conditions historiques et à l'état présent des consciences, pourraient trouver *hic et nunc* quelques applications concrètes d'une indéniable opportunité.

Les mots de *programme* et de *plan* suscitent, il est vrai, de sérieuses résistances de la part d'écrivains catholiques qui ne craignent pas d'user à l'occasion de formules pragmatistes. Raymond De Becker écrivait récemment : « Le programme ne se révèle que dans la vie »; et tous ceux qui savent le prix de la prudence lui donneront raison s'il ne s'agit que de modalités purement techniques. Le tort des réformateurs est d'oublier souvent que dans l'ordre des arts sociaux la sou-

(1) Gandhi vient d'en faire l'expérience à propos de la désobéissance civile et de la méthode de non-violence, défigurée, dit-il, par des intermédiaires trop « matériels ».

plesse est requise plus encore que lorsqu'il s'agit d'appliquer les formules de « la science » soit aux corps bruts soit même aux êtres vivants. Mais il ne faut rien exagérer, sous peine de se réduire à l'impuissance et de laisser trop de jeu à cette spontanéité créatrice qui s'appelle aussi l'improvisation. Je crois qu'à l'heure présente, dans notre pays de France, il est souhaitable que des hommes raisonnables, aidés de spécialistes, dressent le bilan d'un certain nombre de réformes sociales et politiques qui ont fait l'objet depuis vingt ou trente ans de sérieuses études préliminaires et que seuls les mouvements de l'opinion peuvent imposer peu à peu aux pouvoirs publics.

C'est bien ce qu'ont voulu faire les « *planistes* du 9 juillet », et nous leur savons gré d'avoir envisagé surtout des réalisations possibles dans un délai raisonnable et sans transformation radicale de la psychologie française. On remarquera qu'ils se sont bien gardés, pour cristalliser les énergies, d'invoquer l'un ou l'autre des mots d'ordre (souvent verbaux) qui retentissent depuis six mois dans les deux camps ennemis. Résolument, ils se placent sur le terrain plus prosaïque de ce qu'il avait bien fallu appeler, faute d'un nom meilleur, le *tiers-parti*. Comme les Catholiques du *Bien commun*, les auteurs du *Plan* refusent autant de s'enrégimenter ici ou là que de former (pour le moment du moins) une ligue nouvelle, exclusive elle aussi et dictant de haut ses mandements diviseurs, mais ils souhaitent moins on ne sait quelle pureté solitaire que le « regroupement » autour d'une tâche précise de tous ceux qui refusent la guerre civile.

Sur le 6 février lui-même, nos auteurs sont discrets ; ils ne veulent pas froisser les amours-propres ni ranimer les passions. On devine pourtant que, comme tous les observateurs impartiaux, ils ne voient dans la triste soirée parisienne ni la pure exaltation de l'honneur et de la vertu (aux cris de « Vive Chiappe! ») ni le coup de force démoniaque d'un fascisme représenté par une foule de braves gens, humbles et laborieux. Rien de plus factice que la *coupure* qu'on a prétendu découvrir ce soir là et que certains même ont

exaltée impudemment. Par delà les oppositions de mots, il est visible qu'on pressent un accord possible sur certaines vérités qui ne sont d'ailleurs ni d'un pays ni d'une époque. N'est-ce pas le signe d'un grand désordre que d'entendre parler aujourd'hui de *vertus de droite* et de *vertus de gauche*? « Vertus » peut-être, mais compromises à des degrés divers par des erreurs mortelles. N'oublions pas pourtant qu'elles sont toutes également nécessaires à la vie sociale et gardons-nous de négliger les unes ou les autres parce qu'on les voit prônées d'aventure par les théoriciens maintes fois condamnés du positivisme et du matérialisme. Il arrive que des remarques aussi banales paraissent suspectes, même à de bons esprits qui ont le tort seulement de découvrir partout ou l'impiété marxiste ou l'hérésie maurrassienne. A condition de la bien entendre, nous acceptons pour notre part cette phrase du *Plan* qui rejoint de très près certains éditoriaux de *Sept* et de *La Vie Intellectuelle* : « Dans cette tâche que nous leur proposons, les valeurs auxquelles les partis de droite se déclarent particulièrement attachés, — l'autorité, la discipline, l'ordre, — ne seront pas moins précieuses que l'idéal de liberté et de justice invoqué par les partis de gauche » (p. 20).

Un mot ici retient tout particulièrement l'attention, c'est le mot *liberté*. Tout en refusant certain libéralisme béat que personne ne défend (naturellement je ne parle pas des plumes serves qui rédigent la page économique du *Temps*), les rédacteurs du 9 juillet ne comptent pas sur le seul renforcement du pouvoir exécutif pour réaliser leur plan. On leur sait gré de se dire hardiment *pluralistes*, alors que tant d'esprits inclinent par une pente naturelle vers une forme vieille ou neuve de *totalitarisme*. Dans le régime qu'on préconise, place est laissée à la représentation réelle des intérêts et des personnes, à la « diversité des opinions », des « mœurs » et des « traditions régionales ». Ce n'est pas tout. Même dans la phase préparatoire, là où l'on peut admettre une « prise de pouvoir » par un gouvernement qui imposera « d'autorité » les réformes essentielles, encore faut-il (p. 2) que ce « gouvernement soit qualifié aux yeux de la grande majorité de

la nation par sa composition et par son programme ». On voit bien qu'il s'agit d'autre chose ici que du critère démocratique de la moitié plus un des suffrages exprimés (y compris celui des morts), et qu'il n'est guère besoin de solliciter le texte des *planistes* pour leur faire dire avec saint Thomas que tout acte révolutionnaire (insurrection ou coup d'État) suppose, entre autres conditions, l'assentiment préalable des *egregii cives*.

***

Sans discuter chaque détail, parcourons maintenant dans ses grandes lignes le *plan du 9 juillet*. Il se présente lui-même sous cinq rubriques : *les forces morales*, — *la réforme de l'État*, — *l'éducation*, — *les affaires étrangères* et, comme une sorte d'appendice, *l'économie publique*.

Dans la première partie, bien qu'ils dénoncent la « démoralisation » présente comme la source de tous nos maux, on peut juger que les auteurs de ce document ont été bien timides, soit dans l'étiologie soit dans le traitement de la crise morale. Sans doute ont-ils raison de noter que « les grandes idées républicaines ne semblent avoir été inscrites au fronton des monuments que pour être plus aisément reléguées en dehors des réalités pratiques » (p. 16), et l'on reconnaît là le thème si tragiquement illustré par les cinéastes soviétiques au début de leur *Dostoievsky*, mais sur les causes profondes de cette faillite les *planistes* n'insistent guère. On sent bien qu'ils n'ont pas de goût pour la métaphysique ; il est possible aussi que plus simplement ils ne tiennent guère à découvrir l'une ou l'autre de leurs ailes politiques en prenant position dans le vieux combat entre l'Église et la libre-pensée. Lorsqu'il s'agit des remèdes, on invoque Durkheim (sans le nommer) et le primat de l' « intérêt social ». Formule bien équivoque et qui dissimule souvent une simple substitution d'égoïsme. On a bien vu par des exemples

récents que la *mystique du service*, exaltée page 18, n'est trop souvent qu'un fanatisme de la production ou de l'État (1). Croit-on que, pour apaiser les querelles du monde et pour garantir cette condition première du bien commun qui est sans conteste la paix, il soit prudent, dans une Europe hérissée de méfiances et de douaniers, d'inculquer à la masse soi-disant l'excitation collective du *record* industriel (« dépasser l'Amérique... »), soit cette idolâtrie patriotique du vieil Horace qui déchaînait naguère sur les ruines du Forum l'enthousiasme fasciste?

Sur les réformes proprement politiques, on passera vite. Examen périodique de la Constitution, procédure légale de salut public dans des conditions déterminées, responsabilité individuelle des ministres, organisation de la présidence du conseil qui absorberait la justice et l'intérieur, scrutin de liste régional avec vote préférentiel, collaboration au travail législatif du Conseil d'État et du Conseil National Économique, décentralisation administrative et recoupements régionaux « conformes aux données de la géographie humaine », Chambres corporatives locales, École polytechnique d'administration, comités paritaires permanents pour régler les conflits de travail entre les fonctionnaires et l'État, suppression du Garde des Sceaux et de toute intrusion politique dans le domaine judiciaire, établissement d'une comptabilité budgétaire rapide et claire, etc..., il semble qu'il y ait là en effet toute une série de réformes possibles et bien étudiées qui permettraient une meilleure gestion de la chose publique. Il faut noter que, malgré la place faite aux « corporations » (qui d'ailleurs ne doivent pas être des organismes d'État) et, par l'intermédiaire du Sénat, à la représentation des « communes », les députés resteraient dans ce système les représentants du citoyen en tant qu'individu, hors du

(1) On aimerait savoir ce que signifie « une France *intense* et pacifique, matériellement et moralement *équipée* » (p. 20), et avant de restaurer *la hiérarchie des personnes* (p. 19), on attendrait que fût rappelée d'abord leur commune et leur éminente dignité.

lieu et de la profession. C'est là une intention louable et dont on trouve aussi l'indication dans le *Bien Commun*. Il faut avouer qu'elle est difficilement réalisable sans retomber dans la plupart des maux inhérents au régime électoral. En vérité, Rousseau l'avait bien vu, la personne est irremplaçable, et ce que le vote exprime, ce sont soit des intérêts, ou bien des opinions métaphysiques, qui pour la grande masse resteront toujours des tendances vagues ou des passions irraisonnées. Quel que soit le scrutin, on retrouvera les intrigues de clans, la démagogie des programmes, le règne des minorités. Comme remède à la *politique professionnelle*, on nous offre, il est vrai, le vote obligatoire « sous peine d'amende » (p. 24). Curieuse manière de sauvegarder les libertés fondamentales de la personne humaine!

En matière d'éducation, les collaborateurs du 9 juillet, soucieux ici encore de laisser dormir les vieilles querelles, ne font allusion ni au problème de la laïcité ni à la répartition proportionnelle. C'est pourtant là une pierre de touche où l'on aimerait juger leur *pluralisme*. Est-ce assez d'accepter « la liberté de l'enseignement dans ses limites actuelles », et ne faudrait-il pas concevoir comme dans d'autres pays une loyale collaboration entre des maîtres qui ne professent exactement ni le même idéal de vie ni la même conception du monde? Du moins sachons gré aux *planistes* de rappeler avec M. de Monzie que l'école unique implique logiquement le passage des instituteurs dans les lycées et comme en Allemagne leur accession possible aux chaires d'enseignement secondaire. Ils ajoutent, il est vrai, que cette infusion d'un sang nouveau rapprocherait la culture bourgeoise des réalités concrètes et la prémunirait contre les « humanités » livresques. L'idée en soi n'a rien qui nous répugne, à condition d'ajouter expressément, comme le font les amis de M. Romains, que toute vraie culture est désintéressée et que concret ne signifie pas technique. Sur ce point ils convient parents et maîtres à un double examen de conscience qui peut être salutaire : « La tendance actuelle des familles françaises est de considérer l'instruction indi-

viduelle comme un moyen d'obtenir une situation sociale plus élevée. Les programmes universitaires semblent eux-mêmes conçus dans ce but et les professeurs ne font guère de cours que sur les matières des programmes d'enseignement » (p. 32).

Le problème de l'éducation dépasse d'ailleurs l'école et la famille; nos auteurs l'ont bien vu, c'est une œuvre collective de longue haleine, qui doit se prolonger à la caserne, par un apprentissage physique et moral dans le sens indiqué par Lyautey dès 1891, et, plus tard, par l'influence quotidienne d'un système d'informations écrites et parlées, libre d'intrusions financières et de pressions officielles. Pour y réussir, les *planistes* envisagent une corporation de la presse, secouant le joug d'Havas et s'imposant de vendre ses feuilles au prix de revient. L'idée est excellente; il est à craindre seulement que le public regimbe s'il lui faut débourser quinze ou vingt sous pour son journal quotidien; et peut-être aussi que les annonceurs, traitant directement avec les feuilles, ne soient guère moins compromettants pour leur indépendance que l'officine centrale de la rue Richelieu...

La quatrième partie du *Plan*, traitant des affaires extérieures, dénonce avec raison l'incertitude d'une politique qui oscille entre le pacifisme sentimental et l'attachement têtu aux « dictées » de 1919, entre le vieux système des alliances et la répudiation solennelle des moyens politiques fondés sur la ruse ou sur la force. Mais aujourd'hui les événements sont tels qu'il n'est plus temps d'épiloguer sur le passé et qu'on n'ose plus prévoir l'avenir, même le plus immédiat. Les auteurs du 9 juillet sont trop prudents pour définir dans ses détails le *jeu* politique qui, à défaut d'une organisation juridique de la communauté européenne, incompatible avec la coexistence quasi monadologique des États totalitaires, pourra seul sauvegarder demain le bien précieux de la paix. Ils marquent seulement, avec beaucoup de sagesse, l'influence bienfaisante d'une réforme intérieure : « Une France unie... inspirerait le respect en montrant à l'Univers une force plus efficace encore que tous les instruments de

guerre, celle qui nait d'une solidarité sociale active et librement consentie » (p. 36).

Ajoutons, pour notre part, que l'*union* ne suffit pas et que le consensus social exprime assez souvent la passion ou l'intérêt d'une minorité, habile à susciter les déviations les plus contradictoires de la conscience collective. Actuellement on ne conçoit guère en France de ministre des affaires étrangères, même le plus libre et le mieux informé, qui ne vive dans la crainte de ce qu'on appelle l'opinion publique. Or celle-ci est dominée en fait, tantôt par l'astuce commerciale des fournisseurs de béton, des gros métallurgistes, des armateurs, tantôt par la démagogie électorale de ceux qui flattent systématiquement le goût du plus grand nombre pour la facilité même illusoire...

Nous touchons là à des points névralgiques, qui n'ont pas échappé aux *planistes*, mais qu'ils considèrent peut-être avec quelque optimisme. Nous l'avons dit déjà, là où l'élection est personnelle et se fait sur des opinions, le champ est libre à toutes les opérations qui dissimulent au citoyen moyen la complexité vraie des grands problèmes politiques. Et par ailleurs, devant la force de l'argent, qui est d'une incroyable souplesse et qui s'adapte immédiatement à toutes les précautions législatives, ne faut-il pas envisager des mesures proprement « révolutionnaires »? Les collaborateurs du 9 juillet, qui n'aiment pas les grands mots, parlent seulement, dans leur sixième partie, d'une *substitution*. Il est vrai qu'elle est d'importance puisqu'il ne s'agit de rien de moins que de déraciner l'antique notion du profit individuel, tout en sauvegardant l'initiative et la personnalité.

Le problème n'est pas simple, lorsqu'on veut le résoudre en répudiant tout aussi bien le « capitalisme libéral et individualiste » et les « formules marxistes ». On ne s'étonnera pas de retrouver ici le système de la corporation, groupement mixte des syndicats de patrons et d'ouvriers, libre en principe, soumis seulement à l'arbitrage de l'État et recevant d'organismes spécialisés toutes les informations statistiques nécessaires à l'harmonie de la production et de la consom-

mation. Mais nos auteurs savent bien que la mesure est insuffisante et que de tels organismes, sans une réforme plus profonde du régime financier, risquent de retomber sous la domination des plus riches et de susciter des réactions de masse, tout aussi légitimes qu'anarchistes. Et qui ne voit, dans ce cas, que l'arbitrage de l'État supposerait non seulement une bureaucratie redoutable, mais surtout une indépendance illusoire entre les parties en présence?

Sur les réformes *profondes* du système économique, il est dommage que le *Plan* soit si discret, alors qu'il s'étend longuement sur des questions qui ressortissent plutôt à la vertu de prudence (grands travaux, dévaluation monétaire, etc.). En particulier nous aurions aimé plus de précisions sur le système des *contrats d'association* qui doivent se substituer peu à peu au prêt à intérêt et à toutes les formes du salariat et de la location à prix fixe. S'agit-il réellement de cette *copropriété* où la déclaration *Pour le Bien commun* voyait la forme la plus humaine de l'organisation du travail? Ou bien n'est-il question que d'une sorte de participation aux bénéfices, sans le partage réel des responsabilités? La question vaut qu'on y réponde, surtout si l'on se rappelle la profonde impopularité dans certaines campagnes françaises d'un système comme le métayage, dont le *Plan* semble, page 47, envisager l'extension et peut-être l'adaptation à l'industrie.

* * *

On devine par ce résumé que, sans se prévaloir d'une vaine originalité, le programme qui nous est soumis par le groupe du 9 juillet résume assez clairement les idées de réforme qui sont aujourd'hui « dans l'air ». J'ajoute que sur plus d'un point leurs auteurs se trouvent d'accord, peut-être sans le savoir, soit avec les conclusions des Semaines sociales, soit avec les enseignements pontificaux. Enfin, malgré certaines négligences de style et des formules parfois trop « molles », tout le document respire une simplicité, une sérénité, une jeunesse, qui font la meilleure impression.

Peut-être faut-il pourtant lui reprocher son optimisme excessif. Si la confiance dans l'avenir est un élément certain du succès, peut-être serait-il bon, lorsqu'on systématise toutes sortes de suggestions qui se sont heurtées déjà à d'invincibles obstacles, de prendre mieux conscience de ces difficultés préalables. Même en se présentant comme transitoire, il n'est pas sûr qu'un gouvernement *jeune* ne se brise pas à son tour devant des résistances insuffisamment repérées.

Parmi celles-ci, il faut compter d'abord la routine des administrations et l'inertie des « mentalités ». Il me vient à l'esprit un exemple militaire d'autant plus significatif que les officiers auxquels je pense étaient des gens intelligents et consciencieux ; dans le régiment d'infanterie où j'achevais il y a quelques années mon temps de service, j'avais comme voisin de table au mess un camarade de l'active que ses pairs considéraient tantôt comme un arriviste qui veut se distinguer, tantôt comme un dangereux révolutionnaire. Or, à dire vrai, le lieutenant X..., familier de Lyautey, n'avait commis d'autre crime que de vouloir appliquer à la caserne quelques-uns des principes posés par le maréchal dans un fameux article de la *Revue des Deux Mondes*, à la fin du siècle dernier...

Un peu plus tard, en manœuvres, pour occuper certains loisirs, un colonel aimable et cultivé me demanda d'organiser une série de conférences formatrices pour les sous-officiers. Dès le premier jour, parlant de l'esprit critique, je leur recommandai de ne jamais rien enseigner ni commander dont ils n'eussent compris d'abord le mécanisme et la raison d'être. Faut-il ajouter que cette conférence d'introduction fut en même temps la dernière de la série ? Lorsque le *Plan du 9 juillet* préconise l'éducation sociale à la caserne comme la formule de l'avenir, ses auteurs se rendent-ils compte qu'il s'agit en réalité d'une vraie « révolution » ?

On me permettra un autre exemple, que j'ai pu suivre presque d'aussi près. Tout récemment l'Académie travaillait en commission au fameux dictionnaire. Vous savez peut-être qu'on en est à la lettre R. Il s'agissait ce jour-là du mot

« région », et ces messieurs se demandaient dans quelle mesure pouvoirs publics et administrations avaient tenu compte de ces fameuses campagnes régionalistes qui ont associé si longtemps les esprits distingués des partis les plus opposés. Même les pessimistes croyaient à un succès restreint mais positif. Dans le même espoir nos professeurs de lycées refusaient en 1917 de nous faire apprendre la nomenclature archaïque des arrondissements et des départements, certains qu'aux premiers jours de la paix on ne manquerait pas de l'adapter aux modes actuels de communication et aux nécessités économiques...

Plus prudente, l'Académie fit consulter des spécialistes (et c'est ainsi que j'ai connu l'histoire, ayant servi d'intermédiaire, par un hasard curieux, entre le Pont des Arts et la Place Beauvau). Renseignements pris, il fallut déchanter. Dans l'administration civile, le mot région n'existe officiellement en France que sur le plan de l'urbanisme, dans une simple loi de préparation et qui ne s'applique qu'aux environs de Paris. Encore est-il que pour le moment la commune de Sèvres, qui fait partie intégrante de l'agglomération parisienne et que le métro dessert depuis Pâques, dépend toujours pour son budget et ses travaux publics de la préfecture de Versailles, — au même titre que n'importe quel bourg agricole des environs de Mantes —, et que personne n'a l'air surpris qu'on vienne de reconstruire en matériaux solides l'octroi de la Porte Maillot, condamné dès 1789 dans les fameux cahiers de revendications!... Pour le surplus, quand les députés alsaciens réclament ingénument l'application du fameux plan de Vidal-Lablache, on leur fait bien sentir qu'ils sont de mauvais Français.

En l'occurrence, il ne s'agit pas seulement de routine, mais d'intérêt électoral. Un autre mode de scrutin peut y porter remède. Ce qu'on réduira plus difficilement, ce sont ces forces occultes qui dominent tous les pouvoirs légaux et qu'il ne faut pas sous-estimer. Je songe en particulier aux puissances anonymes représentées par les « forces d'argent » et par les « sociétés de pensée ».

Pour ne citer que des textes récents et fort documentés, on a pu voir dans certaines enquêtes d'*Esprit* et dans un article curieux de M. Bernard-Précy (*Mercure de France* du 1er mai) comment se sont développées en France et par-delà les frontières ces oligarchies financières, composées d'un groupe d'hommes irresponsables, qui tiennent en mains le sort d'un grand nombre d'industries et qui, par le jeu de la Bourse, commandent à leur gré panique financière ou hausse factice des rentes. Lorsqu'on parle de *réforme fiscale*, songe-t-on que ces messieurs ont pratiquement interdit à tous les ministres, et quelles que fussent les lois votées au Parlement, tout contrôle efficace des titres au porteur ?

C'est ici peut-être qu'il faudrait attribuer aux « formules marxistes » une indéniable valeur descriptive. *L'esprit de classe* est une réalité psychologique avec laquelle il faut compter : sous l'influence des gros capitalistes, une foule de moyens et de petits bourgeois s'imprègnent, contre leurs intérêts les plus évidents, de certains préjugés et s'habituent à certaines réactions qui font de leur masse (souvent *bien-pensante*) l'obstacle le plus sérieux à la justice sociale. Il y aurait là toute une éducation à refaire, qui est une œuvre de longue haleine et qui commence à peine. En attendant, le rétablissement des chambres ardentes et la punition exemplaire de quelques gros financiers ne suffiraient pas à promouvoir un ordre durable. En voulant briser par la force les « congrégations économiques », on risquerait de déchaîner chez les petits rentiers une panique définitive, et ce serait très vite l'engrenage fatal de la faillite, de la réquisition, voire de la guillotine.

Mais il existe d'autres congrégations, et c'est justice aussi que de rappeler leur force. Si la Franc-Maçonnerie joue dans le pays un rôle disproportionné au nombre de ses membres, et surtout à leur valeur intellectuelle, c'est qu'à l'exemple du gros capital, elle a su, elle aussi, mettre dans son jeu, par un traitement habile de l'opinion publique, une masse de braves gens pour qui des termes vagues comme « laïcité » ou « république » sont devenus peu à peu de vrais mots

de passe, capables de susciter d'incroyables dévouements. On a vu que le *Plan du 9 juillet* propose de supprimer cette citadelle « laïque » et « républicaine » que représente chez nous l'enseignement primaire supérieur; il est à craindre que pareille audace ne paraisse sacrilège à ces milliers d'excellents éducateurs qui subissent l'influence de la Ligue de l'Enseignement, et qu'à l'exemple de M. de Monzie, qui fit en pleine Sorbonne l'éloge de saint Albert de Cologne, M. Romains, historiographe trop sympathique de l'abbé Jeanne, ne soit accusé par les purs de haute trahison...

Les résistances, on le voit, viendront de plusieurs côtés. Dès aujourd'hui, les haines mutuelles des factions, aggravées par le parti pris des foules, paralyse très souvent l'effort de ces pauvres gouvernements qu'on voit forcés, quelle que soit leur étiquette, de composer avec toutes les congrégations, laissant par exemple dans la même rue de Grenelle les Travaux publics au représentant du Comité des Forges et l'Éducation Nationale au délégué du Grand-Orient. De jeunes hommes au regard clair, réunis par une commune bonne volonté, méprisent facilement le jeu de ces forces obscures. Plus tard peut-être, engagés dans la vie et dans l'action, se heurteront-ils à leur tour aux mêmes oppositions que leurs aînés, à moins qu'ils ne découvrent, pour entraîner les masses, quelqu'une de ces formules *dynamiques* qui font les vraies révolutions.

C'est ce qui manque pour l'instant au *Plan du 9 juillet*, œuvre très raisonnable et même assez « bourgeoise », où l'idée de *service social* paraîtra peut-être amère à la grande majorité des lecteurs. Sans nourrir trop d'illusions sur la capacité métaphysique de l'homme de la rue, nous aurions préféré pour notre part que, comme ceux du *Bien commun*, les rédacteurs du *Plan* fissent appel à la notion plus noble de *dignité humaine*. Il faut le dire et le redire aux hommes, parce que c'est leur conscience même qui est en jeu, ils ne sont pas de simples pions sur un échiquier ni les pierres inertes d'une muraille; chaque personne a sa valeur propre, et toute discipline sociale doit sauvegarder d'abord les con-

litions de vie qui permettent à chacun de remplir comme il loit sa destinée temporelle d'enfant de Dieu. C'est en partant le ce principe, plus fécond qu'aucune considération socio- ogique, que les Encycliques fixent les règles élémentaires le toute économie humaine. Il ne s'agit pas seulement, en effet, de ce *salaire vital*, qui peut être une aumône, mais du droit de tout homme à *vivre dans l'honneur*. S'ils avaient mieux saisi cette primauté de l'éthique, nos *planistes* ne se seraient pas contentés d'une formule vague sur le « contrôle » des industries de luxe ; ils auraient précisé qu'aucun patron n'a le droit, par exemple, de compter sur les revenus de la galanterie pour assurer à ses employées le train de vie qu'il exige d'elles.

On nous parle, il est vrai, de la *joie de créer*, et si nous nous rappelons quelques belles pages de Bergson sur la joie, il semble bien qu'une telle formule exclut toute forme de travail inhumain. Mais faut-il voir dans le travail une sorte de valeur absolue? Les philosophes l'ont dit, qui rejoignent ici le sens commun, on ne peine que pour jouir ensuite du repos et de la possession. Or, dès cette vie il existe de la contemplation maintes formes qui ne sont pas toutes spécifiquement religieuses. Le signe sûr d'une existence vraiment personnelle, c'est qu'elle implique repos et réflexion, et que même dans le plus humble métier, il est donné au travailleur d'intégrer sa besogne à la beauté de l'Univers. Joie de créer, peut-être, mais joie surtout de contempler la Création, — tel est pour nous le vrai mot d'ordre de toute société humaine. Il étonnera sans doute plus d'un réformateur ; nous le croyons pourtant plus apte que tous les autres à réformer tout à la fois les cœurs et les institutions.

MAURICE DE GANDILLAC.

NOTES ET RÉFLEXIONS

La grande peur

Lorsque paraîtront ces pages, l'Assemblée de la Société des Nations s'ouvrira à Genève, et cette Assemblée, tenue l'année même où fut commémoré le vingtième anniversaire du commencement de la Guerre, sera certainement marquée par le sentiment général d'insécurité qui croît de par le monde.

En être là, alors que deux décades nous séparent déjà du début des tueries, alors que depuis plus de quinze ans la paix a été conclue, alors que ceux qui partaient — et combien parmi eux ne sont pas revenus — voulaient que ce fût « la dernière », et offraient leur vie pour que leurs enfants ne revivent pas pareilles horreurs! Cependant, le 25 juillet dernier, après le lâche assassinat du chancelier Dollfuss, on crut dans le monde entier que le spectre de la guerre allait de nouveau se lever ; les circonstances du drame rappelaient si étrangement celles de 1914...

Et depuis, on a respiré un instant; mais la peur nous a-t-elle réellement quittés?

*
* *

Voici l'Autriche. Le peu que le procès des émeutiers du 25 juillet nous a révélé décèle la gravité du coup monté, et la profondeur de la pénétration nazie dans les différents organismes politiques et administratifs du pays : la Heimwehr elle-même contaminée, le parti agrarien à la solde de l'agitateur Habicht qui, de Munich, avec l'aide des autres émigrés national-socialistes, préparait les attentats et ache-

ait les consciences. Aujourd'hui, on nous annonce que la Yougoslavie deviendrait à son tour un foyer d'intrigues pour es nazis autrichiens. Rien que de très naturel à cela : Belrade a peur de Rome, et voit déjà les troupes italiennes à Vienne.

Les menées hitlériennes en Autriche seront-elles évoquées u Conseil de la Société des Nations? Je ne sais, mais je me lemande si une pareille éventualité est à souhaiter. Les passions mal éteintes pourraient se réveiller, et avec elles la peur d'une solution de force. Du reste, la présence du Reich erait alors indispensable à Genève, car tout accusé a le droit de se défendre, mais ce pays consentirait-il à reprendre momentanément à la Société des Nations la place qu'il quitta il y a dix mois, et à la reprendre dans de fâcheuses circonstances pour lui?

Entre la France et l'Allemagne, où en sommes-nous? Au cours de conférences que je faisais ce mois d'août à Genève sur le désarmement — ne s'agit-il pas plutôt, à l'heure actuelle, de réarmement? — j'eus l'occasion d'un long entretien avec un de mes auditeurs, un jeune nazi fort intelligent, et assez raisonnable du reste. Son *leit motiv* était la peur de la France, et surtout la phobie d'une nouvelle alliance franco-russe. Hitler, m'affirmait-il, n'a qu'un but : établir définitivement la paix entre nos deux pays. A quoi je répliquai qu'il n'en prenait guère le chemin, que nous, de notre côté, nous nous inquiétons — et pour cause — du réarmement du Reich. Il affirma que ce réarmement n'était qu'une mesure de sécurité élémentaire, dirigée essentiellement contre l'U. R. S. S., pour lui un véritable danger européen. Quant à la France, le retour certain de la Sarre à la mère-patrie une fois devenu un fait accompli, rien n'empêcherait plus une véritable collaboration entre l'Allemagne et elle. Le grand orchestreur de l'opinion allemande, le Führer, ne parle pas autrement.

Mais si le Reich était à ce point assuré de la fidélité allemande des Sarrois, pourquoi multiplierait-il les manifestations en leur honneur, pourquoi multiplierait-il les difficul-

tés pour l'administration internationale de ce territoire? Tout cela est bien maladroit. Dans la question de la Sarre, l'Allemagne eut pour elle, jusqu'à ces temps derniers, la sympathie de l'Angleterre. Mais aujourd'hui il en va autrement; c'est un Anglais qui préside la Commission de gouvernement du petit territoire; il voit de près les intrigues national-socialistes, avec lesquelles contraste l'attitude loyale et réservée de la France. Nous sommes cependant à plus de cinq mois encore du plébiscite qui réglera le sort de la Sarre; à quels embarras devra d'ici là faire face la Commission de gouvernement, si les menées nazies continuent, et si leur propagande s'accentue encore?

***

Revenant de Suisse, je fis voyage avec une dame américaine, écrivain politique, qui venait de passer un mois en Russie. Elle y était partie avec le préjugé favorable, mais elle m'avoua qu'il fallait une force d'âme rare et une vigoureuse santé pour résister à pareille épreuve : nourriture insuffisante — et cependant les touristes américains, qui doivent là-bas tout payer en dollars, sont particulièrement « soignés » — danger des maladies, espionnage perpétuel, climat moral irrespirable. Mais passons, car je n'ai pas l'intention aujourd'hui de décrire les délices du « paradis soviétique ».

Ce qui me frappa le plus dans les propos de mon Américaine, c'est la véritable panique dans laquelle on vit actuellement en Russie. La fièvre obsidionale ne règne pas qu'à Berlin, elle règne aussi à Moscou. On redoute une double attaque, à l'est venant des Japonais, à l'ouest déclanchée par l'Allemagne, à laquelle se joindrait la Pologne. D'où des préparatifs fiévreusement menés pour compléter l'armement des troupes rouges, et dans les usines de munitions un travail à plein rendement — on sait de reste ce que veut dire « rendement » au pays des Soviets, car les malfaçons, involontaires ou non, le réduisent dans une singulière mesure. Les commissaires du peuple exploitent naturellement à leur

profit cette terreur panique, et cherchent à identifier la cause de la patrie russe à celle de la patrie soviétique.

Et le Nippon, de son côté, est-il fort rassuré? Depuis la reconnaissance des Soviets par les États-Unis, il vit dans la crainte d'une action combinée des deux pays, également menacés par son expansion dans le Pacifique. Expansion fatale, hélas! car une autre phobie règne dans l'Empire du Soleil-Levant : celle de ne pouvoir nourrir sa population. On a calculé que si, d'ici un quart de siècle à peine, la courbe démographique ascendante continuait dans l'archipel nippon au même rythme qu'aujourd'hui, sa population dépasserait alors la centaine de millions.

Étonnons-nous après cela que la république américaine veuille augmenter, dans les six mois à venir, sa flotte de guerre de soixante-huit unités, et que la partie de cette flotte jusqu'ici mouillée dans la mer des Antilles aille rejoindre les formations déjà fort importantes concentrées dans le grand Océan. Étonnons-nous que le projet qui fut abandonné après la conférence navale de Washington de 1922, prévoyant la construction de bases navales américaines aux îles Hawaï et Samoa, soit de nouveau étudiée par la Maison-Blanche.

***

La Grande Peur règne donc un peu partout : peur du voisin proche ou lointain, peur aussi du lendemain, avec sa redoutable inconnue. Le Japon ne sait comment il pourra dans quelques années nourrir sa population prolifique, M. Hitler ne sait comment il pourra cet hiver empêcher ses chômeurs de mourir de faim et faire marcher ses usines, car les caisses de l'État sont vides de devises étrangères, et les matières premières que l'Allemagne ne produit pas ou produit en quantités insuffisantes, et qui sont indispensables à certaines industries, ne peuvent se solder qu'en devises étrangères. Alors on annonce que le génie allemand créera des *ersatz* de certaines matières premières — tout comme pendant la guerre.

Mais ce n'est pas tout : un nouvel élément de peur vient encore s'ajouter, la peur que j'appellerais « politique ». Pour le Reich, outre la France et la Russie, il existe d'autres ennemis : les Juifs qui, dans le monde entier, boycottent les produits aryens; les démocrates, les socialistes et les communistes qui en veulent à mort au fascisme; les catholiques, dont le seul crime est de ne vouloir rendre à César que ce qui appartient à César, et de répudier avec horreur le nouveau culte de Wotan.

Chez les Soviets, ce sont les États « bourgeois et impérialistes » qui en veulent à la république prolétarienne — n'empêche que les capitaux et même l'aide militaire de certains de ces États bourgeois ne sont pas dédaignés. Et chez nous-mêmes, croyez-vous qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui voient d'un fort mauvais œil la communauté de la politique française et italienne sur le Danube, leur aversion pour le fascisme étant plus forte que leur sens de l'intérêt du pays?

La tâche est rude pour la Société des Nations, cette vaste « compagnie d'assurances contre la guerre ». On serait presque tenté de la laisser besogner uniquement dans les problèmes humanitaires et les questions d'hygiène. On arrive presque à oublier son existence. La moindre harangue enflammée de Hitler a plus de retentissement que les sages et prudentes paroles de conciliation qui ne manqueront pas d'être prodiguées à la prochaine Assemblée.

On dirait que chaque nation voudrait exorciser la peur en criant de toutes ses forces, sans se douter que ses cris ne font qu'augmenter encore la peur du voisin. Alors que le monde, chancelant sous les coups de la guerre d'abord, de la crise ensuite, exige une action constructive et positive, il est livré aux effets tout négatifs, et psychologiquement fort dangereux, de la Peur, cette mauvaise conseillère.

De timore, libera nos, Domine!

André-D. Tolédano.

La Semaine Sociale de Nice

Les Semaines Sociales de France ont maintenant trente ans; si l'on recherche, à travers leur histoire déjà riche d'enseignements, les règles de méthode qui furent posées dès les origines, si l'on connaît surtout l'esprit qui dirigeait la première assemblée lyonnaise de 1904, l'on constate que toujours l'institution est demeurée fidèle à sa manière objective de présenter les questions inscrites à son programme et à la fermeté de sa doctrine. Cette fidélité traditionnelle n'exclut pourtant point une certaine hardiesse dans le choix des sujets comme dans la façon de les traiter. Le thème de chaque session, notamment depuis quelques années, est toujours actuel — parfois même d'une actualité « brûlante » et impérieuse.

L'aspect fondamental des crises au milieu desquelles notre société se débat exigeait sans nul doute la mise à l'étude du problème de l'Éducation. La Semaine Sociale de Nice vint bien à son heure pour rappeler les principes essentiels d'une éducation qui puisse permettre la restauration d'un ordre social chrétien.

« Ordre Social et Éducation », ce titre même laissait entendre que le problème de l'école entrerait pour une part seulement dans le vaste domaine des travaux de cette session, car « l'école n'est qu'un des moyens de l'Éducation, qui commence bien avant l'âge scolaire et qui se poursuit si longtemps après qu'elle ne s'achève vraiment qu'avec la vie terrestre », comme le disait dans la leçon inaugurale M. Eugène Duthoit. C'est là vérité évidente, mais il n'était point inutile de la rappeler. Ceci pour permettre d'envisager directement la fin même de l'éducation : tâche qui fut confiée au R. P. Charmot. Avec un mérite singulier, car philosophes

et théologiens ne nous ont point encore donné d'étude pleinement satisfaisante sur la notion de *personne*, le directeur du Scolasticat d'Yzeure s'attacha à expliciter cet enseignement central de l'encyclique sur l'Éducation : « Il ne saurait y avoir de véritable Éducation qui ne soit dirigée tout entière vers la fin dernière de la personne humaine »; or, ceci requiert une formation à la fois humaniste et religieuse.

Si nous observons les faits, nous constatons que trop souvent, au lieu d'être ordonnée à Dieu, l'éducation n'a pour but que de servir des mythes, s'assignant pour terme le culte du « moi » ou, par réaction anti-individualiste, mais non moins païenne, reposant sur la primauté des valeurs collectives ou sociales : Race, Nation, État-Nation. Ces fausses assises d'une éducation dite libérale et étatiste furent dénoncées, dès le cours qui suivit la leçon inaugurale, par le sociologue au regard si pénétrant qu'est le R. P. Delos. Mais l'acuité, véritablement dramatique, du problème prend toute sa force lorsque l'on remarque, avec M. Jean Guitton, l'erreur de tactique des croyants qui n'ont pas su présenter aux contemporains le vrai visage de la foi.

Comment sortir de cette impasse? Par une collaboration entre les différentes institutions qui contribuent pour leur part au développement harmonieux de la personne : Famille, Église, État, Profession; S. Exc. Mgr Dutoit indique les conditions et les limites de ces efforts conjugués. Une tâche urgente est assurément celle de la formation des élites; mais il y a quelque équivoque dans cette formule : la sélection des élites. Avec la grande clarté que chacun lui connaît, et avec ce ton de persuasion où le maître et l'orateur se retrouvent, Mgr Bruno de Solages replaça le problème sur son véritable terrain : il s'agit moins de « sélectionner » les élites que de discriminer, dans chaque milieu social, les plus aptes — ceux qui dans leurs groupements naturels et professionnels pourront devenir des conducteurs d'hommes et former un foyer d'où rayonnera la culture chrétienne; à cela, il y a un obstacle : la division sociale établie, en fait, entre la culture et certaines professions, à cause d'une inégalité

trop marquée des professions. Pour vaincre cette difficulté, il convient d'atténuer cette inégalité même des conditions humaines qui devrait être plutôt une diversité de fonctions sociales.

Mais, en fait, par quels moyens réaliser, dans la vie concrète, l'application de ces principes? Dans son ouvrage l'*Enseignement Social des Jeunes*, analysé ici même (1), le R. P. Rigaux a projeté sur cet aspect du problème une clarté nouvelle (2).

Il n'est guère possible de séparer, pour les résumer, les cours de S. Exc. Mgr Petit de Julleville, de M. le chanoine Masure, de M. le chanoine Tiberghien et de M. Pierre Bayart. L'éducation religieuse et sociale doivent aller de pair et s'adapter, chez les jeunes comme chez les adultes, à l'âge et aux conditions de temps et de lieu ; une formation « virile » et « actuelle », voilà ce qu'il faut organiser ; les professionnels réclament une application « organique » de la morale, qui ne soit point pour autant de la pure casuistique. Pour ressusciter ou intensifier dans les âmes l'esprit chrétien, condition primordiale de la réforme des institutions, l'Action Catholique spécialisée offre une méthode — disons même *la* méthode — efficace de pénétration : nous avons là une véritable pédagogie sociale, qui a fait ses preuves avec la J.O.C. et qui doit non point être calquée par d'autres mouvements, mais en guider l'apostolat et inspirer pour chacun une formule originale.

*
* *

Nous nous sommes borné à décrire, d'une façon combien incomplète! A l'insuffisance du chroniqueur le compte-

(1) *La Vie Intellectuelle*, 25 avril 1933.

(2) *L'Ecole et la Nation*, par Henri Simon, aux Editions du Cerf. Voir également : *La formation sociale dans l'enseignement secondaire*, par le R. P. Jaouen, aux Editions du Cerf.

rendu *in extenso* suppléera. Les conclusions générales de la Semaine permettront, à qui n'eut point l'heur de se rendre à Nice, d'apprécier à sa juste valeur la synthèse réalisée en cette fin de juillet.

Un mot encore, cependant, sur l'assistance aux cours. Pour beaucoup la distance qui les séparait de Nice était longue, mais le nombre des auditeurs n'eut point à souffrir de cet éloignement. Et si les excursions sont nombreuses et attrayantes en Provence, le cadre de la villa Vigier, sur une hauteur, face à la Méditerranée, sut retenir les plus impénitents partisans de l'école buissonnière.

Jean Cayeux.

Le travail de la femme mariée

Les catholiques se sont de tout temps prononcés contre le travail de la femme mariée en dehors du foyer ; ils considèrent, en effet, comme contraire à l'ordre normal des choses, à l'ordre voulu par Dieu, que la femme appelée à une mission plus haute soit amenée à chercher, en dehors de son foyer, une activité qui l'empêche, en fait, de s'acquitter de ses devoirs d'épouse et de mère. Aussi a-t-on vu dans tout le pays, et très tôt, les organisations chrétiennes se consacrer à combattre cet abus lié au développement du régime capitaliste et aux progrès de l'industrialisation, ou, tout au moins, à parer, par des interventions législatives adéquates, à ses manifestations les plus pénibles : le travail de nuit, le travail dans des établissements dangereux et insalubres, le travail dans les mines, la durée excessive du travail, l'absence de repos, etc. Des mesures de ce genre sont à présent inscrites dans la plupart des législations.

On n'est pas parvenu, cependant, à supprimer, ni même à réduire notablement le travail des femmes. Les statistiques sont à cet égard probantes.

En Belgique, le nombre des ouvrières s'élevait à 411.052 en 1910 ; le recensement du 31 décembre 1930 indique une légère régression : on signale à cette date 385.907 ouvrières occupées dans l'industrie et le commerce ; par contre, le nombre des employées a passé de 21.204 en 1910 à 77.840 en 1930. Dans ce nombre, il y avait, au 31 décembre 1930, 97.695 ouvrières mariées et 14.254 employées mariées.

L'évolution est identique en France : en 1906, on notait 7.694.000 femmes au travail, et, en 1926, 7.838.000, mais dans ce dernier chiffre étaient compris les trois départements recouvrés ; pour les 87 départements sur

lesquels portait le recensement de 1906, le total des femmes au travail était en légère régression en 1926. La diminution ne se révèle que pour l'industrie ; comme en Belgique, le nombre de femmes au travail a augmenté dans le commerce, les professions libérales et les services publics administratifs : il a passé de 1.071.000 en 1906 à 1.480.000 en 1926 (1).

En Allemagne, depuis 15 ans, le nombre des femmes au travail a marqué une constante augmentation, pour atteindre, le 30 juin 1933, 4.697.000

Evidemment, la crise a contraint au chômage un certain nombre d'ouvrières et d'employées. Il reste, pourtant, qu'un très grand nombre de femmes sont encore à l'ouvrage, alors que des hommes, des pères de famille sont sans travail. Cette situation paraît d'autant plus anormale que nul ne sait dans quelle mesure, demain — un avenir bien hypothétique —, les chômeurs seront résorbés par l'industrie.

Certains gouvernements ont donc élaboré un programme de redistribution du travail qui tend à remplacer progressivement les femmes par des chômeurs ayant des charges de famille. Le gouvernement hitlérien désapprouve les ménages dans lesquels le mari et la femme s'adonnent chacun à une occupation en dehors de leur foyer ; des mesures ont été prises pour limiter, voire pour interdire ces cas de « cumuls » parmi les fonctionnaires. Pour ce qui concerne les entreprises privées, on s'est borné jusqu'ici à un effort de persuasion aux fins de convaincre les mères allemandes qu'une bonne aryenne doit rester chez elle et élever de nombreux enfants pour la richesse du IIIe Reich. Cet effort n'a pas été sans résultat : du 30 juin 1933 au 30 juillet 1933, le nombre des salariés du sexe féminin a baissé de 4.697.000 à 4.685.000 (2).

(1) Ces chiffres ont été cités par Mme Fern. Dauriac, dans la *Revue d'économie politique*, n° de janvier-février 1933, pp. 91 et suiv.
(2) *Revue d'Allemagne*, 15 novembre 1933.

La question du travail salarié de la femme mariée se révèle, à l'expérience, plus complexe qu'on ne le croit, et des mesures radicales ou simplistes, comme certains voudraient en introduire, seraient des plus nocives.

Il importe tout d'abord de rechercher les circonstances qui ont favorisé le travail féminin. L'Association des patrons et ingénieurs catholiques de Belgique s'est livrée, en 1932, à une enquête très serrée sur cette question ; ses conclusions ont été publiées l'an dernier. Il se dégage, de ce travail, un ensemble de données instructives pour d'autres pays que la Belgique (1).

La femme paraît être particulièrement apte à certains travaux : il en est ainsi notamment pour les textiles, la chaussure, la faïencerie, la ganterie, le bobinage de moteurs dans la construction électrique, la manipulation des cigares, le triage dans les charbonnages, qui exigent une main-d'œuvre rapide et adroite. On constate, d'autre part, que les jeunes ouvrières ne deviennent de bons éléments de production qu'à l'âge où elles se marient, de telle sorte que supprimer le travail de la femme mariée reviendrait, en fait, à supprimer le travail féminin. Le salaire payé aux femmes est généralement moindre que le salaire payé aux hommes : et cet élément a son importance dans les industries qui — telles la chaussure, la cristallerie, les textiles — doivent lutter contre une concurrence internationale très vive.

A ces avantages économiques du travail féminin, s'ajoutent des facteurs d'ordre social et d'ordre moral. Des femmes, en nombre plus élevé qu'on n'est porté à l'admettre, trouvent dans leur travail — à l'usine ou au bureau — des ressources complémentaires qui sont *indispensables* à leur subsistance et à la subsistance de leur foyer : c'est le cas des veuves, des femmes séparées ou

(1) J.-M. Laureys, S. J., *Entre l'Usine et le Foyer*, publication du Groupement social d'industriels et d'ingénieurs catholiques, Bruxelles, 1933.

abandonnées, des femmes dont le mari est malade et da l'impossibilité de travailler, et de tous ces ménages, tr nombreux en ce moment, où plusieurs enfants en âge d travailler sont sans ouvrage. Ces cas sont peut-être propo tionnellement plus nombreux dans la petite et moyenn bourgeoisie que dans la classe ouvrière.

On ne peut enfin sous-estimer l'importance des facteur moraux : trop de femmes trouvent dans leur travail en dehors de chez elles soit une indépendance dont elles n'entendent plus se passer, soit les ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins de luxe et de plaisirs. Cela étant, l'interdiction radicale du travail de la femme mariée, en détournant du travail et de l'apprentissage un grand nombre de jeunes filles, aurait des conséquences économiques regrettables ; au point de vue moral, elle pourrait être un encouragement à l'inconduite et au concubinage.

Ce n'est donc que par des mesures progressives et assez souples que l'on peut envisager une limitation du travail de la femme mariée.

Les patrons et les industriels interrogés par l'Association des patrons catholiques ont admis comme étant aisément et immédiatement réalisables la suppression du travail de bureau et la suppression du travail de la femme mariée dans les industries où les femmes ne sont employées qu'en petite proportion. Dans les autres industries, et là où l'initiative patronale se révélerait insuffisante, des mesures indirectes peuvent être efficaces : on suggérait notamment un système d'allocations et de primes accordées à la femme mariée qui resterait au foyer.

Une politique de restauration familiale — et c'est bien là un des objectifs essentiels du mouvement en faveur de la limitation du travail féminin — une telle politique présuppose, d'autre part, une politique du logement et une politique d'éducation. Il ne faut pas songer, en effet, à ramener les femmes au foyer, tant que ce « foyer » restera ce taudis insalubre et insuffisant comme il en existe encore trop. Et il ne suffira pas d'interdire le travail de la

femme mariée en dehors de son foyer pour lui rendre le goût de la vie au foyer et l'attachement à son dur labeur de ménagère et de mère de famille. Un très large effort d'enseignement ménager et d'éducation familiale s'impose à cet égard.

C'est à quoi s'appliquent nos œuvres sociales : organisations syndicales, œuvres de prévoyance et d'épargne, établissements d'enseignement professionnel et ménager, œuvres féminines, ligues ouvrières, organisations de jeunesse ouvrière.

Ce travail considérable n'exclut pas des initiatives législatives, il les complète.

A la suite de l'enquête organisée par les patrons catholiques, le R. P. Rutten, O. P., membre du Sénat belge, a rédigé une proposition qu'il a soumise aux délibérations des organisations patronales et ouvrières chrétiennes ; c'est le travail qui est sorti de ces discussions cordiales et fructueuses qu'il vient de déposer, sous forme de proposition de loi, sur le bureau du Sénat.

Le R. P. Rutten a résumé en ces termes la portée de sa proposition : elle tend à

> garder les femmes mariées au foyer lorsqu'il n'est pas prouvé d'une façon certaine que leur éloignement de l'usine compromettrait l'existence même d'une de nos industries nationales. *Il n'est donc pas question de supprimer, mais de limiter le travail des femmes mariées, et de le limiter dans la mesure où le permettent les nécessités évidentes de notre industrie nationale.*

De très nombreuses exceptions sont donc prévues : l'agriculture, certaines professions libérales, l'industrie à domicile, échappent à l'application de la mesure prescrite ; sont également exceptées les femmes mariées qui travaillent dans des établissements où ne sont occupés que des membres de la famille de l'exploitant, les femmes mariées investies d'un poste de direction ou de confiance à déterminer par arrêté royal, et celles qui sont au service d'un employeur n'occupant pas plus de trois personnes. D'au-

tre part, le Roi pourra établir des dérogations collectives, après avoir pris l'avis des groupements patronaux et ouvriers, du conseil supérieur du travail et du conseil supérieur de l'hygiène, en faveur des entreprises soumises à l'influence saisonnière ou de toutes autres industries pour lesquelles des dérogations sont indispensables. Les juges de paix pourront autoriser à travailler les femmes mariées dont la rémunération est indispensable à leur entretien ou à l'entretien du ménage : cette autorisation peut être accordée pour un an, et peut être renouvelée.

Enfin, non seulement cette loi n'aura pas d'effet rétroactif, mais elle ne sera pas applicable, pendant *six* ans, aux femmes occupées dans l'industrie textile, dans l'industrie du vêtement ou dans le commerce de détail. Le R. P. Rutten est tout disposé à porter à dix ans ce délai de faveur. Ce sont précisément les trois industries dans lesquelles le travail des femmes est le plus important.

Le R. P. Rutten reconnaît que, pendant quelques années, le nombre des femmes mariées autorisées à travailler sera plus élevé que le nombre des femmes auxquelles cette faculté sera enlevée ; mais, ajoute-t-il,

> la situation doit nécessairement s'améliorer d'année en année parce que la plupart des femmes mariées quittant leur travail ne pourront plus être remplacées par d'autres femmes mariées. Comme cette élimination progressive et lente doit coïncider avec un développement parallèle de l'enseignement professionnel, les industriels auront moins de peine à trouver des jeunes filles capables d'exécuter un travail de spécialiste.

Cette initiative a été généralement bien accueillie dans les milieux catholiques et les organisations sociales chrétiennes. Elle a soulevé des critiques dans le monde patronal ; mais, pour calmer les appréhensions des industriels — qui faisaient valoir les difficultés économiques actuelles et les charges déjà nombreuses qui pèsent sur l'industrie —, le P. Rutten a indiqué les très larges exceptions

prévues dans sa proposition. Les milieux socialistes et certains cercles féministes fondés sur l'égalité des sexes se sont affirmés nettement hostiles à ce projet. Ces diverses tendances se manifesteront davantage au cours des débats qui s'ouvriront bientôt au Parlement belge.

La proposition déposée par le R. P. Rutten constitue une solution très sage et très modérée d'un problème qui inquiète depuis de très longues années aussi bien les sociologues que les moralistes.

Bruxelles, 16 mai 1934.

MARCEL LALOIRE.

La France veut un chef

Un titre qui fait image et qui, certainement, piquera la curiosité de plus d'un lecteur. Mais titre qui ne plaira pas forcément à tout le monde, car il n'est pas tellement sûr que les Français veuillent un chef. Instinctivement, — et on peut le déplorer, — notre race frondeuse, sinon libertaire, se défie de César. Un chef? qu'est-ce à dire? Epopée et désastre, c'est Napoléon. Orgueil et tyrannie, c'est Mussolini. Aventure et déception, c'est Hitler. Alors, Staline? *Vade retro*... Roosevelt? Sourire... Saint Louis? Il est mort... Doumergue? N'en croyez rien...

Laissons donc le titre et ses énigmes. La pensée qui court parmi les pages de ce livre (1) sera plus explicite. Elle s'impose, en tout cas, à notre attention et à notre réflexion, par le souvenir des heures graves que nous avons récemment vécues : c'est un livre de circonstance, si l'on veut, et, dans le nombre de ceux qui ont foisonné au lendemain des événements de février, il a le mérite de dire quelque chose, avec un minimum de sérénité, une belle assurance et une belle fermeté, en dépit de quelques obscurités.

Ce n'est pas que rien ne gêne à la lecture de ces pages; leur ton se ressent, de toute évidence, de l'atmosphère enfiévrée où elles sont nées. Violemment anti-parlementaire, l'auteur confond dans une même réprobation le parlementarisme libéral qui agonise, le capitalisme aux excès inhumains, la démocratie des incapables, — et les hommes qui ont incarné scandaleusement toutes ces hontes. D'où quelques formules çà et là excessives, âpres, sinon injustes, auxquelles on eût souhaité plus de nuances, ne serait-ce que pour ne pas faire participer à l'ignominie de serviteurs indignes les nobles idées primitivement confiées à des institutions. Il

(1) Georges Viance, *La France veut un chef* (Flammarion, 1934).

nous paraît difficile, en bonne justice, de mettre sur le même plan le système parlementaire, qui n'est qu'un mode d'expression de la vie politique, et le système capitaliste, qui est devenu un genre de vie, une « forme » de la vie sociale et économique. Ce n'est donc pas du même point de vue qu'il convient d'en faire le procès. Si l'on s'en prend au système parlementaire, il n'est pas nécessaire de le couvrir d'injures et de lui faire grief de toutes nos déconvenues politiques : il faut au moins ajouter que les hommes qui se sont fait une situation dans le régime ont été d'indignes personnages et qu'ils ont abusé de la liberté garantie par le parlementarisme ; quand M. Viance nous dit que « le gaspillage des deniers publics n'est pas un problème de majorité mais de régime », entendant par là que le parlementarisme, quel que soit le centre de gravité des assemblées délibérantes, est voué à organiser la gabegie, on se demande si, de Philippe le Bel à Calonne en passant par Law, les deniers publics ont été gaspillés par le parlementarisme... Au vrai, il s'agit ici non pas tant de régime que de vertus humaines : un *instrument* vaut par l'usage que les hommes décident d'en faire. Et nous tombons d'accord que, depuis quelques décades, les hommes investis de l'autorité par le suffrage universel ont bien travaillé à discréditer le parlementarisme. Fatalité du régime? Pas forcément ; bassesse et veulerie des âmes? oui. C'est même chercher trop loin que de chercher du « libéralisme » dans le fonctionnement du système parlementaire : il n'y a pas tant de métaphysique là-dedans, mais plutôt des misérables, dans tous les sens du mot, qui ont exploité le régime et nous ont dupés.

S'il s'agit, au contraire, du système capitaliste, il devient nécessaire de dégager la responsabilité des hommes pour engager celle du régime. Car, en rigueur de terme, le capitalisme est un *régime* temporel, non pas seulement une technique instrumentale au service des hommes. Il impose aux individus un genre de vie, une attitude temporelle, des actes politiques, auxquels nul n'est libre de se dérober ; il a

institué une hiérarchie des valeurs à laquelle il faut bien se plier, à moins de rompre ouvertement avec tout « l'ordre établi ». Aussi, quand M. Viance décrit les excès du régime capitaliste, sa démonstration paraît moins arbitraire que tout à l'heure pour le parlementarisme. Dans le mécanisme des sociétés anonymes, dans le règne de l'argent, dans le mépris des valeurs de travail, il est fondé à relever autant de signes de subversion et de désordre. Il a raison de mettre en relief cette évidence, qui laisse intacte, réserve faite sur les parasites et les exploiteurs, la bonne foi des hommes, victimes plus que complices :

Le système capitaliste actuel est un système coûteux, ruineux pour les travailleurs, pour les chefs réels des entreprises, pour les nations, auxquels il impose d'excessifs prélèvements qui ne profitent qu'à une petite minorité ploutocratique et à la tourbe des spéculateurs qui ne travaillent pas. On ne les corrigera pas avec des réformes timides, mais en rétablissant l'ordre humain qui fait du travail l'unique source de la richesse des nations, et du capital, de l'argent, son serviteur, non son maître.

A condition de faire le départ entre les critiques emmêlées du parlementarisme et du capitalisme et de rétablir la valeur relative de chacune, le livre de M. Viance sera lu avec quelque profit. Il a un raccourci excellent sur le travail, « principal fondement de la propriété et du capital », et sur sa fonction sociale, rappelant ainsi des vérités à la fois élémentaires et trop oubliées. Il souligne fort heureusement que de cette doctrine saine du travail « on ne saurait tirer un système économique déterminé », mais qu'on « fixe un principe dont tout le système social dépend et qui détermine l'esprit et la morale de l'économie », renvoyant dos à dos « la loi capitaliste de la profession qui suppose l'individu socialement isolé » et « l'illusion marxiste » qui prétend annuler ou restreindre les droits légitimes du capital « coopérant à la fondation d'une entreprise ou à son développement », alors qu'on crée en réalité « un supercapitalisme, concentré entre les mains de l'État ou de quelques organisations syndicales ».

M. Viance marque une dilection particulière à l'idée de corporation. Il est bien vrai que cette idée est d'une richesse encore inexplorée, et ce ne doit pas être seulement question de mode ou de mimétisme mussolinien si nous lui voyons tant de crédit en ce temps. Les expériences économiques tentées en divers pays, — Hollande, Portugal, Allemagne, U.R.S.S., Italie, — la tentative du Plan de Man (que M. Viance exécute un peu rapidement), semblent incliner à un remaniement de la vie sociale et politique en fonction de la profession. On saura donc gré à notre auteur d'avoir essayé de dégager les linéaments d'un corporatisme français. Nul, sans doute, n'aura le cœur de lui faire grief de certaines imprécisions : on sait que ce n'est pas une question simple qu'il soit aisé de trancher en formules définitives.

L'ouvrage se clôt par un chapitre intitulé « Réforme de l'État ». Pages brèves qui, naturellement, ne donnent pas tout ce que semble annoncer leur titre. Elles contiennent de justes réflexions sur le « corps social » (M. Viance reprend à son compte l'image expressive de La Tour du Pin), auxquelles l'auteur a voulu donner une allure assez générale, et un ton volontiers philosophique. On y trouvera une critique acerbe des régimes d'opinion et on pourra s'étonner de cette sévérité sans contre-partie. Non qu'il faille chercher à sauver ce qui est condamné par les faits et la raison, à savoir le dérèglement des régimes d'opinion actuels, mais on se demande pourquoi M. Viance ne veut pas faire mention de la nécessité d'un esprit public dûment éduqué et rendu conscient de ses responsabilités. Il ne nous apparaît pas évident, quant à nous, que, pour vouloir un chef, pour trouver « des réalités à servir et des hommes à aimer », nous devions renoncer à ce que naisse dans ce pays une « opinion publique » élevée à la conscience des destinées de la nation, et apportant au chef (s'il doit en venir un...) la sanction d'un assentiment intelligent, et, aux réalités à servir, la motion d'une âme.

MARC D'ANIEL.

La retraite intellectuelle
(30 juillet-4 août 1934)

Celui qui assiste pour la première fois à la retraite intellectuelle est tout de suite conquis par l'atmosphère fraternelle qui y règne, l'intérêt des rapprochements qu'elle permet. Grâce à une aimable hospitalité et à un dévouement organisateur qu'il faut remercier, quelques laïcs, prêtres et religieux vont mettre en commun pendant quelques jours leurs recherches et leurs préoccupations.

Le thème choisi cette année — le spirituel et l'ordre politique — est un de ces sujets-carrefours qui permettent de retrouver les questions éternelles à travers l'actualité la plus immédiate. D'où son intérêt, et aussi sa complexité et la facilité de glissement vers les solutions pragmatiques ou trop peu critiques.

Dans ce domaine du spirituel et de la politique, impossible de n'avoir pas déjà pris parti : vivre, agir, implique une certaine hiérarchie de valeurs : que choisissons-nous? La raison critique qui par un continuel refus fait de son inépuisable liberté — la charité aveugle qui au contraire souhaite de se donner mais sans savoir discerner ses fins — l'énergie brutale de ceux qui veulent reconstruire la cité par la violence — comme nous éprouvons assez peu de goût pour chacune des branches de ce trilemme qui très réellement menace nos contemporains! Paul Archambault nous propose non pas une solution, mais une méthode synthétique pour hiérarchiser les trois solutions insuffisantes : l'onéreuse docilité de l'action quotidienne en nous pliant à de multiples conditions et nous ouvrant à de bienfaisantes intentions forme en nous la personne en même temps qu'elle édifie le corps social.

La personne réalise d'autant plus son originale intériorité qu'elle s'étend davantage et se dévoue aux intérêts de tous. L'abbé Plaquevent étudie les fondements métaphysiques et historiques de cette notion complexe de personne et nous la

montre s'épanouissant dans l'idée de possession consciente et « d'expression ».

Puisque là est la véritable valeur, il faut finaliser vers elle toute la structure sociale, et subordonner l'État non à un idéal quantitatif abstrait mais aux exigences spirituelles de la personne concrète : telle est la bienfaisante révolution personnaliste dont nous entretient Alexandre Marc. Et cela est bien dans la tradition française, car la France est la terre de l'humanisme.

Résignons-nous à passer sous silence d'autres rapports pourtant très riches. Ce dont le monde a besoin, conclut Jean Lacroix en disciple de Péguy, c'est d'une mystique : il en a vu s'écrouler d'illustres tout récemment, d'autres s'évanouiront avant peu. Nous serions coupables si nous n'apportions pas cette lumière et cette force que seul le christianisme vraiment vécu et compris peut fournir. Créer une atmosphère, un climat où pourra naître la saine politique, c'est beaucoup — mais ce n'est pas tout. La politique est d'un autre monde que la mystique. Elle s'insère dans l'expérience complexe de la vie sociale ; elle suppose une technique et ici les catholiques unis dans le domaine spirituel strict cesseront peut-être d'être d'accord. Tant mieux ! Ils chercheront loyalement et agiront suivant leur lumière. L'essentiel est d'être présent : « Soyons présents, diversement présents, mais intégralement présents, dans le rassemblement de toutes les forces spirituelles. »

J. T.

En Allemagne : Après le plébiscite

Vous connaissez sans doute le nom du camp de concentration de Dachau, où le régime hitlérien incarcère et malmène ses pires ennemis. Ces prisonniers ont pu prendre part au plébiscite du 19 août. 1572 ont voté « oui », 8 « non », et 10 ont déchiré leur bulletin de vote. — Dans un asile de vieillards juifs à Berlin, la totalité des 80 pensionnaires a voté pour Hitler. Dans le Troisième Reich, le spectacle des veaux qui acclament leur boucher paraît être parfait.

Les chiffres du plébiscite ne disent pas grand'chose. Les véritables résultats du scrutin, nous ne les connaissons pas. Les bureaux de vote étaient exclusivement composés de bons nazis, et les autorités nazistes locales savaient qu'elles risquaient de perdre leurs postes et leurs salaires si le résultat n'était pas favorable. On avait tout intérêt à compter « bien ». Déjà nous connaissons des cas où le vote n'était pas secret mais public, d'autres où les bulletins de vote avaient été préparés d'avance par un « oui », pour faciliter et accélérer le procédé.

Nous connaissons aussi les expériences du 12 novembre. Les chefs locaux avaient reçu l'ordre d'empêcher par tous les moyens une proportion excédant dix pour cent de votes défavorables. Un grand nombre de personnes ont été incarcérées pour avoir voté non. Illustration étrange du caractère « secret » de l'élection ! Nous connaissons une grande ville de l'Ouest où les enveloppes destinées à recevoir les bulletins de vote étaient numérotées à l'intérieur. Il suffisait de distribuer les enveloppes dans leur ordre numérique et de noter les votants dans l'ordre où ils déposèrent leur pli, pour pouvoir découvrir tous les « non ». Je ne crois pas qu'on ait employé cette méthode dans beaucoup de cas. Mais déjà la crainte qu'il existe des moyens pour découvrir les réfractaires est à même d'intimider beaucoup de citoyens.

Une comparaison entre les votes obtenus par Hitler dans les différentes circonscriptions n'a donc qu'une valeur très relative. Les cas où les résultats ont été particulièrement favorables à Hitler peuvent être simplement dus à un zèle spécial des autorités nazistes. C'est certainement vrai pour le Palatinat, où les sentiments de la population sont à peu près les mêmes qu'en Rhénanie, mais où le résultat avoué est tout à fait différent.

La proportion importante des « non » en Rhénanie et notamment dans les villes de Cologne et d'Aix-la-Chapelle est interprétée par la presse allemande et étrangère comme un signe du mécontentement de beaucoup de catholiques. Que ce mécontentement soit réel, nul n'en doute. Mais personne ne peut douter non plus que sous des conditions normales ces sentiments s'exprimeraient d'une façon beaucoup plus forte. Il est possible — et les derniers articles de la presse hitlérienne, notamment de l'*Angriff* de Berlin et de la *Nationalzeitung* de Trèves, le laissent supposer — que le résultat en Rhénanie ne soit qu'un prétexte pour de nouvelles mesures anticatholiques. On sait que, d'après le manifeste d'Adolf Hitler aux membres du parti, des mesures drastiques pour gagner les réfractaires ont été adoptées dès la première nuit après le plébiscite. Nous sommes curieux de voir la mise en pratique de ces mesures.

Parmi les grandes villes, Aix-la-Chapelle avec plus de trente pour cent de votes antihitlériens paraît avoir atteint le record. Les nazis attribuent cela au voisinage de la frontière. On peut donc s'attendre à un renforcement de la surveillance de la frontière et à de nouvelles mesures empêchant l'importation de journaux étrangers. Dans un village près de la frontière sarroise, il y eut même quarante-huit pour cent de votes contre Hitler. Il est donc normal que le Reich va multiplier ses efforts pour exercer sa pression sur la Sarre.

S'il y avait eu un véritable plébiscite en Allemagne, si le peuple avait pu s'exprimer librement, sans terreur ni menaces, est-ce que Hitler aurait obtenu une majorité? Je ne connais pas assez les sentiments des populations dans les diffé-

rentes parties de l'Allemagne pour pouvoir répondre à cette question. Mais je connais suffisamment l'Ouest et le Sud-Ouest, et je sais que la grande majorité y désire la fin de l'hitlérisme. Et dans ces régions, ce n'est pas le bolchevisme qui est le seul ou principal facteur de l'opposition.

Les catholiques qui attendent la chute du régime, comment envisagent-ils l'avenir? Parmi eux, on trouve toutes sortes d'opinions, dont beaucoup sont assez fantastiques. Peut-être en parlerai-je une autre fois. Aujourd'hui, je ne veux donner qu'un seul exemple prouvant à quel point l'attitude anti-hitlérienne est avancée dans certains milieux catholiques de l'Ouest. Il y a quelques jours, j'eus la visite d'un ami : jeune professeur de l'enseignement secondaire, docteur ès lettres, ancien membre dirigeant d'une corporation universitaire catholique très conservatrice. Par obligation de carrière, il est devenu membre d'une troupe d'assaut. Je le connais depuis longtemps, et je sais combien il tenait à être très « national », très conservateur, très « à droite », tandis que moi je fus souvent classifié « à gauche ». Nous causions de l'avenir de l'Allemagne et arrivions à la prétendue alternative : Hitler ou Moscou. Il me disait : « Non, je n'y crois pas. Pour nous, il y a une troisième alternative. J'ai eu beaucoup de peine à l'envisager, mais j'y suis arrivé. C'est la solution qui met en question l'unité du Reich. Chez nous, à l'Ouest et également au Sud de l'Allemagne, il est parfaitement possible de trouver une majorité qui ne veuille ni d'Hitler ni de Moscou et qui permette une politique en accord avec les principes chrétiens. » Mon interlocuteur avait eu, il y a peu de semaines, une conversation avec un homme qui porte un des meilleurs noms du catholicisme allemand. Lui aussi, il avait admis qu'il y a des valeurs plus hautes que l'unité du Reich et qu'il peut exister des cas où il faut sacrifier les valeurs mineures à l'intérêt supérieur. Voilà une alternative douloureuse et tragique, devant laquelle Hitler risque de placer beaucoup de bons Allemands.

Dr. Kurt Türmer.

Un document sur la liberté du vote

Union des Médecins de Dusseldorf,
Société enregistrée

Dusseldorf, le 21 août 1934.

Monsieur le Collègue,

L'hôpital de Sainte-Marie à Dusseldorf s'est déclaré, dans le plébiscite du dimanche 19 août, par plus de 50 pour 100 des votes contre le Führer et le national-socialisme. Ce résultat constitue une provocation adressée à notre profession, à la ville et à l'État. Les médecins de Dusseldorf feront des efforts pour réparer cette attitude antinationale par le boycottage le plus sévère contre cet hôpital jusqu'à son anéantissement économique.

C'est pourquoi j'interdis formellement tout envoi de malades à l'hôpital de Sainte-Marie. Si, malgré cette interdiction, des médecins allemands dirigeaient des malades sur cet hôpital, je communiquerais au public les noms de ces médecins.

Heil Hitler!

Union des Médecins de Dusseldorf.

Dr Seiler,
Président.

Voilà un exemple de la liberté de vote qui règne dans le Troisième Reich. L'établissement en question est un grand hôpital catholique, dirigé par les Sœurs de la Charité, et très fameux à Dusseldorf. On avait attribué à cet hôpital un bureau de vote particulier pour le personnel et les malades. Le résultat fut étonnant : la majorité vota *contre* Hitler. La raison en est probablement bien simple : le bureau de vote aurait oublié de « corriger » le résultat par les méthodes qui se montrèrent si efficaces ailleurs.

Le gouvernement allemand avait déclaré que le vote était secret et libre et qu'il n'emploierait pas de représailles contre les votants. La lutte odieuse contre un hôpital catholique, imposée aux médecins par leur « chef » tout-puissant, donne un démenti éloquent à ces affirmations.

K. T.

A TRAVERS LES REVUES

La guerre qui revient?

Une revue s'est fondée récemment sous le titre suggestif et ambitieux : **L'Homme réel**. Elle s'intitule *Revue mensuelle du syndicalisme et de l'humanisme* et compte parmi ses collaborateurs des esprits fort distingués — encore que discutables — tels que MM. Maxime Leroy, André Philip, Georges Gurvitch ou Henri Poulaille. Le n° 8 vient de paraître. Il est consacré presque entièrement à deux articles de M. Francis Delaisi. Et ces deux articles nous paraissent du plus haut intérêt.

L'un a paru en mai 1911 sous le titre *La guerre qui vient*. En voici les premières lignes — assez actuelles :

Parler d'une guerre possible, probable, prochaine, cela paraît, à première vue, une folie!

On nous a si longtemps bercés de rêveries pacifistes! ... Assurément si l'on ne consultait que le sentiment populaire dans tous les pays du monde, il n'y aurait rien à craindre.

Il est bien évident que les prolétaires allemands n'ont nulle envie de tirer à la cible sur les nôtres; que la grande masse du peuple anglais ne demande qu'à travailler en toute tranquillité dans ses champs, ses magasins et ses usines, et quant aux Français, ... ils n'ont qu'un désir : la paix.

Cela n'a guère changé, on le voit. Comme aussi cette constatation désabusée :

Malheureusement, dans aucun pays du monde, *aucun peuple ne dirige sa politique extérieure.*

Ni les peuples ni les Parlements ne savent jamais rien. Et quelques hommes peuvent ainsi les engager, *sans qu'ils s'en doutent*, dans les conflits les plus graves, et les acculer à la guerre.

On l'a bien vu en 1905...

On le voit bien en 1934.

— Mais, direz-vous, il y a les journaux qui sont là pour nous avertir du danger.

— Ah! la presse est bien stylée!

D'abord toutes les dépêches de l'Agence Havas, qui renseignent les journaux, sont soigneusement triées au Ministère des Affaires Étrangères. Elles sont tellement insuffisantes que les quelques grands journaux qui suivent la politique extérieure ont dû s'adresser aux agences étrangères.

... Dans notre démocratie ombrageuse, il dépend d'un homme et d'une petite coterie de financiers et de gens d'affaires de déchaîner la guerre et de lancer ce pays dans les plus périlleuses aventures.

Et l'auteur, avec une terrible clairvoyance, dénonçait les « guerres d'affaires » :

Les grandes nations européennes sont gouvernées par des gens d'affaires : banquiers, industriels, négociants exportateurs. Le but de ces hommes est de chercher partout des *débouchés* pour leurs rails, leurs cotonnades, leurs capitaux. Dans le monde entier, ils se disputent les commandes... Et si, par hasard, deux groupes rivaux ne peuvent s'entendre pour la mise en exploitation d'un pays neuf, ils font appel au canon.

C'est ainsi que nous avons vu, en 1895, les Japonais se battre avec les Chinois pour l'exploitation de la Corée; en 1898, les Américains se battre avec les Espagnols pour l'exploitation de Cuba; en 1899, les Anglais se battre avec les Boers pour l'exploitation des mines du Transwaal; en 1900, l'Europe entière envahir Pékin pour imposer ses chemins de fer aux Chinois; enfin en 1904, les Japonais et les Russes se massacrer pendant dix-huit mois pour savoir qui aurait le droit d'exploiter la Mandchourie.

Cinq guerres en dix années! Le triomphe du pacifisme!

Et l'auteur, qui écrit en 1911, ajoute :

Or voici qu'un conflit se prépare auprès duquel même les horribles massacres de la guerre russo-japonaise n'auront été qu'un jeu d'enfants.

Sur tous les points du globe, les capitalistes anglais sont en lutte avec les capitalistes allemands. ... L'Angleterre, se sentant vaincue dans la lutte industrielle, décida d'en appeler au sort des armes...

C'est une façon un peu simpliste de raconter la guerre de 1914. Qui niera cependant que ce n'était point une prophétie clairvoyante? Or voici qu'un autre article fait suite à celui-là : *La guerre qui revient : 1934* :

Il était minuit. M. Alexis Léger, secrétaire général des Affaires étrangères, après avoir dépouillé les dernières dépêches des ambassadeurs, rangeait ses dossiers dans son coffre-fort, lorsqu'un coup de téléphone l'appela au cabinet du ministre.

Derrière le grand bureau, un petit homme était assis. Mais ce n'était pas M. Barthou. Au lieu d'un lorgnon facétieux au-dessus d'une barbe drue, il vit un lorgnon impérieux au-dessus d'une épaisse moustache.

— Monsieur Delcassé!

— Parfaitement. C'est moi... J'ai voulu voir par moi-même si l'esprit et les traditions que j'ai maintenus dans cette maison pendant seize ans y sont encore respectés. Apportez-moi les dossiers.

Pendant cinq heures, d'un œil avide, le petit homme parcourut rapports et dépêches. Enfin, comme l'aube éveillait les oiseaux dans le jardin :

— Je suis content, dit-il, je vois que la situation est très exactement celle de juillet 1914.

Et c'est le rapprochement — trait pour trait — des deux époques. Une Allemagne de 65 millions d'habitants avec un dynamisme formidable. En face, une France de 45 millions, qui cherche appui auprès de la Russie :

Delcassé. — Parfait. Voilà donc notre adversaire obligé de faire la guerre sur deux fronts... Mais il peut nous échapper vers le Sud. Il convient de grouper autour de la Russie les petits États balkaniques : la Roumanie, la Serbie fermeront à l'Allemagne la route de la Méditerranée.

Léger. — Et nous avons maintenant la Tchécoslovaquie pour lui fermer l'accès vers le Danube et le grenier hongrois.

Delcassé. — Excellent. Reste le front de mer au Nord. Il nous faut la collaboration de l'Angleterre.

Léger. — Elle hésite un peu.

Delcassé. — Comme toujours. C'est un peuple de marchands qui ne pense qu'aux affaires. Heureusement, il suffit de s'entendre avec le *Foreign-Office* et surtout l'Amirauté.

Avec un bon accord secret entre les états-majors, comme celui de Wilson-Foch en 1910 et ceux que j'ai proposés en 1911, il suffira d'un manque de sang-froid de l'adversaire pour emporter la décision des Communes.

Léger. — Quant à l'Italie, elle attend que la partie s'engage pour offrir ses services au plus fort.

Delcassé. — Mais que dit l'Allemagne de tout cela?

Léger. — ... Depuis que M. Barthou a entrepris son voyage dans l'Europe de l'Est, toute la presse d'Outre-Rhin crie à l' « encerclement de l'Allemagne ».

M. Delcassé eut un petit rire satisfait.

— Ah! dit-il, voilà bien le mot que j'espérais... Voilà l'univers dans lequel j'ai vécu et travaillé pendant vingt ans...

Atroce, n'est-ce pas? Et l'on ne sait ce qu'il faut le plus admirer, de la lucidité de cette analyse ou de sa partialité. La conversation continue avec le même mélange de cynisme et de vérité.

Le temps travaille pour nous.

Au printemps de 1935, la ligne Devèze, sur le plateau de Herve, en Belgique, sera achevée. Nos avions « douhétiens » seront en place derrière la ligne Maginot. Nos mitrailleuses et nos canons seront dans leurs abris, de la mer du Nord à la Méditerranée. L'aviation et l'armée tchèques seront prêtes. Toutes les chances seront de notre côté. Est-ce clair?

— Évidemment. Mais oserons-nous déclarer la guerre?

M. Léger haussa imperceptiblement les épaules.

— La France ne déclarera jamais la guerre. La France est pacifique, vous le savez bien, et notre peuple ne consentirait jamais à être l'agresseur. Tout simplement nous sommerons l'Allemagne d'adhérer aux « pactes de garanties » destinés à assurer la paix générale de l'Europe. De deux choses l'une. Ou bien le Reich acceptera, et il sera enfermé définitivement dans les limites du traité de Versailles, sous notre vigilante et puissante hégémonie. Ou bien il refusera, et il apparaîtra au monde entier comme le perturbateur de la paix générale...

En somme, conclut M. Delcassé, nous sommes à neuf mois de la guerre...

Memento

Écoutez-moi. C'est le journal de Mme Hanau. C'est assez dire! Il publie cependant un numéro spécial, le 18 août, sous le titre : *Sont-ils prêts? Ils*, ce sont les Allemands. Beaucoup de documents très intéressants.

Cahiers d'action religieuse et sociale, 15 juillet, 15 août. — *Les Travailleurs au XIX^e^ siècle : Libéralisme et « Misère imméritée »* (à suivre).

Cahiers du Bolchévisme, 15 août. — *Le Parti communiste et les élections cantonales.*

Revue Universelle, 25 août. — Robert d'Harcourt : *L'Avenir de l'Autriche.*

Revue Internationale du travail, août. — Jan Rosner : *L'action contre la misère et le chômage en Pologne.*

Échos de l'U. S. I. C., juillet-août. — M. Waline : *L'Organisation patronale à l'étranger.*

Politique, juin. P.-H. Simon : *État de la Démocratie.* — Juillet-août. Bernard Fay : *Le mouvement corporatif aux États-Unis.*

LES LETTRES

CHARLES DU BOS. *Extraits d'un journal.*

« Mon problème, non seulement de l'heure présente mais de toutes les années qui peuvent me rester à vivre, c'est d'*entrer en théologie.* »

J. MADAULE. *Le charme de Jean Giraudoux.*

Sa Muse ne serait-elle pas cette Malèna du *Combat avec l'Ange,* qui n'est pas née pour le malheur et fait rêver du Paradis perdu?

ANDRÉ GEORGE. *Henry de Montherlant et « Les Célibataires ».*

Le « poète à la tête épique » se révèle romancier de grande classe.

P.-L. FOURNIER. *Surréalisme et révolution.*

La culture du « dépaysement systématique ».

H. GOUHIER. *Le théâtre allemand d'aujourd'hui.*

EXTRAITS D'UN JOURNAL [1]

1929

Mardi 19 février (9 h. 1/4 matin)
Versailles

Messe de 7 h. 1/2 à Notre-Dame. Depuis le début du Carême j'ai repris mon exemplaire de l'*Année Liturgique*, et j'y retrouve, avec cette émotion de remettre les pas dans les pas qui dans l'ordre religieux est plus poignante encore que partout ailleurs, tant de passages que j'avais soulignés l'an dernier ici même pendant ce bref séjour que je fis au Trianon Palace, lors de la cure de silence qui m'avait été prescrite pour ma laryngite et qui fut interrompue par la fracture du bras de Z[2]. (J'étais arrivé à Versailles le dimanche 26 février, premier dimanche de Carême, et rentrai à Paris le mardi 6 mars.) La *Leçon* du premier mardi de Carême est extraite du chapitre LV du livre d'Isaïe, 6-11 :

Cherchez Yahweh, pendant qu'on peut le trouver;
Invoquez-le, tandis qu'il est près.
Que le méchant abandonne sa voie,
Et le criminel ses pensées;
Qu'il revienne à Yahweh, et il lui fera grâce;
A notre Dieu, car il pardonne largement.

(1) Ces journaux inédits sont tous postérieurs à ceux recueillis dans *Extraits d'un Journal* (2e édition, augmentée). — R.-A. Corrêa.

Car mes pensées ne sont pas vos pensées,
Et vos voies ne sont pas mes voies, — oracle de Yahweh.
Autant les cieux sont élevés au-dessus de la terre,
Autant mes voies sont élevées au-dessus de vos voies,
Et mes pensées au-dessus de vos pensées.

Comme la pluie et la neige descendent
Du ciel et n'y retournent pas
Qu'elles n'aient abreuvé et fécondé la terre
Et qu'elles ne l'aient fait germer,
Qu'elles n'aient donné la semence au semeur,
Et le pain à celui qui mange;
Ainsi en est-il de ma parole qui sort de ma bouche,
Elle ne revient pas à moi sans effet,
Mais elle exécute ce que j'ai voulu,
Et accomplit ce pour quoi je l'ai envoyée.

Ce texte — qui s'élève au-dessus de toutes les paroles humaines autant que « les cieux sont élevés au-dessus de la terre » — renferme trois passages qui atteignent le fond même de mon être dans trois zones différentes, et chacune essentielle.

Cherchez Yahweh pendant qu'on peut le trouver;
Invoquez-le, tandis qu'il est près.

L'an dernier, ce texte — et il y en a plus d'un semblable, et même de plus pressants dans l'Évangile — me remuait avant tout à cause de la proximité encore récente de mon retour à Dieu ; ce matin, à peine moins en sentais-je l'urgence s'il est vrai, et pour moi restera sans doute toujours vrai, que chaque Messe et Communion matinales sont un retour après, je ne dis plus des oublis (le plan de l'oubli — celui qu'analysait en détail mon journal du 14 décembre 1927 (1) — paraît bien lui depuis

(1) *Extraits d'un Journal* (2e édition augmentée). R.-A. Corrêa, pp. 401-408.

la fin d'octobre 1928 pour de bon transcendé), mais des intermittences, des tiédeurs, surtout de menues négligences innombrables. Je songeais aussi, relisant le verset, à ce terrible problème des grâces manquées, ce problème auquel mon cher J. de M. et moi sommes si sensibles, et ce matin je pensais à G. avec une affection, une piété cette fois vraiment libres de ces ultimes résidus d'humeur que faisait encore trop lever en moi, l'an dernier, son attitude de refus envers ce qui l'avait visité.

Car mes pensées ne sont pas vos pensées,
Et vos voies ne sont pas mes voies, — oracle de Yahweh.
Autant les cieux sont élevés au-dessus de la terre,
Autant mes voies sont élevées au-dessus de vos voies,
Et mes pensées au-dessus de vos pensées.

Ces versets-là, je devrais me les murmurer tout au long du jour, car là assurément gît une des épreuves les plus miennes : ces versets devraient figurer pour moi l'indispensable contrepoids et à mon incessant besoin d'agir et à ce découragement, non point jamais, grâce à Dieu, révolté, mais souvent conducteur de certaine forme de tristesse que je connais trop bien, celle qui alors (ainsi que je le confiais à l'abbé Altermann dans notre entretien du mardi 5 février) me fait positivement étreindre le mot de Jacques Rivière en son septième carnet de captivité, le 18 juin 1915 : « Un gouffre de tristesse, de résignation et de courage (1) », oui, de courage, car chez moi (et peut-être est-ce un des points où je suis le plus proche de Jacques) je suis rarement aussi courageux que lorsque découragé, chez moi existe vraiment une catégorie du *courage découragé* qui, dans la sphère du courage, doit correspondre à ce *desperate hope*, à cet *espoir désespéré*

(1) *A la Trace de Dieu*. Éditions de la Nouvelle Revue Française, p. 272.

dont parlait toujours Carlyle (*desperate hope* qui n'intervient pas en mon cas à cause de la quasi-nullité de ma faculté d'espérance), mais ce courage découragé n'en est pas moins tout imbibé de tristesse, et jamais peut-être davantage que lorsque je vois frustrer une intention d'agir, empêcher une action que non seulement je me représente bonne en soi, mais dirigée sinon vers la gloire de Dieu, du moins vers son service. Oui, là est bien une épreuve mienne, et pour laquelle, recourant à mon expression favorite quand c'est du christianisme qu'il s'agit, « le liniment sur la plaie » devra être : « car mes pensées ne sont pas vos pensées, et vos voies ne sont pas mes voies ». Sans doute, ne parviendrai-je jamais à éliminer complètement *le psychologique* de la composition de ma nature — et je ne suis même pas certain, je serais plutôt le contraire, que Dieu veuille que tout à fait je l'élimine, car ce vœu équivaudrait à m'interdire et à supprimer ma tâche ici-bas en tant que *personnelle*, à annuler, pour parler avec saint Paul, mon « don », ma « grâce » propres ; mais d'autre part je n'ai jamais été plus convaincu de la vérité de ce que me disait l'abbé Altermann la toute première fois où il vint me voir, le lundi 21 mars 1927, à savoir que très spécialement pour nous aujourd'hui, il n'y a ni voie ni salut tant que l'on demeure sur le seul plan psychologique, tant qu'au psychologique pur on ne substitue pas ou du moins on ne superpose pas, et pour lui donner en fin de compte gain de cause, *le théologique*. Or, en mon cas, ce qui m'a permis de transcender le psychologique, c'est une tendance *théocentrique* de toujours (et, pour que cette tendance aboutît, Dieu m'autorisa à utiliser le psychologique même dans la mesure où c'est celui-ci qui m'aida à accomplir, plus exactement à compléter par la double intervention de la *volonté* et de la *logique*, l'acte du 30 juillet 1927) : la véritable accession au théologique

est encore à venir, et mon problème non seulement de l'heure présente mais de toutes les années qui peuvent me rester à vivre, c'est d'*entrer en théologie*. Quand je dis problème, je ne veux pas impliquer qu'il subsiste à mes yeux quoi que ce soit de problématique dans le fait qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas à y entrer : je ne vise rien de plus que la toute simple, toute pratique mais aussi toute quotidienne difficulté qu'il y a à trouver le temps d'y entrer. Ah ! que Jacques Maritain a eu raison d'écrire : « D'une manière ou d'une autre notre instruction à tous a été manquée », et qu'il est généreux, charitable à lui de l'avoir écrit puisque, de tous ceux d'entre nous qui ne sont pas des prêtres, il est précisément, lui, le seul à avoir réparé ce manque. Réparer, — ce matin à la Messe, et jusqu'en dictant ces lignes, il m'apparaissait que sur tous les plans les années, peut-être seulement les jours qui nous sont laissés ne sauraient plus être rien d'autre qu'une incessante réparation.

Que l'entrée en théologie n'offre pour moi rien de problématique, qu'au contraire il n'est étude ni discipline auxquelles je sens et devine que je pourrais aujourd'hui répondre avec plus d'élan, cela m'était prouvé à nouveau ce matin même par la troisième des grandes impressions que me valut la relecture du texte d'Isaïe :

> *Ainsi en est-il de ma parole qui sort de ma bouche,*
> *Elle ne revient pas à moi sans effet,*
> *Mais elle exécute ce que j'ai voulu,*
> *Elle accomplit ce pour quoi je l'ai envoyée.*

Elle ne revient pas à moi sans effet : certes je ne prétends nullement à tirer cette parole — ni d'ailleurs à en jamais tirer aucune — dans le sens où ce matin, et tout malgré moi, s'orientait ma méditation : il est probable, peut-être même certain, que dans ce contexte elle a trait

uniquement aux relations de Dieu avec l'homme ; mais je ne pouvais échapper à me remémorer ce jour de fin septembre 1927 où, rouvrant le *Génie du Christianisme*, il advint que le livre s'ouvrit à la page où, après avoir dit que : « les Philosophes divisaient l'homme *moral* en trois parts, et les Pères ont cru retrouver l'image de la Trinité spirituelle dans l'âme de l'homme », Chateaubriand cite le prodigieux passage de Bossuet dans le *Discours sur l'Histoire Universelle* qui se réfère à cette image :

Si nous imposons silence à nos sens, et que nous nous renfermions pour un peu de temps au fond de notre âme, c'est-à-dire dans cette partie où la vérité se fait entendre, nous y verrons quelque image de la Trinité que nous adorons. La pensée, que nous sentons naître comme le germe de notre esprit, comme le fils de notre intelligence, nous donne quelque idée du Fils de Dieu conçu éternellement dans l'intelligence du Père céleste. C'est pourquoi ce Fils de Dieu prend le nom de Verbe, afin que nous entendions qu'il naît dans le sein du Père ; non comme naissent les corps, mais comme naît dans notre âme cette parole intérieure que nous y sentons, quand nous contemplons la vérité. Mais la fécondité de notre esprit ne se termine pas à cette parole intérieure, à cette pensée intellectuelle, à cette image de la vérité qui se forme en nous. Nous aimons, et cette parole intérieure, et l'esprit où elle naît ; et, en l'aimant, nous sentons en nous quelque chose qui ne nous est pas moins précieux que notre esprit et notre pensée, qui est le fruit de l'un et de l'autre, qui les unit, qui s'unit à eux, et ne fait avec eux qu'une même vie. Ainsi, autant qu'il se peut trouver de rapport entre Dieu et l'homme ; ainsi, dis-je, se produit en Dieu l'amour éternel qui sort du père qui pense, et du fils qui est sa pensée, pour faire, avec lui et sa pensée, une même nature également heureuse et parfaite (1).

Malgré moi, dans le : « elle ne revient pas à moi sans effet », je songeais au Mystère de la Trinité et à « cette image de la Trinité spirituelle dans l'âme de l'homme ».

(1) *Génie du Christianisme*, l. I^er^, ch. III. Des mystères chrétiens. De la Trinité.

De toute manière, il me faut prendre l'habitude de lir chaque jour l'*Année Liturgique* et, dans la mesure d possible, de tenir un journal spécial de cette lecture quo tidienne. (J'avais lu le texte d'Isaïe dans la version latine mais pour plus de sûreté je l'ai transcrit ici tel qu'il figur dans la Sainte Bible de l'abbé Crampon.)

1929

Mercredi 20 février (9 h. matin)
Versailles

Messe de 7 h. 1/2 à Notre-Dame. La seconde *Leçon* d'aujourd'hui contient ce cri d'Élie dont c'est tout à fait par hasard que j'eus d'abord connaissance et qui depuis seize ans est resté si mêlé à ma vie. Elle est extraite du chapitre XIX du I^er^ livre des Rois, 3-9 :

Élie arriva à Bersabée, qui appartient à Juda, et y laissa son serviteur. Pour lui, il alla dans le désert l'espace d'une journée de marche; arrivé là, il s'assit sous un genévrier et demanda pour lui la mort, en disant : « J'en ai assez, Seigneur; prends mon âme puisque je ne suis pas meilleur que mes pères! » Il se coucha et s'endormit sous le genévrier. Et voici qu'un ange le toucha et lui dit : « Lève-toi, mange. » Il regarda, et voici qu'il y avait à son chevet un gâteau cuit sur des pierres chauffées et une cruche d'eau. Après avoir mangé et bu, il se recoucha. L'ange de Yahweh vint une seconde fois, le toucha et dit : « Lève-toi, mange, car le chemin est trop long pour toi. » Il se leva, mangea et but, et, avec la force que lui donna cette nourriture, il marcha quarante jours et quarante nuits jusqu'à la montagne de Dieu, à Horeb.

C'était en avril 1913, au cours de cette période où pendant plus de deux mois, à cause de ce que l'on croyait

alors être un ulcère du duodénum, je dus rester alité dans la salle à manger de la rue de la Tour que l'on avait transformée en chambre. Edmond Jaloux m'ayant parlé avec admiration du *Fantôme* de Paul Bourget, je lus le roman, le seul de Bourget que je me trouvais n'avoir jamais lu, et qui en effet, après le *Démon de Midi*, est le plus beau de ses romans, et c'est dans le Journal de Malclerc, le héros du livre, que je rencontrai ces lignes :

Il y a dans la Bible un passage qui m'est tombé sous les yeux, par hasard, quand j'étais bien jeune, à l'époque de mes premiers élans vers la vie, et je ne l'ai jamais oublié, tant il s'appliquait dès lors, avec une exactitude saisissante, aux relations entre moi et ceux dont je descends. Il s'agit du prophète Élie et de son découragement lorsque, couché sur le sable du désert, dans l'ombre d'un genévrier, il gémit : « J'en ai assez, Seigneur; prends mon âme, puisque je ne suis pas meilleur que mes pères... »

Dès le premier contact ce texte m'avait « saisi » moi aussi et même il était descendu très avant en moi, mais ce n'est qu'en la période d'avril-mai 1917 — qui, dans mon histoire intérieure, marqua sans contredit une étape importante, mais que sur le moment je vécus sans en comprendre toute la portée, et dont je ne devais recueillir les fruits que beaucoup plus tard — que le texte assuma pour moi sa plénitude de signification. Cette fois c'était mon rhumatisme aux deux pieds, lequel pendant deux ans m'empêcha de marcher, qui m'immobilisait dans la salle de billard de l'avenue d'Eylau à son tour transformée en chambre. J'essayais, et avec quelle difficulté après plus de deux ans d'interruption, de me mettre vraiment au travail, et j'étais successivement en proie à la plus morne atonie et aux plus véhéments, aux plus imprévisibles afflux de contrition, éprouvant avec acuité que « je n'étais pas meilleur que mes pères », et que, si je ne le devenais en triomphant de mon aboulie, eu égard

aux dons qui m'avaient été départis, à mes yeux en tout cas je serais tellement pire, — et sans cesse alors jaillissait de moi à nouveau le cri d'Élie.

Ce matin, de retrouver ce cri m'inclinait moins à ce retour sur le passé (que je n'opère qu'à l'instant même, en dictant ces lignes) qu'à sentir dans toute sa généralité, je dirai même dans toute son impersonnalité, la profondeur d'un tel passage — que viennent parfaire les deux interventions de l'ange :

Et voici qu'un ange le toucha et lui dit : « Lève-toi, mange. » Il regarda, et voici qu'il y avait à son chevet un gâteau cuit sur des pierres chauffées et une cruche d'eau. Après avoir mangé et bu, il se recoucha. L'ange de Yahweh vint une seconde fois, le toucha et dit : « Lève-toi, mange, car le chemin est trop long pour toi. » Il se leva, mangea et but, et, avec la force que lui donna cette nourriture, il marcha quarante jours et quarante nuits jusqu'à la montagne de Dieu, à Horeb.

O ce sens toujours présent de ce qui est *possible* et de ce qui est *impossible* à l'homme, ce que traduira un jour le *Deus impossibilia non jubet,* Dieu ne commande pas les choses impossibles, de saint Augustin, ce soin de pourvoir l'homme de l'indispensable, non seulement de la nourriture, mais de cette proportion de repos dont il ne se peut passer ; mais aussi, dès que le repos a opéré, ce rappel alors, cette injonction, prononcée d'une voix posée mais non moins ferme : le chemin est trop long pour que l'homme le parcoure inassisté, mais, assisté, ayant repris des forces, son devoir reste toujour le même : se remettre aussitôt en marche. Il n'est rien que nous ayons reçu que nous ne devions restituer, — restituer par des actes dont peu importe la réussite : elle concerne Dieu seul qui, à son gré, les fera ou non prospérer, mais dont il importe sans mesure qu'ils aient été accomplis, et avec « bonne volonté ».

1931

Mardi 2 juin (3 h. après-midi)
Versailles

Ce matin, comme mardi dernier — serait-ce le seul rythme « martial » de ma vie? —, réveil à 4 h. 1/2. De 4 h. 1/2 à 5 h., après une première prière, je restai étendu dans l'obscurité, et, au sein de ma méditation, il me semblait que se groupaient en cercle autour de moi tous les êtres vis-à-vis desquels je suis en retard, à qui je dois une lettre ou une visite : ils me regardaient, non point d'un regard de reproche, mais avec un muet air d'appel, — d'un appel prêt à patienter encore, mais qui insinuait : « Ne nous oublie pas trop, car si, au sens humain, rien ne presse, tu sais bien, toi, au sens qui seul t'importe, que tout presse au contraire, qu'il est encore temps, mais que d'un jour à l'autre il peut cesser de l'être », et moi, sachant bien que, quoi qu'on fasse, l'on est toujours en retard, ayant accepté le fait du retard non point pour ne pas agir, mais au contraire pour agir avec plus d'efficacité, pour ne pas céder à cette impatience qui mime l'action mais afin, en désespoir de cause, de nous faire échouer dans une inaction d'autant plus radicale, je dénombrais ces visiteurs nocturnes, je pensais à chacun d'eux séparément, je préparais avec calme l'action future.

A 5 h., sentant qu'il était vain de songer à me rendormir, je lus le début du deuxième sermon de Tauler pour la Pentecôte.

Voilà pourquoi l'Esprit-Saint doit lui-même préparer la place où il doit être reçu, travailler par lui-même à rendre l'homme capable de le recevoir et, en définitive, se recevoir lui-même.

Que cette dernière formule est belle! Sur le plan de

l'âme en état de grâce, elle figure comme l'ombre des échanges indicibles, insondables qui ont lieu à l'intérieur même de la Trinité. Et, sur un plan, je le veux bien, mineur — mais rien n'est-il vraiment mineur dans cette exhaustive appropriation catholique que définissait mon journal du mardi précédent? — il règne ici ce que l'on pourrait appeler le *cérémonial* de la *sublimité*.

Bien que le Saint-Esprit soit en tous les braves gens, celui qui veut pouvoir prendre conscience de son opération, sentir et goûter sa présence, doit se recueillir en lui-même, s'enfermer à l'abri de toutes les choses extérieures et donner place en lui-même à l'opération du Saint-Esprit, dans le calme et le silence. C'est alors que l'homme commencera de prendre conscience du Saint-Esprit qui se manifestera en lui. Plus l'homme s'adonne, d'heure en heure, à son mouvement de recueillement, plus il prend conscience de cette manifestation intérieure et toujours croissante du Saint-Esprit qui lui a cependant été donnée complètement dès le début.

Je ne saurais dire ce que m'apporta la découverte de ce texte, émanant d'un Tauler. Dieu me garde d'y voir ou d'y chercher quoi que ce soit d'autre ou de plus que ce qui s'y trouve, ou même de céder à quelque complaisance excessive devant la découverte de ce qui s'y trouve. Mais il n'en est pas moins vrai que, sur le plan suprême, sur le plan du régime des dons du Saint-Esprit, Tauler pose comme normale et comme éminemment souhaitable que l'homme « prenne conscience du Saint-Esprit » quand il « se manifestera en lui ». Cet acte de la *prise de conscience* auquel, sur tous les plans subordonnés, à tous les échelons inférieurs, j'ai depuis tant d'années attaché une telle importance, subsiste au sommet. Ne serait-il pas plus exact de dire que c'est au sommet seulement qu'il joint sa plénitude d'accomplissement, que tous les actes de prise de conscience qui étaient intervenus avant n'avaient d'autre objet que de conduire graduellement jusqu'à lui? Oui, là est la vérité, — et une vérité qui pro-

jette en même temps (si l'on prend en considération tout le paragraphe de Tauler que je viens de transcrire) la plus riche lumière rétroactive sur la conception, d'abord implicite et peu à peu explicitée, que depuis mon ouverture à la vie de l'esprit je me suis toujours faite de l'âme par-dessus tout, mais aussi — à leurs paliers respectifs — de l'intuition et même du processus de composition. En effet, si, redescendant du plan suprême, de celui des dons du Saint-Esprit, on n'envisage plus que l'âme seule, que l'âme en soi, la conception (qui m'était innée, et dont je n'ai su que vingt-cinq ans plus tard que saint Augustin l'avait promulguée avec une profondeur finale et indépassable) est fondamentalement cette conception augustinienne que notre âme est trop grande, trop immense, pour que nous-mêmes parvenions jamais à la connaître ou même à l'explorer dans toute sa grandeur et dans toute son immensité : notre âme est toujours *plus* que nous, plus non seulement que la conscience qu'à tel ou tel moment nous en prenons, mais plus que notre vie végétative elle-même, plus que tout notre inconscient ajouté à tout notre conscient, plus que tout enfin hormis Dieu : « Pourtant, ce n'est pas le ciel du ciel, ni la dimension des astres, ni la mesure de la mer et des terres, ni les basfonds de l'enfer, dont il s'agit ici, c'est nous, que nous ne savons pas comprendre; trop hauts, trop puissants pour nous-mêmes, nous dépassons les bornes étroites de notre science, nous ne pouvons pas nous emparer de nous-mêmes, et pourtant, nous ne sommes pas hors de nous. » (Saint Augustin, *De Anima et ejus Origine*, l. IV, c. VI, 8.) Tout de même que cette manifestation du Saint-Esprit dont parle Tauler, notre âme « nous a été donnée complètement dès le début », mais nous ne parvenons pas à l'égaler, quel que soit l'effort de dilatation que notre conscience opère. L'intuition, elle aussi, est *plus* que tout

ce que nous parvenons jamais à en expliciter : dans ce domaine, le coup de sonde de Bergson a été magistral; combien de fois n'ai-je pas éprouvé que l'essentiel — qui conditionne le départ même — réside dans la projection (le plus souvent tout involontaire) d'un indivisible sur lequel *a posteriori* la réflexion s'exerce, qu'elle creuse, nuance, enrichit de mille manières, mais qu'à elle seule, inassistée, la réflexion n'aurait jamais pu fournir. (Je dirai même que le sentiment que je note ici, je l'éprouve à un degré qui ne cesse de croître : mes propres textes tendent de plus en plus à m'apparaître comme des messages par moi-même à moi-même lancés, du sens et de la portée exacts desquels le moi qui les projetait était semi-inconscient, et c'est le moi ultérieur — celui-là même que, par un processus lui aussi semi-inconscient, ils ont contribué à former — qui, à force de les interroger et de les scruter, comprend enfin tout à fait le message.) Mais ce matin, en fonction du paragraphe de Tauler, ce qui me frappait non moins et peut-être encore davantage, c'est son retentissement sur cet autre mode de la prise de conscience qui a tant signifié dans ma vie : *la prise de conscience par l'introspection*. La valeur dernière de la prise de conscience par l'introspection réside dans cet acte, entre tous mystérieux, dont il va de soi qu'il est impossible de rendre compte d'une façon qui satisfasse ceux qui n'admettent d'autre évidence que cartésienne, mais, pour qui l'a vécu, indubitable, et qu'il faudrait appeler *l'acte de transcendance intérieure*, celui par lequel l'être se transcende à l'intérieur de lui-même *au contact du Dieu immanent*. Lorsqu'elle est cela, l'introspection se situe à un niveau beaucoup plus élevé que *le pur psychologique*, que la simple prise de conscience psychologique : elle le survole, et en même temps elle dépouille tout stigmate anthropocentrique : elle est déjà plus que l'aspiration, elle est la *vir-*

tualité théocentrique qui, l'acte de transcendance opéré, joint son accomplissement en Dieu. En lisant cet inépuisable passage de Tauler, j'avais l'impression de voir, ainsi que le dirait Pascal, « d'une seule vue », tous les cercles de la vie intérieure.

Les disciples étaient rassemblés. Cette circonstance doit nous apprendre que nous devons rassembler toutes nos facultés, les intérieures et les extérieures, pour que le Saint-Esprit trouve une place où il puisse opérer. Car il opère des merveilles là où il trouve place. De plus, les disciples étaient assis quand vint le Saint-Esprit. Ainsi, devez-vous, en vérité, être assis, et asseoir toute créature, joie ou souffrance, vouloir ou non-vouloir, dans la volonté de Dieu. Voilà ce qu'il est nécessaire de dire à tous les hommes de vie spirituelle; ils ne sont tels, que s'ils n'ont avec Dieu qu'une volonté et lui restent conformes et bien unis.

L'emploi du terme « *asseoir* » est ici un chef-d'œuvre de pénétration dans les trois ordres psychologique, spirituel et mystique : nous devons asseoir tout ce qui nous advient — soit de la part des hommes ou même des choses, sous forme de joie ou de souffrance, soit de la part de Dieu, sous forme de consolation ou de délaissement, « dans la volonté de Dieu », — asseoir, c'est-à-dire non seulement adhérer à cette volonté divine, mais par là même mettre ou plutôt (car l'abandon doit jouer ici plus que la volonté) laisser chaque événement à la place, au rang qui lui sont dévolus dans l'économie générale de la Providence; — et, sur les plans modestes du psychologique et du spirituel, à quel degré n'est-il pas vrai que c'est, lorsqu'au lieu d'asseoir l'événement, nous le dressons, nous le disproportionnons, nous le brandissons en guise de protestation que, pour reprendre l'expression toute faite et si bien faite, nous sortons de nous-mêmes (dans le mauvais sens du terme) : nous en sortons par l'impatience, la révolte, et, d'un seul coup, nous devenons injustes et (dans l'acception étymologique) disgraciés. En son

essence on pourrait définir le protestant — et j'attribu ici au concept une universalité qui va au-delà du seul pla religieux : l'homme se refuse à asseoir l'événement, à l situer, avec sa dimension propre certes, mais avec une dimension respectueuse de toutes les autres dimension environnantes, à la place exacte, ni plus, ni moins, qui lui revient dans tout l'ensemble du cosmos intérieur.

Fuyez tous ces obstacles, car la nature ne peut pas rester ainsi, dans un sauvage isolement, entre Dieu et le monde. Ou bien tu te donneras tout entier à Dieu, ou bien tu te passeras de Lui et tu tomberas en maintes fautes lourdes et mortelles, que tu le veuilles ou non. (Le Père Hugueny ajoute ici en note : « L'expérience apprend tous les jours qu'on ne reste pas indéfiniment dans l'état de tiédeur. Heureux encore les tièdes que réveillent les premières fautes graves et qui n'y glissent pas insensiblement, parfois en se formant une conscience faussée par l'aveuglement de l'orgueil. »)

Passage qui rétrospectivement m'émeut, car de rester entre le monde et Dieu, moins peut-être dans « un sauvage isolement » qu'en serrant trop tendrement contre mon cœur ma solitude même, pendant de longues années ce fut là ma tentation, et une tentation d'autant plus périlleusement insinuante qu'elle épousait ce qu'il y avait de plus profondément individuel en moi : *the mood of self-pity*, « *certain incapacity wholly to accept other men's valuations* », la vocation qui m'était échue d'être cet individualiste malgré soi qui est tout le contraire de l'individualiste délibéré. Ah! certes, en mon cas l'acte de transcendance intérieure était indispensable : sans lui jamais je n'eusse émergé du cercle enchanté de l'unicité.

A 5 h. 1/2 je me levai et arrivai à 6 h. à Notre-Dame. Je gagnai la chapelle du Sacré-Cœur, et, après avoir prié, en attendant la Communion et la Messe d'action de grâces, je lus la Messe du jour. Elle contenait, pour la Communion précisément, ces versets du livre de la Sagesse

que, pendant tout le temps que je demeurai à Notre-Dame, je ne cessai de méditer : « Les âmes des justes sont dans la main de Dieu, et le tourment de la mort ne les touchera pas. Aux yeux des insensés, ils ont paru mourir : et cependant ils sont en paix. »

1933

Vendredi 17 novembre (5 h. 1/2 après-midi)
Ile Saint-Louis

« Bonté suprême, ô Jésus ! je Vous demande... un cœur fidèle et fier, qui ne chancelle, qui ne descende jamais. »

Seigneur, plus que jamais c'est ce cœur qu'aujourd'hui je Vous demande, — que je Vous demande en recourant aux paroles de celui à qui de naissance Vous l'aviez donné, qui sut ne jamais le perdre, et qui le sut parce que chaque jour il Vous redemandait ce qu'il n'avait pas perdu, aux paroles de la prière de saint Thomas d'Aquin.

Seigneur, depuis lundi après-midi me voici à nouveau confiné à la chambre, privé de la Messe et de la Communion matinales et destiné à demeurer ainsi jusqu'après mon opération, c'est-à-dire pendant encore dix jours au moins, — ah ! Seigneur, d'ici là faites que mon cœur, lui, reste « fidèle et fier », qu'il « ne chancelle », qu'il « ne descende jamais ».

Cette prière commençait à se former en moi tandis que je regagnais mon cabinet de travail après le thé. Mais elle était encore indistincte, à peine consciente, et encore elle se traduisait moins par un besoin de prière proprement dite que par le besoin d'élever et même de surélever l'atmosphère, — et c'est pourquoi je priai M. de mettre au Cantora le premier mouvement du *Concerto pour deux*

violons de Bach, et aussitôt que j'en eus réentendu les premières mesures, élevé, surélevé par elles, ce qui alors m'emplit, et alors à l'état de prière tout à fait distincte et qui n'eût pu être formulée par aucune autre formule que celle-là même de saint Thomas d'Aquin, ce fut la prière ci-dessus. Aussi bien entre elle et la musique de Bach, la parenté va jusqu'à l'identité : de cette musique n'écrivais-je pas il y a douze ans et à une époque où saint Thomas d'Aquin n'était encore pour moi qu'un nom : « Elle excelle dans ce que l'Église définit comme la contrition parfaite, c'est-à-dire dans un état tout purifié du sentiment, où la faute n'est plus qu'en fonction de l'offense faite à la Perfection elle-même... Pureté, force, perfection du paradis spirituel ; — et, dans l'âme de l'auditeur, honte sans analogue, sens aigu, poignant de ce à quoi l'on manque sans cesse... Quelques mesures de Bach, et le trouble, la paresse, la veulerie ne peuvent plus tenir là contre. » Il n'est pas un de ces mots qui ne s'applique avec autant d'exactitude à saint Thomas d'Aquin, qui ne s'applique à lui partout, mais avant et par-dessus tout à ses prières, — et en revanche ces lignes de Rémy de Gourmont sur le *Pange lingua* (que Gilson cite avec une si légitime admiration) : « Saint Thomas d'Aquin est toujours d'un égal génie, et son génie est fait surtout de force et de certitude, de sécurité et de précision. Tout ce qu'il veut dire, il l'affirme, et avec une telle sonorité verbale que le doute, apeuré, fuit », ces lignes s'appliquent avec autant d'exactitude à toute la musique de Bach. Sur le plan humain, saint Thomas d'Aquin et Bach sont les deux intercesseurs auprès desquels nous devrions toujours nous réfugier lorsqu'en nous le « cœur fidèle et fier » menace de « chanceler », de « descendre ».

CHARLES DU BOS.

NOTES ET RÉFLEXIONS

Le charme de Jean Giraudoux

Magré la déception qu'a pu nous causer jadis cette fâcheuse *Judith*, malheureux essai pour concilier la Bible avec la fantaisie, qui donna un monument d'indécence et d'irrespect, nous ne pouvons pas demeurer insensibles au charme retrouvé de Jean Giraudoux. Son dernier livre (1) nous est même une invitation à rechercher l'essence de ce charme.

Cela se joue entre trois principaux personnages apparents, d'innombrables comparses et un beaucoup plus grand nombre encore de personnages invisibles. Au centre, un témoin, Jacques, le narrateur. C'est par lui que passent tous les fils de l'intrigue, s'il est bien permis de parler ici d'une intrigue. Au moment où commencent ses confidences, Jacques est disponible, comme le sont toujours les personnages de Giraudoux. C'est même cet état de disponibilité qui déclanche l'histoire. Rupture avec tout le passé, bref et délicieux intermède entre une période qui s'achève et une autre qui n'est pas encore commencée. Ce n'est pas pour rien que Giraudoux a intitulé sa dernière comédie *Intermezzo*. Il y a là chez lui une véritable constance, et l'un des éléments essentiels de ce charme que nous tâchons à définir. Qu'on se rappelle encore le départ de Jérôme Bardini. Et si Giraudoux a un goût si vif pour les personnages de jeunes filles, c'est parce que la jeune fille est un être à la fois détaché de l'enfance qui est derrière elle et du mariage qui est en avant.

(1) *Combat avec l'Ange*, 1 vol. Paris, Grasset, 1934.

Et je crois bien, en effet, que le charme des jeunes filles est fait de cette fragile liberté.

Donc Jacques sent tomber de lui malgré lui, et sans qu'il puisse rien faire que constater ces abandons successifs, tout ce qui lui paraissait attaché. Et quand les choses ne se détachent pas d'elles-mêmes, c'est lui qui s'en détache. Ainsi d'Annie, sa maîtresse. Mais quand on fait place nette, c'est toujours pour accueillir quelqu'un ou quelque chose. Si par exemple cette avenue, d'ordinaire bruyante et mouvementée, se trouve soudain dégagée, c'est qu'un très grand personnage va la parcourir en cortège de gala. Un peu comme la jeune fille attend le fiancé, Jacques attend l'événement. Il se présente d'abord sous la forme d'une jeune et jolie femme, Malèna Paz, riche Américaine du Sud. Comme si Jacques ne s'était détaché d'Annie que pour s'attacher à Malèna, qui allait entrer dans sa vie. Malèna, c'est le bonheur fait femme. Elle possède tous les dons de la nature et l'ignorance du mal. Je n'entends point par là l'ignorance du mal moral, du péché, dont les personnages de Giraudoux se soucient assez peu, il faut l'avouer. Mais l'ignorance du mal sous cette forme particulièrement odieuse aux gens heureux, et qui s'appelle le malheur. Donc, si elle aimait Jacques, elle ne pouvait qu'être aimée de lui, et ils devaient former le couple parfait, le couple du Paradis terrestre, que l'homme, depuis la Chute, cherche désespérément à refaire.

Mais auprès de Jacques, il n'y a pas seulement Malèna, il y a aussi Brossard, Président du Conseil où l'on retrouve des traits de Briand, mais qui n'est pas Briand. Jacques est l'ami de Brossard, peut-être queque chose comme son secrétaire particulier, mais surtout son ami, avec une nuance d'admiration respectueuse chez le plus jeune et d'affection paternelle chez le vieil homme d'État. Or, Brossard est malade, et nous voyons la mort approcher de lui avec une solennelle et irrésistible lenteur. De plus, il a rêvé d'assurer la paix du monde, parce qu'il s'est établi dans son esprit une corrélation mystérieuse entre la guerre et sa propre mort. Brossard est donc menacé par la mort et l'Europe par la

guerre tandis que Jacques et Malèna forment un couple parfaitement heureux.

Cela ne peut pas durer. Il faudra subir la triple menace du malheur, de la mort et de la guerre pour que recommence le bonheur, mais peut-être un autre bonheur. Les choses se gâtent un jour que Malèna et Jacques se sont rencontrés par hasard sur un pont de la Seine, dans le brouillard et au milieu d'un peuple d'indifférents. Cette rencontre a été pour Malèna une révélation. Elle a cru voir soudain auprès de Jacques, dans la pensée de Jacques, une autre Malèna. Une Malèna qui aurait mangé la pomme, je veux dire une Malèna qui aurait la science du bonheur et du malheur. Car, puisque Jacques possède cette science, le couple ne saurait être parfait si, des deux amants, l'un connaît deux fois plus de choses que l'autre.

Alors commence le combat de Malèna avec l'Ange. Cet Ange est sans doute l'un de ceux qui se tiennent armés d'épées flamboyantes à l'entrée du Paradis perdu. Il ne faut pas que se reforme le couple parfait; il ne faut pas que Malèna puisse atteindre la science du malheur. Et la plus grande partie du livre nous expose les efforts infructueux de cette jeune femme pour sortir du Paradis à l'intérieur duquel elle est enfermée. Les portes en sont, d'ailleurs, bien gardées par la nourrice Amparo, son mari, le chauffeur José et sa fille Baba. Et puis, le malheur ne se laisse pas toucher à volonté par n'importe qui. Malèna a beau faire, elle n'y arrive pas. Et le sentiment de sa propre indignité croît en elle à mesure que ses échecs se multiplient. C'est alors qu'elle s'avise d'un expédient désespéré : elle imagine de jeter son amant dans les bras de Gladys, la plus belle et la plus intelligente des femmes, une triomphatrice, tandis qu'elle, Malèna, est vouée à l'irrémédiable défaite. Mais ce moyen échoue comme tout le reste : le sacrifice de Malèna n'est pas accepté, et Jacques se montre d'une fidélité exemplaire. Après ce dernier coup, il faut qu'une péripétie intervienne.

C'est Brossard qui s'en charge. De temps à autre nous abandonnons Malèna pour nous transporter avec Jacques

auprès du vieil homme d'État. Les scènes où ils figurent son d'ailleurs d'une qualité extraordinaire, entre autres celle d l'écluse, où l'on voit Brossard changer de plan, comme fon tous les personnages de Giraudoux, et devenir enfin celu qui accepte la mort, sinon la guerre. Or, cette nuit-là, je veux dire la dernière nuit, Malèna a lutté contre l'Ange. Celui qui, depuis tant de jours, lui fermait toutes les portes du malheur, cette nuit, elle l'a vu se dresser devant elle sous la forme d'un être gigantesque qui devait la vaincre sans la tuer. Et, au matin, elle a renoncé à la lutte. C'est pourquoi, ce matin-là, elle s'est réveillée souriante comme elle ne l'avait pas été depuis des mois, et Amparo, cette forme humaine de l'Ange, a connu que sa maîtresse était sauvée. La guerre, dont la menace avait un moment plané sur l'Europe, s'éloigne aussi. Maintenant Brossard peut mourir.

Cette mort de Brossard, qui termine l'ouvrage, en est aussi le point culminant. C'est vers les quelques minutes si douces de cette agonie que convergeaient depuis le début toutes les lignes. Ce sont des minutes hors du temps que celles qui réunissent Brossard mourant, Jacques et Malèna, l'amour, l'admiration et l'amitié. Il fallait à Malèna le contact de la mort pour que sa vie pût reprendre. Tout est mystérieusement lié : le combat avec l'ange, le réveil triomphant de Malèna, la guerre conjurée et la mort de Brossard. Au moment où l'apôtre de la paix va rendre le dernier soupir, dans une sorte de zone intermédiaire entre la mort et la vie, une rencontre unique peut avoir lieu. C'est proprement une espèce de miracle. Tous les personnages sont sortis d'eux-mêmes; ils n'ont plus de nom; ils sont élevés à la dignité de symboles, d'allégories immortelles. C'est pourquoi Brossard ne meurt pas plus que la guerre n'éclate; il va simplement poursuivre un peu plus loin une vie qui déjà n'était pas de ce monde. Quant à Jacques et Malèna, ils se perdent ensuite de nouveau dans la foule, comme ils y étaient déjà perdus lors de la fatale rencontre sur le pont embrumé. Et ce qu'ils forment, à la fin, ce n'est plus un couple unique

et extraordinaire, mais le plus humble, le plus semblable à tous les autres des couples humains.

Il a bien fallu tenter de ce livre une analyse, dont je ne me dissimule pas les insuffisances, parce qu'ici les choses ne vont pas de soi, mais que le plus simple récit suppose une interprétation toujours incertaine. On peut, il est vrai, se plaire aux détails, et c'est là que Giraudoux excelle. Quelle que soit la signification de l'histoire, et même si l'auteur sourit tandis que nous la racontons, il reste les détails, ou plus exactement l'atmosphère. Il y a quelquefois du brouillard dans les œuvres de Giraudoux, nous venons de le voir, mais il semble néanmoins toujours que tout se passe dans un air transparent et léger, où les choses ont perdu leur poids et où le tragique n'occupe jamais qu'une place usurpée. Cette Malèna qui côtoie le malheur, et ne parvient jamais à s'y mêler, à l'épouser vraiment, à être possédée par lui, qui demeure toujours merveilleusement extérieure à la douleur du monde, il me semble que c'est la Muse même de Giraudoux.

C'est pourquoi les tragédies bibliques n'étaient pas faites pour lui. Et s'il a su joliment arranger un trente-huitième *Amphitryon*, on ne le voit guère abordant l'histoire d'Œdipe ou celle des Atrides. Son art est plein tout justement de ces prestiges grâce auxquels on essaie de nous faire croire que les traces de l'ancien Paradis n'ont pas toutes disparu, et qu'il est possible de le reconstituer, à la condition qu'on ne perde pas son temps à lutter contre les Anges qui gardent la porte. Ce n'est pas entièrement faux du reste, et le propre des poètes a toujours été d'entretenir nos espoirs par leurs charmes; mais aussi de nous signaler l'insuffisance de ce monde. Certes, on ne se plaindra pas que l'univers de Giraudoux pèche par une solidité excessive. C'est une bulle de savon irisée de mille couleurs, mais où se reflète pourtant le monde, une image du monde, à la fois ressemblante et fausse. Cela manque merveilleusement de poids et d'épaisseur. Mais c'est la règle du jeu et il ne faut pas s'en plaindre. Le danger serait que l'on se satisfît de ce jeu spirituel et léger, et que

l'on en attendît une vision réelle et profonde des choses. Or, il semble que, depuis ses premiers ouvrages, M. Giraudoux ait quelque peu haussé ses prétentions. *Judith* en fut jusqu'ici le plus inquiétant symptôme. Je ne prétends pas que *Combat avec l'Ange* appelle les mêmes réserves. C'est une féerie, et les droits de l'auteur en pareille matière sont presque illimités.

Cependant, comme toute féerie, *Combat avec l'Ange* sous-entend une moralité. Les éléments de ce conte sont empruntés au réel, et Jean Giraudoux n'est pas fâché de nous faire savoir, à maintes reprises, que ses talents de fantaisiste ne nuisent pas à ses qualités d'observateur. Sa baguette magique nous découvre un autre côté des choses, mais après nous avoir montré un instant leur face la plus quotidienne. Au point que l'on est enclin à se demander s'il n'est pas beaucoup plus sérieux qu'il ne veut le paraître. S'il faut donc le prendre au sérieux, qu'insinue-t-il au juste dans *Combat avec l'Ange*? Que la condition humaine ne mérite pas les malédictions dont elle fut souvent l'objet. Il y a des gens nés pour le malheur, et d'autres pour le bonheur, sans que cela constitue pour autant une injustice. C'est un état, presque une fonction, et il ne servirait à rien de vouloir intervertir les rôles, ainsi que le souhaitait un moment l'heureuse Malèna. Et puis on n'achète pas son propre bonheur avec les malheurs des autres, même quand c'est en les soulageant. Le monde est bien fait pour ceux qui doivent l'habiter, et ceux-ci parfaitement adaptés à leur condition. En apparence, il n'y a pas de propos moins révolutionnaire que celui-ci. L'auteur semble dire aux riches : Restez riches sans remords, et sans vous croire responsables des maux de l'humanité souffrante ; et aux pauvres : Restez pauvres. Richesse et pauvreté sont semblables à deux mondes entre lesquels toute communication autre que fortuite et précaire est interdite. D'ailleurs l'équilibre des biens et des maux est à peu près respecté entre les deux univers imperméables. En quelques minutes bienheureuses et impossibles à retrouver, Jacques et Malèna, par l'intercession d'une mort toute proche, semblent avoir

réalisé une espèce de communion hors du monde, où il n'y a plus ni jeunesse ni vieillesse, ni riches ni pauvres, ni même de bonheur ou de malheur. Le silence qui unit ces trois personnes est gonflé d'une sérénité intemporelle. La moindre parole le troublerait. Mais il faudra bien que cette parole retentisse...

Ensuite la vie recommence, ni tout à fait bonne, ni tout à fait mauvaise. C'est là un scepticisme qui n'est pas nouveau. Et si Jean Giraudoux ne nous apportait que cette conclusion désabusée, il ne vaudrait pas la peine qu'on se fût si longuement occupé de son livre. Mais son charme propre, c'est que le monde aux apparences multicolores qui est le sien, ce monde sans épaisseur et sans opacité, laisse transparaître un arrière-pays authentique, le Paradis que nous avons perdu et que nous espérons retrouver, qui est en nous-mêmes et au cœur de toutes choses. Malheureusement j'ai bien peur que les routes suivies par les personnages de Giraudoux ne soient des impasses qui aboutissent à la mort, en effet, mais à une mort dépourvue de tous les prestiges qui font si peu redoutable la mort de Brossard.

Jacques Madaule.

Henry de Montherlant et « Les Célibataires »

L'année 1934 ne sera certes pas sans importance dans la vie littéraire de M. de Montherlant, c'est-à-dire dans la vie des lettres françaises. Je ne parle pas tellement du Grand Prix de Littérature, que l'Académie vient de lui décerner : car enfin son seul rival était un amateur qui sait à peine le français, y ayant d'ailleurs cette excuse qu'il n'est pas Français depuis fort longtemps. Mais Henry de Montherlant a publié coup sur coup deux livres (1), dont le plus récent est un roman, *Les Célibataires*, et ce roman est de fort loin l'un des plus remarquables du temps présent. Je ne vois même personne qui nous offre avec cet éclat l'aveuglante certitude du don, du grand talent de romancier. N'est-ce point déjà quelque chose d'insigne et comme un cas singulier ? Montherlant jusqu'alors nous apparaissait surtout comme un grand lyrique, un poëte à la tête épique, une sorte d'orateur-né dans la prose écrite, aussi. Tout cela, il l'est bien et l'on est assuré qu'il le reste. Dans le temps même des *Célibataires*, je le répète, il nous donne son *cante jondo*, son « chant profond », sous forme du recueil poétique intitulé *Encore un instant de bonheur*. Mais il est extraordinaire qu'il ait pu, et du premier coup semble-t-il, accomplir le tour de force de contenir sa puissance lyrique et d'écrire une œuvre presque uniquement objective : on ne voit point que Barrès ou d'Annunzio nous aient jamais réservé pareille surprise. Remarquez que M. de Montherlant a battu ce record comme en se jouant, *pour le délassement de l'auteur* dirai-je, en lui empruntant l'un de ses titres. Pour prouver, de surcroît, aux petits camara-

(1) Chez Grasset.

des et aux critiques ce que l'on peut faire dans le genre. Et il faut reconnaître qu'un certain nombre de contemporains font figure de nains à cette échelle...

Vous connaissez l'histoire des *Célibataires*, car on en a beaucoup parlé. Ce n'est pas une histoire très mouvementée : tout le mouvement est à l'intérieur, c'est une étude de caractères. Il s'agit d'un vieux garçon, Élie de Coëtquidan, de son neveu Léon de Coantré, lesquels vivent ensemble, quelque part au boulevard Arago, dans la misère ou presque, la saleté sans doute, et la médiocrité certainement; car ils ne peuvent ou plutôt ne veulent rien faire pour en sortir. Il y a également le frère aîné d'Élie de Coëtquidan, Monsieur Octave, qui, lui, a réussi dans les affaires, ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs d'être un peu comme les autres un vieil imbécile, un *Célibataire*. Entendez par là une façon d'être racorni, égoïste, de se prendre pour le centre de l'univers, et d'être devenu peu à peu totalement incapable d'un effort utile et vrai : — « ce que nous appellerons, — dit l'auteur, — en un français douteux mais qui se fait comprendre, la boule de neige de la non-contrainte. »

Ces vieux originaux nous sont présentés surtout dans quelques tableaux étonnants, d'une évocation prodigieuse. Lequel des trois hommes est le personnage central? On ne sait. M. Élie d'abord, M. Octave à l'occasion, puis, décidément, M. Léon pour finir. Car M. Léon s'en va mourir en province, dans ce pavillon du château de M. Octave, où l'oncle riche hébergeait le parent pauvre.

Je ne dis pas que le trio dégage une extraordinaire sympathie. Pourtant, l'auteur n'a pas exagéré la caricature. Çà et là, même, un trait, une touche d'émotion, de fierté, de courage, nous prouve qu'il n'a pas voulu les écraser sous quelque énorme mépris. à la Flaubert (et encore que ce soit aussi fort que *Bouvard et Pécuchet*). La vérité profonde, ici, l'extrême talent de romancier qu'on y voit, c'est même d'avoir su à ce point nous donner *l'impression du mélange qu'est la vie réelle*. Tolstoï écrivait quelque part que les hommes ne sont ni bons ni méchants, mais un peu des deux. Nos *Célibataires*,

à ce prix, sont-ils si singuliers? Beaucoup de gens mariés, tout le monde, est un peu *célibataire*, avec la différence énorme dans le degré, — mais non point dans la nature, — que la proportion n'est pas la même chez les normaux et chez les anormaux. Mais enfin, chacun de nous peut ici battre sa coulpe, *en prendre pour sa graine* dit familièrement l'auteur, et par là du moins, le sens général du livre est au fond tout chrétien. Il y a une phrase bien significative à la page 266, lorsque M. Léon vient consulter :

« Les relations de Léon avec les médecins avaient toujours été étranges. Quelque médecin qui le soignât, Léon alternait sur un rythme vif l'idée que ce médecin le tuait, sciemment et volontairement, avec l'idée que la seule présence de ce médecin, dans son quartier, suffirait à l'empêcher de mourir... [Ici, des exemples de cette alternance, et fort pittoresques. Mais attention, voici la conclusion :] *Tout cela était le comble de l'incohérence mais non pas si différent qu'on pourrait le penser de la conduite d'un homme normal à l'égard de la médecine et des médecins.* »

Eh oui ! je souligne cette phrase, car je crois qu'il faut la généraliser, et j'ai l'impression qu'elle est la clef du livre.

Par là, l'auteur a certainement mis de lui-même en son nouvel ouvrage, au-delà des endroits où il intervient directement (remarques politiques ou sociales, chronique de 1924 année où se passe le récit, éclairs ou coups de patte et, je vous prie de le croire, où l'on reconnaît la griffe du lion !...). A la suite de quoi certains, me dit-on, furent prêts à méconnaître l'indéniable objectivité du roman. Il me suffit de répondre comme tout à l'heure : Imaginez-vous un Barrès ou un Annunzio écrivant cela? Non. Et pour ma part, s'il était évident que Montherlant semblait bien déjà le véritable héritier présomptif de Barrès, je suis prêt à ajouter désormais; d'un Barrès qui aurait en plus l'étoffe d'un grand romancier.

Le nombre des traits justes et forts, des remarques vraies, dans le détail, est extrême. C'est, là encore, l'une des caractéristiques de cette personnalité : il n'est pas commun d'as-

socier une telle vigueur d'observation à un lyrisme aussi magnifique.

La composition des *Célibataires* est plus flottante. Cela part comme du Balzac (et le titre, d'ailleurs...) : « Ce soir froid de février 1924, sur les sept heures, un homme paraissant la soixantaine bien sonnée... » Puis, on dirait que l'auteur s'est ennuyé et n'a pas entendu tenir le coup. Et le style lui-même est fort varié. Il va de l'argot, du négligé (ici : une femme *moche*; là : une jeune fille que les danseurs laissent *en carafe*, etc.), — jusqu'à la plus délicate perfection. Exemple [Il s'agit d'un souvenir d'amour de M. de Coantré] : « Éveillé, il était rare qu'une couple de journées passât sans qu'il pensât à elle, et sans que sa vie alors fît silence, et se recueillît dans le regret. Elle reposait au fond de lui, avec ce visage aux paupières closes qu'elle aimait avoir pour l'offrir. Un rien, et ce visage affleurait. »

Enfin, je n'avais l'intention ni la prétention de vous dire tout sur ce livre curieux, qui est aussi une grande œuvre d'art. Je ne me suis placé qu'au point de vue littéraire, laissant à d'autres à juger l'évolution morale et religieuse de l'auteur.

André George.

Surréalisme et révolution

Avant de parler de ce mouvement de jeunes qu'est encore, et surtout que fut, le surréalisme, on voudrait user de la précaution oratoire chère à certains prédicateurs traitant des VI[e] et IX[e] commandements : « Je saurai rester dans les limites de ce que peuvent entendre des oreilles d'enfants. »

Rien ne ressemble au surréalisme comme l'enfer de Dante. Quatre cercles d'horreur lui font une antichambre, quatre cercles qui vont enserrant peu à peu moins d'espace et plus de douleur. Le premier, celui du snobisme, et le second, celui de la vanité, ont des pointes qui vous arrachent des cris. Le troisième est « le cercle de la pluie éternelle, maudite, froide, pesante ; toujours la même, elle tombe également », il a nom pédantisme. Le quatrième enfin, et le pire, est celui où s'ébattent les prodigues en grossièretés et obscénités. Au fond est le Styx : eau et boue.

Le vieux monsieur s'exaspère et veut savoir de quoi il s'agit. Surréalisme? Le mot n'est pas dans le *Petit Larousse*. Pourquoi tous ces jeunes gens font-ils tant de bruit et que nous veulent-ils, enfin? Eau et boue : que signifie ce langage hermétique? — Un instant, monsieur, faites abstraction de vos affaires. Les yeux clos, laissez-vous conduire au milieu d'eux. — C'est fait! — Maintenant, écoutez les conversations et plongez votre regard extra-lucide jusqu'au fond des cœurs. Les jeux sont commencés.

Chez tous, toujours sous-entendue, toujours présente, même non-exprimée, une sorte de « mystique » du devenir. Du nouveau, du nouveau, ne serait-ce que l'enfer! réclament les amis de M. Breton, et d'une volonté toute

tendue vers la révolution-en-soi, ils jurent la ruine des valeurs en cours et proclament « l'intention subversive essentielle ». Tous les moyens sont bons pour accomplir cette œuvre ; même les plus décriés, « l'instant les voue à une grandeur singulière... Il arrive que l'injure, l'insulte triviale, recouvrent toute leur jeunesse. Il n'y a plus d'*écart* de langage... Le scandale consacre de pareilles entreprises ».

Rien ne résiste à cette psychose d'amok, on s'attaque même aux nouveaux convertis du bolchévisme. « Monsieur le camarade Gide fait un foutu drapeau rouge », ricane Benjamin Péret, ou encore à la mystique du plan quinquennal vue à travers le film de propagande *Le chemin de la vie*, qui exalte la rédemption de l'homme par le travail, voire même une certaine chasteté — (le travail ? la chasteté ? non, mais ! pour qui nous prend-on ?). Car si le surréalisme se dit au service de la Révolution communiste, c'est qu'elle n'est pas encore faite. D'où les bulles d'excommunication qui lui viennent de temps à autre de Moscou, et la méfiance que lui montrent beaucoup d'écrivains révolutionnaires patentés.

Quant à « l'ordre établi », cette quintessence de pourriture, il y a longtemps que tous ces petits bourgeois l'ont renié. Ils foncent tête baissée contre la famille, la patrie et le reste, au nom d'un amour à réinventer. Clamant la phrase du marquis de Sade : « Quand l'athéisme voudra des martyrs, qu'il les désigne, et mon sang est tout prêt », ils répandent leur bave sur la religion. « J'ai prié contre Dieu », dit Breton ; « avec lui nous devons engager la lutte au couteau », dit un autre.

Le catholicisme possède particulièrement le don de les exciter, avec ses « hommes en jupon ». Leur haine n'ayant d'égale que leur prétention scientifique, ils ont décidé de détruire l'Église par une critique psychanalytique des dogmes et des rites. L'Église leur apparaît comme une vieille femme d'un sadisme hypocrite, dont ils vont déjouer toutes les ruses. Le monceau d'absurdités,

de non-sens, de contresens et surtout d'immondices accu mulés à ce propos serait pédantesquement ridicule, n'é tait son énorme puanteur.

Et tout cela finalement pour nous dire que l'on vi sans espoir, que le bonheur n'existe pas, qu'il n'y a d paradis d'aucune espèce et qu'il est fou de vouloir « s'é vader » comme le veulent ces imbéciles d'humains dont nous sommes, Monsieur, vous et moi. « La vie, avec ou sans opium, est lamentable, il n'y a rien à arranger, écri vait Louis Aragon. Prière, foot-ball, dross ou manille est aussi stupide, mais il y en a qui savent ce qu'ils endurent et dont le sommeil est empoisonné par l'idée du réveil. » L'activité de l'artiste, de l'intellectuel, tient toute sa dignité de l'esprit révolutionnaire qui l'anime. « Un tel sentiment permet encore de vivre », estime-t-on. Le malheur est qu'on n'en soit pas très sûr.

Créer le scandale pour découvrir des valeurs neuves et les promouvoir. Le *manifeste du surréalisme* nous a prévenus une fois pour toutes : finis les beaux temps du réalisme et du rationalisme, on leur a substitué la culture du dépaysement systématique. L'image surréaliste « la plus forte est celle qui présente le degré d'arbitraire le plus élevé ». Ainsi l'image-type sera « la rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie ». Ensuite on lui trouvera un sens psychanalytique, si besoin est.

Vivre dans la réalité du rêve, se plonger dans la connaissance irrationnelle du monde, se saouler de merveilleux et de fantastique, n'est pas un mince programme. On connaît les essais d'écriture automatique qu'on a même sommairement confondus avec le surréalisme, mais on connaît moins les expériences systématiques qui pourraient ne pas toujours manquer d'intérêt. Les peintres s'en sont mêlés et ont voulu trouver quelle obsession pouvait bien attacher leur regard à un vieux plancher ou aux taches d'un plafond. Ils ont étudié ce que Salvador Dali appelle les « images paranoïaques » ou « images

multiples » (par exemple tel tableau attribué à Picasso et représentant dans un sens une tête coiffée d'une perruque poudrée et dans l'autre des nègres assis devant une case), et c'est cela qui faisait écrire à Max Ernest : « Qui sait si, de la sorte, nous n'avons pas échappé au principe d'identité? »

Exprimer les forces obscures du subconscient, tel est le grand souci des surréalistes. C'est pourquoi ils se sont tournés vers Freud comme vers un libérateur, pour lui demander la clé de leurs rêves. On ne jure plus que par lui, et le brave homme, quoique touché de tant d'égards, n'y comprend pas grand'chose. « Bien que je reçoive tant de témoignages de l'intérêt que vous et vos amis portez à mes recherches, écrivait-il à André Breton il y a un peu plus d'un an, je ne suis pas en état de me rendre clair ce qu'est et ce que veut le surréalisme. »

Au-dessus de tout cela plane l'esprit d'un philosophe : Hegel. Le surréalisme se réclame hautement de sa dialectique idéaliste. D'ailleurs, dans la mesure où peut être saisie une cohésion intellectuelle suffisante, on peut dire que tous ses efforts tendent à une synthèse de l'hégélianisme et du freudisme.

* * *

Sans doute, le surréalisme est-il une chapelle, et tout homme au dehors n'est qu'un barbare inqualifiable, sinon inqualifié. Sans doute le surréalisme remue-t-il avec volupté une boue qui le discrédite inutilement. Mais il faut bien admettre dans tels tableaux et tels poëmes une beauté extraordinaire, comme il faut bien convenir aussi qu'il semble moins froid que le marxisme brut. Toute une jeunesse s'est tournée vers lui moins par besoin de quelque exhaustion intellectuelle que par soif de s'évader, quand même, à la faveur de cette ersatz de métaphysique. Oui, Aragon, j'ai dit *s'évader* quand même : Oh ! ils s'en défendent bien, et c'est tout naturel, n'est-ce pas ? Ivresse de l'esprit qui se cabre devant Dieu, et nomme la Foi :

lâcheté. « Je veux ma place dans le cortège entre l'assassin et le blasphémateur, dit l'un d'eux. La lâcheté et la douleur, il n'y a pas pour nous d'autre choix possible. Et il faut choisir. Vingt fois, jadis, j'ai senti sourdre en moi cette pensée ; j'ai fui. Je ne peux plus fuir : je te jette sur le papier, pensée terrible, et le papier est mon témoin. » Pauvre aveu, c'est le même qui écrit : « Se concentrer sur soi-même, se raidir. Quel vide, quelle solitude ! » Qui ne peut trouver factice cette volonté tendue de matérialisme obtus ? ce refoulement de Dieu ? cette recherche du vertige par le rêve ? Ils nous la baillent belle avec leur freudisme à toutes les sauces dont on ne sait plus très bien s'il est resté science de causalité ou devenu science de finalité. Et cet amour à réinventer ? Et cet absolu révotionnaire mal déguisé ? Ce n'est rien, ce n'est rien, répondent-ils, à peine une petite raison de vivre.

Nombreux sont les jeunes intellectuels qui furent tentés par cette aventure, mais beaucoup en sont revenus emportant une tournure d'esprit ou de pauvres tics intellectuels qu'on retrouve à chaque pas. Les uns s'étant pris la tête dans les mains, les autres n'ayant que retaillé leur plume, fidèles et sympathisants, ils se sont mis à penser intensément. Dans le domaine du pur surréalisme nous attendons encore, il est vrai, le chef-d'œuvre péremptoire, et malgré les belles déclarations nous n'avons encore que des œuvres dont le défaut, suivant le mot de René Schwob, « c'est d'être de la littérature et qui n'engage que l'esprit ». Mais au-delà beaucoup de jeunes marxistes se sont laissés prendre au grand jeu. C'est ce qui nous vaut l'essai de synthèse freudisme-marxiste cher à plusieurs et ses incursions ahurissantes dans le domaine de la sociologie. De là viennent en partie aussi ces piétinements, ces ergoteries et cette suffisance pédante qui donnent aux fruits de la pensée marxiste chez les jeunes des relents d'on ne sait quelle scolastique décadente, ou qui les apparentent aux discours des inspecteurs scientistes du temps de M. Renan.

Le crime de surréalisme est moins d'avoir énervé quelques véritables talents que d'avoir gâché de généreuses énergies par une sorte d'escroquerie de l'intelligence. « Exprimer l'absurdité personnelle pour elle-même n'intéresse que celui qui l'exprime. » On nous dit bien que la poésie ne doit plus être autonome, qu'elle ne doit plus être faite par un seul, mais par tous ; autant de formules admirables, que le surréalisme se révèle incapable d'animer. Malgré les quelques accords de musique vraie, si rares, on est en droit de penser que, né de l'absurde, le surréalisme périra dans le grotesque. Mais, que de vies inutilement gaspillées et peut-être irrémédiablement perdues ? Le surréalisme n'est même pas une « rue sans joie », c'est un cul-de-sac...

PIERRE-LOUIS FOURNIER.

Le théâtre allemand d'aujourd'hui

M. René Lauret a assisté à la plupart des spectacles de Berlin entre 1924 et 1933. Il a envoyé de nombreux articles à *Comœdia* et à d'autres journaux français; mais, au lieu de les réunir en un volume, il a heureusement décidé « de dégager une vue d'ensemble du théâtre allemand pendant cette période (1) ». Pour écrire une étude vraiment critique sur un tel livre, il faudrait une compétence que possède seulement un petit nombre de nos compatriotes. Disons simplement que cet ouvrage est de ceux qui nous apprennent quelque chose sur un sujet important; après l'avoir lu, nous constatons que nous avions besoin de ces informations et nous savons que nous aurons besoin de les consulter.

Le 29 septembre 1889, un Théâtre libre s'ouvre à Berlin, à l'imitation de celui d'Antoine, dont on ne dira jamais assez l'influence. La première représentation est un hommage à Ibsen dont la jeune association donne *Les Revenants*. Trois semaines plus tard, le Théâtre libre monte une pièce de Gerhart Haupmann, le grand maître du naturalisme allemand, *Avant le lever du soleil*. Or le naturalisme va trouver devant lui trois adversaires : Wedekind, qui substitue « le cri intérieur » au souci de la vérité objective, Sternheim, le satirique, l'implacable caricaturiste du bourgeois allemand, « le seul auteur de comédies que l'on ait vu en Allemagne », Georges Kaiser, le métaphysicien du hasard, amateur de situations compliquées ou même invraisemblables puisque le hasard exprime l'invraisemblance d'une vérité.

Ces trois auteurs sont volontiers considérés comme les maîtres du théâtre dit « expressionniste », mouvement dont ils n'ont nullement formulé la doctrine, qui n'est d'ailleurs pas une école et qui groupe sous une même étiquette

(1) *Le théâtre allemand d'aujourd'hui*, 1 vol. in-12. Éditions de la N.R.F.

divers auteurs de l'époque 1910 à 1924. Expressionnisme est l'antithèse d'impressionnisme : l'impressionniste regarde la nature et traduit ensuite les impressions qu'elle provoque en lui; l'expressionnisme va de l'intérieur vers l'extérieur ou plutôt ne s'occupe que du monde tel qu'il vit en nous; c'est une sorte d'idéalisme à tendance extatique. Il en résultera, à partir de 1924, une réaction « néo-objectiviste »; une certaine froideur positive est à la mode et même une certaine brutalité; parmi les œuvres les plus intéressantes qu'inspire ce retour au réel, Paris connaît *Karl et Anna* de Leonhard Frank et les pièces de Ferdinand Bruckner; il a eu aussi un échantillon de ce que peut donner un réalisme vidé de tout art avec *Cyanure de Potassium* de Friedrich Wolf.

« S'il est difficile de trouver une formule pour définir les tendances du théâtre allemand d'aujourd'hui, en ce qui concerne sa forme, on caractérisera sans peine celles de son esprit : elles sont avant tout politiques. » M. René Lauret nous rappelle la grande tradition allemande du théâtre historique. L'expérience la plus retentissante des dernières années fut celle de M. Piscator, metteur en scène original dont une des principales tentatives fut de mêler le cinéma au théâtre; il a lui-même parfaitement défini le sens de son effort : « Pour nous autres, marxistes révolutionnaires, notre théâtre ne peut se borner à dessiner la réalité sans critique, à concevoir le théâtre comme un miroir de l'époque... La tâche du théâtre révolutionnaire est de prendre la réalité pour point de départ et de *souligner la désharmonie de la société pour en faire un élément d'accusation, de révolution, un élément de l'ordre nouveau.* » M. Piscator a naturellement rencontré d'énormes difficultés matérielles en montant des spectacles coûteux dont le vrai public aurait dû être ouvrier. Du moins a-t-il formulé des principes que le « théâtre national combatif » a simplement retournés.

Un des plus intéressants chapitres de M. René Lauret est celui qu'il consacre à Max Reinhardt et aux metteurs en scène. Il explique ce qui a mérité au célèbre régisseur une gloire mondiale : sa science de l'éclairage, sa préparation

minutieuse de chaque spectacle, son effort pour exprimer la tonalité de chaque œuvre, son art de conduire les acteurs et de faire évoluer les groupes, tout un ensemble de qualités dont les récentes représentations de *La Chauve-Souris* au Théâtre Pigalle ne nous ont pas donné une idée suffisante. M. Lauret ne cache pas les dangers de cette virtuosité : le magicien ne dédaignera pas de faire quelque chose de rien, c'est-à-dire un beau spectacle avec une mauvaise pièce.

Après quelques pages sur Alfred Kerr et la critique allemande, M. René Lauret prend comme thème de sa conclusion « théâtre français et théâtre allemand ». On a souvent fait tenir toute l'opposition en deux mots : quand ils parlent de l'art dramatique en général, les Français disent : « la comédie », et les Allemands : « le drame ». Il faut préciser : les Français demandent à toute pièce de la vie, un ton animé, une action bien conduite; le théâtre allemand moderne est volontiers « en grisaille » ou sombre; même les œuvres satiriques ont ce caractère qui exclut la cordialité. Cette différence est surtout sensible dans la peinture de l'amour : ce qui est traité à Paris comme une bagatelle ou un prétexte à raffinements psychologiques est posé à Berlin comme un problème biologique. « Un cas typique fut la reprise d'*Amoureuse* chez Reinhardt en 1927. Le dissentiment éclata déjà dans l'interprétation de l'excellente actrice Orska, qui fit de la Germaine de Porto-Riche une hystérique »; quant au public, il trouvait sans intérêt ces querelles d'une femme avec son mari et toutes ces complications autour d'un banal adultère. Plus que la psychologie d'une personnalité toujours prête à s'analyser, le spectateur allemand aime les questions sociales; « les destins individuels, dit-il, n'offrent plus d'intérêt : l'homme moderne ne s'attache qu'aux destins collectifs »; de là toutes ces pièces historiques, politiques, ou consacrées à la lutte des générations et, ajoutons aussi, à l'étude de la jeunesse.

Henri Gouhier.

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Liguge (Vienne).